

K. Paris. Parlement.

R E C U E I L

D E S

ARRÊTÉS, REMONTRANCES,

PROTESTATIONS DES PARLEMENS,

COURS DES AIDES, CHAMBRES DES COMPTES,

ÉTATS PROVINCIAUX, &c.

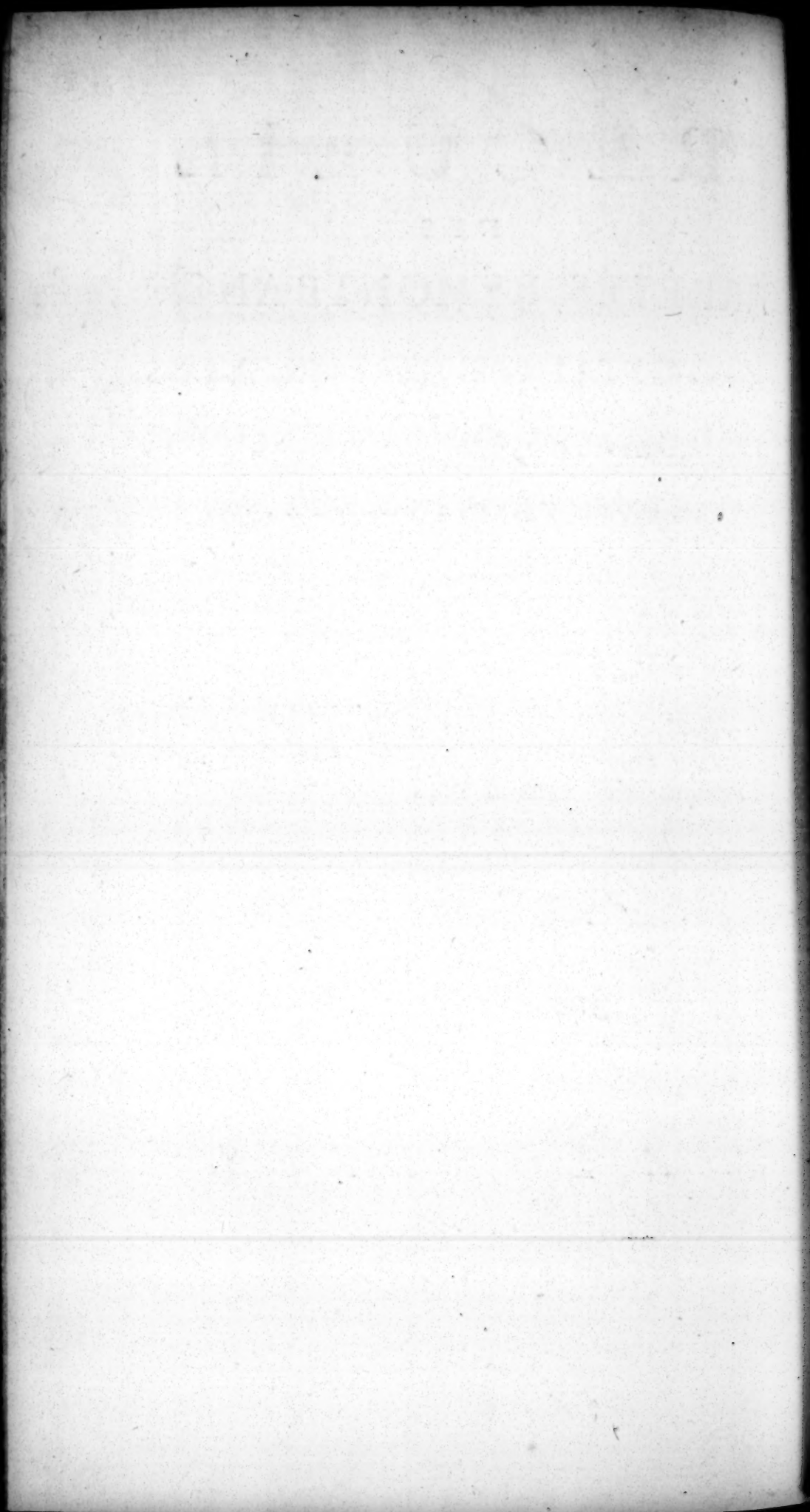
AU SUJET des nouvelles Loix proposées par le
Sieur DE LAMOIGNON, Garde des Sceaux,
au Lit de Justice du 8 Mai 1788.

*Avec le Récit abrégé des faits les plus intéressans qui
se sont passés dans les différens Parlemens, depuis
l'époque dudit mois de Mai.*



A L O N D R E S.

I 7 8 8.





PARLEMENT DE PARIS.



Séance du Roi en son Parlement de Paris (1).

Du 19 Novembre 1787.

LE Roi est venu, le 19 Novembre, prendre séance en son Parlement. Les ordres ayant été donnés, la veille au soir, fort tard, un grand nombre des Membres de la Cour ne purent se trouver à cette Séance; elle n'en fut pas moins nombreuse. M. le Garde des Sceaux avoit eu la précaution de rassembler tous les Conseillers d'Etat & autres Magistrats, auxquels le titre d'Honoraires donnoit voix délibérative en la Cour. Le Roi ouvrit la Séance par un Discours, dans lequel Sa Majesté annonçoit les Loix qu'il vouloit faire enregistrer. M. le Garde des Sceaux développa ensuite les intentions du Roi, & ce

(1) *Nota.* La violation des formes constitutionnelles en la Séance du 19 Novembre, ayant été le premier pas du Garde des Sceaux vers l'anéantissement des principes & des loix qu'il méditoit dès-lors, & cette Séance ayant donné lieu aux représentations du 11 Avril & du 4 Mai 1788, on a pensé qu'il étoit nécessaire d'ouvrir cette Suite par le récit de cette Séance.

fut dans ce Discours qu'il mit au grand jour ces principes anti - constitutionnels & despotiques, qui furent le présage du système désastreux que la Nation a vu éclore le 8 Mai dernier.

Après ce Discours, on fit lecture du premier Edit portant établissement d'Emprunts graduels & successifs jusqu'à concurrence de 420 millions, pour les années 1788, 1789, 1790, 1791, 1792.

Lecture faite, M. le Premier Président recueillit les voix en la maniere accoutumée; les opinions furent très-motivées & durèrent sept heures. MM. Robert, Frétau, Duval d'Epremeuil se firent sur-tout remarquer par une éloquence aussi forte que respectueuse. Ce dernier parut même avoir tellement parlé au cœur du Souverain, que tous les Membres de l'Assemblée crurent, pendant quelques instans, que Sa Majesté alloit se rendre à la demande pressante que lui faisoit ce Magistrat, de prononcer la convocation des Etats-Généraux.

Les avis ayant été donnés, M. le Premier Président attendoit l'ordre du Roi pour compter les voix, lorsque M. le Garde des Sceaux, étant monté vers Sa Majesté, la Séance fut, à cet instant, transformée en Lit de Justice. Descendu à sa place, M. le Garde des Sceaux prononça l'enregistrement, sans que les avis eussent été réduits, & les voix comptées.

La Cour, toutes les Chambres assemblées, le Roi, les Princes & Pairs y séans, ouï & ce requérant le Procureur Général du Roi, a ordonné & ordonne que l'Edit portant, &c. . . . soit enregistré au Greffe de la Cour, &c. . . . suivant l'Arrêt de ce jour.

Cette forme illégale & inusitée excita la juste réclamation de M. le Duc d'Orléans , lequel , adressant la parole au Roi , lui dit :

S I R E ,

« Je supplie VOTRE MAJESTÉ de permettre
» que je dépose à ses pieds , & dans le sein de-
» la Cour , la déclaration , que je regarde cet
» enregistrement comme illégal , & qu'il seroit
» nécessaire , pour la décharge des personnes qui
» sont censées y avoir délibéré , d'y ajouter que
» c'est par expès commandement du Roi ».

Le Roi a répondu : L'enregistrement est légal , puisque j'ai entendu les avis de tous. Puis , après avoir fait faire lecture de l'Edit concernant les Non-Catholiques , le Roi a ordonné qu'il fût procédé , le lendemain , à son enregistrement. Sa Majesté est sortie , accompagnée des Princes & des Magistrats , en la forme ordinaire.

M. le Duc d'Orléans & M. le Duc de Bourbon , rentrés en la Chambre , on délibéra sur ce qui venoit de se passer à la Séance , & il a été arrêté ce qui suit :

« La Cour , considérant l'illégalité de ce qui
» vient de se passer à la Séance du Roi , où
» les voix n'ont pas été réduites en la maniere
» prescrite par les Ordonnances , de sorte que
» la délibération n'a pas été complète , déclare
» qu'elle n'entend prendre aucune part à la
» transcription ordonnée être faite sur ses Re-
» gistres , de l'Edit portant établissement d'Em-
» prunts graduels & successifs pour les années
» 1788 , 89 , 90 , 91 , 92 ; sur le surplus , a con-
» tinué la délibération au premier jour ».

Le 21 Novembre, le Roi, ayant mandé à Versailles la grande députation de son Parlement, elle s'y rendit en la forme ordinaire.

Les Députés, entrés en la chambre du Roi, Sa Majesté leur a dit :

» Je vous ai ordonné de m'apporter la minute
» de l'Arrêté que vous avez pris lundi, après
» ma séance au Parlement.

» Je ne dois pas le laisser subsister dans vos
» Registres, & je vous défends de le remplacer
» d'aucune manière.

» Comment mon Parlement peut-il dire qu'il
» n'entend prendre aucune part à un enregis-
» trement que je n'ai prononcé qu'après avoir
» entendu, pendant sept heures, leurs avis, &
» l'opinion de tous ceux de ses Membres qui
» ont voulu la donner, & lorsqu'il est constant
» pour tous comme pour moi, que la pluralité
» des suffrages se réunissoit pour l'enregistre-
» ment de mon Edit, en y joignant des sup-
» plications pour hâter la tenue des Etats-Gé-
» néraux de mon Royaume?

» J'ai dit que je les convoquerois avant
» 1792, c'est-à-dire, au plus tard, en 1791 :
» ma parole est sacrée.

» Je me suis rapproché de vous par con-
» fiance, & dans cette forme antique, si sou-
» vent réclamée par mon Parlement auprès des
» Rois mes prédécesseurs.

» Et dans le moment où j'ai bien voulu tenir
» mon Conseil au milieu de vous, sur un objet
» d'administration, vous essayez de le transformer
» en un Tribunal ordinaire, & de présenter de
» l'illégalité dans son résultat, en invoquant les

» Ordonnances, pour le soumettre & moi-même;
 » à des regles qui ne regardent que les Tribu-
 » naux dans l'exercice habituel de leurs fon-
 » tions.

» Les réclamations de mes Cours ne doivent
 » me parvenir que par des représentations ou
 » des remontrances respectueuses, & je désap-
 » prouverai toujours les Arrêtés sur leurs Re-
 » gistres, qui constatent leurs oppositions à ma
 » volonté, sans m'en dire les raisons; ou leurs
 » résolutions, sans m'en donner les motifs ».

Ensuite M. le Premier Président a eu l'hon-
 neur d'adresser la parole au Roi, en ces termes :

S I R E ,

» Votre Parlement se rend à vos ordres. Il
 » a été instruit, ce matin, à l'ouverture de sa
 » Séance, qu'un Prince auguste de votre Sang
 » avoit encouru votre disgrâce; que deux
 » Conseillers de votre Cour sont privés de
 » leur liberté. Votre Parlement, consterné,
 » supplie très-humblement Votre Majesté de
 » rendre au Prince de votre Sang, & aux Ma-
 » gistrats, la liberté qu'ils n'ont perdue que
 » pour avoir dit librement ce que leur ont dicté,
 » en votre présence, leur devoir & leur con-
 » science, dans une Séance où Votre Majesté
 » a annoncé qu'Elle venoit recueillir des suf-
 » frages libres ».

Le Roi lui a répondu :

» Lorsque j'éloigne de ma Personne un Prince
 » de mon Sang, mon Parlement doit croire que
 » j'ai de fortes raisons..

» J'ai puni deux Magistrats dont j'ai dû être
 » mécontent ».

*RÉCIT fait par un de Messieurs, en Parlement,
 toutes les Chambres assemblées, les Pairs y séans,
 le Mardi 29 Avril 1788 (1).*

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de déferer à la Cour un abus contraire aux loix & à la tranquillité des Citoyens; cet abus est notoire, & je crois qu'il est important que la Compagnie s'occupe des moyens d'en prévenir les suites fâcheuses.

Des Particuliers, connus sous le nom de *Contrôleurs des Vingtièmes*, munis d'ordres ministériels, sont répandus dans les campagnes; ils parcourent plusieurs Provinces du ressort de la Cour, ils adressent des ordres circulaires aux Syndics des paroisses; j'ai copie de la formule de ceux dont ils se servent en Poitou: on voit au pied la signature, SAILLARD, *Contrôleur des Vingtièmes*; & plus bas: *ce 30 Mars 1788*.

De telles recherches ont toujours été prof- crites avec la plus grande sévérité; & la Cour n'a jamais cessé de s'élever contre celles qui avoient été faites secrètement, en vertu d'ordres particuliers, ou même de simples lettres ministérielles.

(1) Ce Récit a été la cause de la disgrâce de M. Goislard, & de son enlèvement, dont on trouvera ci-après les détails.

Telle a été la marche constante du Parlement, depuis le premier établissement de ce genre de subsides, comme depuis son renouvellement en 1749.

Il seroit inoui qu'on voulût profiter de quelques expressions, plus ou moins claires, de l'Edit de Septembre 1787, portant prorogation du second Vingtième, pendant les années 1791 & 1792, pour en induire que cet Edit renverse tous les principes en matiere d'impôt, & détruit toutes les Loix antérieurement rendues sur les Vingtièmes.

Ces principes, ces Loix, sont bien connus; je vais succinctement les parcourir.

Le second Vingtième fut ajouté, pour la première fois, au premier Vingtième, dont la levée avoit été ordonnée par Edit du mois de Mai 1749, par la Déclaration du 7 Juillet 1756, « pour ne » durer qu'autant que la continuation de la guerre » rendroit ce secours nécessaire, pour cesser trois » mois après la publication de la paix, & pour » être levé dans la même forme & dans les mêmes » termes qui avoient été prescrits par l'Edit de » Mai 1749, pour le premier vingtième ».

Ce sont les termes du texte de cette Déclaration, qui fixe la durée du premier Vingtième à *dix années seulement*, est-il dit, *à compter du jour de la publication de la paix*.

Cette Déclaration, qui sembloit poser un terme certain, au-delà duquel le premier Vingtième ne pourroit jamais être prorogé, & qui, loin d'ordonner de nouvelles vérifications & augmentations dans les cotes des contribuables, se référoient au second Vingtième de la masse des reve-

nus déjà soumis au premier Vingtième, ne fut cependant pas enregistrée en la cour, mais *publiée* au château de Versailles, le Roi tenant *son lit de Justice*, le 25 Août 1756.

En 1767, le Roi demanda de nouveau la levée du second Vingtième, d'abord pour quatre années & demie; & sur les représentations de la Cour, Sa Majesté se borna à deux années. Ce fait est constaté par l'Edit du mois de Juin, portant *établissement* (1) de ce second Vingtième pendant les années 1768 & 1769; & quoique le Parlement eût alors obtenu une abrogation de deux années & demie, il n'enregistra néanmoins cet Edit « qu'à la charge que le premier & le second » Vingtièmes, tant qu'ils auront lieu, seront » perçus sur les rôles actuels, dont les cotes ne » pourront être augmentées, à peine contre les » contrevenans d'être poursuivis extraordinai- » rement par-devant les Juges qui en doivent » connoître ».

La Compagnie observe ensuite que le paiement du second Vingtième, pendant deux années, est le dernier effort que puissent faire les peuples; & que sa résistance à l'enregistrement de l'Edit de Mai précédent, & aux deux Lettres de jussion y relatives, est fondée sur ce que le Parlement étoit intimement convaincu que les peuples ne pourroient supporter, pendant un aussi long-tems

(1) Quoique, dans le fait, l'Edit de Juin 1767 ait prorogé & non établi le second Vingtième, on se sert ici de l'expression *Etablissement*, parce que la Déclaration du 7 Juillet 1756, qui a, de fait, établi le deuxième Vingtième, n'a jamais été *librement enregistrée*, mais seulement *publiée en Lit de Justice*.

que quatre années & demie, une imposition aussi onéreuse.

Cependant un Edit du mois de Décembre 1768, publié *en lit de Justice*, prorogea la perception de ce second Vingtième, pendant les deux années & demie dont le Roi avoit consenti la révocation par celui de Juin 1767.

C'est ainsi que sa prorogation se trouva arbitrairement fixée jusqu'au premier Juillet 1772.

Nous étions alors à cette époque où les Loix furent renversées & le Parlement dispersé ; & l'on trouve parmi les monumens qui la caractérisent, l'Edit de Novembre 1771, qui semble vouloir transformer ce subside momentané, en revenus permanens de l'Etat, & qui proroge le second Vingtième jusqu'au premier Janvier 1781.

Mais l'Edit de Février 1780, succéda à celui-ci, & fut soumis à l'enregistrement de la Cour ; dès ce moment, les principes furent rappelés & les droits du peuple respectés.

Cet Edit ordonne que le second Vingtième continuera d'être perçu jusqu'au dernier Décembre 1790 ; c'est celui qui régit aujourd'hui le second Vingtième existant, jusques & compris 1790. Qu'il me soit permis de rappeler les dispositions qu'il contient, & celles de l'Arrêt de son enregistrement, rendu toutes les Chambres assemblées, le 25 Février 1780.

L'article premier porte, comme je viens, Monsieur, d'avoir l'honneur de le dire : » Le
 » second Vingtième continuera d'être perçu, jus-
 » qu'au dernier Décembre 1790 inclusivement ;
 » voulons que les cotes des propriétaires dont le
 » règlement aura été fait, à compter du premier

» Janvier 1778 , ne puisse , sous quelque pré-
 » texte que ce soit , être augmentées ni exami-
 » nées de nouveau , pendant le cours des vingt
 » années , qui suivront ledit règlement , si les
 » Vingtièmes , ou partie d'iceux , continuent
 » d'avoir lieu pendant ledit temps ».

L'Arrêt porte : « Registré sans aucunes appro-
 » bations des vérifications & augmentations men-
 » tionnées ou indiquées dans l'article premier.

» Se réserve , ladite Cour , de supplier le Roi ,
 » à la cessation des hostilités , de fixer un terme
 » au premier Vingtième , & d'abrégier la durée
 » du second ».

Ainsi , le Parlement n'a jamais varié dans ses principes. En 1767 , il enregistre , pour la première fois , & pour deux années seulement , l'établissement du second Vingtième , *« à la charge
 » que les cotes & du premier & du second Ving-
 » tièmes , ne pourront être changées ni augmentées »*. En 1768 , cet impôt est prorogé d'autorité arbitraire , jusqu'au premier Juillet 1772 ; cependant le mode de sa perception reste le même ; on ne songe point alors , dans ces momens si favorables à l'extension , à donner la moindre atteinte aux modifications précédemment apportées par la Cour. En 1780 , le Roi , lui-même , semble regretter l'extrême rigueur & les vexations injustes & illégales qui avoient été le résultat de l'exécution de son Edit de Novembre 1771 ; & de lui-même il demande (& c'est le premier article de l'Edit de 1780) que ses sujets vexés , en 1778 , par les gens du fisc , jouissent , pendant vingt années , du repos que les Loix devoient leur assurer pour toujours.

Le Parlement enregistre l'Edit de 1780 ; mais dans son Arrêt, rappelant les Loix anciennes, & se conformant à l'Edit de 1767, il s'exprime ainsi : *sans approuver les vérifications & augmentations mentionnées ou indiquées par l'article premier.* C'étoit dire qu'on n'avoit pas eu le droit de changer les cotes en 1778 ; & qu'on n'avoit pas celui de changer celles qui ne l'auroient pas encore été.

Les modifications apposées aux Loix que je viens de citer, font parties intégrantes de ces mêmes Loix. Ces modifications sont conformes aux principes ; & ces principes sont, que *l'impôt établi par l'Edit de Mai 1749, n'étoit pas de nature à croître progressivement avec les revenus des contribuables.*

La Compagnie l'a établi dans ses remontrances & itératives remontrances de l'année 1778.

Elle y observe que « la teneur des Edits est uniforme depuis 1710 jusqu'en 1775 » : & sur cette même prétention, que l'Edit de 1749, auquel on reconnoissoit que celui de 1771 seroit référé, porte expressément, *que les Vingtièmes seroient proportionnés aux revenus des contribuables*, le Parlement s'exprime ainsi :

« Quand on verroit, *ce qui n'est pas*, dans » l'Edit de 1749, la proportion mathématique » du Vingtième aux revenus, érigée en règle » par une disposition précise, il faudroit encore » y trouver l'augmentation progressive des Ving- » tièmes sur l'augmentation progressive des re- » venus, *ordonnée d'avance*, pour justifier les » opérations entreprises depuis 1771, & qui

» ont augmenté les Vingtièmes de près de dix
» millions.

» C'est ce qu'on ne voit pas dans l'Edit de
» 1749 ; l'article quatorze en rejette l'idée ; tous
» les Edits postérieurs y résistent.

» Votre Parlement, SIRE, a établi (dans ses
» premières remontrances), que la proportion
» progressive étoit un principe désavoué par la
» Loi, par la Justice & par la saine politique.

» Par la saine politique, à l'égard des cam-
» pagnes, où l'on verroit bien-tôt l'agriculture
» abandonnée, & le fond manquer au subside,
» si c'étoit une maxime d'Etat, que le fisc dût
» entrer en compte, & se mettre en partage des
» fruits progressifs de l'industrie du proprié-
» taire (1).

» Par la justice, qui ne permet pas que les sub-
» sides aient pour bases les revenus des contri-
» buables, mais les besoins réels & prouvés de
» l'Etat ; autrement, SIRE, Votre Majesté seroit
» formellement co-propriétaire des biens de ses
» sujets : & votre Parlement présume que l'ad-
» ministration fera toujours trop éclairée sur
» l'intérêt de vos finances, inséparable de celui
» de vos sujets pour établir cette co-propriété
» destructive de tous les deux.

» Enfin, par la Loi, qui déclare définitifs en

(1) Suivant un calcul extrait du rôle des Impositions, cité par le Parlement, dans ses Remontrances de 1778, on voit que dès cette époque, le propriétaire verroit dix sous dans les coffres du Roi, par lui ou par son Fermier, sur dix-huit, non déduits les charges foncières, les réparations, droits d'aide, &c.

» 1742 les rôles provisoires de 1741 , les con-
 » firme en 1749, les fixe en 1763 , les main-
 » tient en 1767, 1768, s'y réfère en 1771 (1) ».

(1) Voici comment le Parlement justifioit, en 1778, la liberté qui doit régner dans les déclarations des propriétaires, relativement à l'imposition des Vingtiemes.

« Votre Parlement, Sire, s'acquitte du premier de
 » ses devoirs, en s'élevant, avec persévérance, pour le
 » maintien des Loix & l'avantage de la Nation, contre
 » un plan d'extension, que le besoin a fait imaginer,
 » qui, résistant à la nature du Dixieme, finiroit par en
 » tarir la source, & que les Préposés érigeront néan-
 » moins en principes d'administration, si votre Parle-
 » ment, découragé, cessoit d'en exposer les inconvé-
 » niens.

» Depuis 1710 jusqu'en 1771, on voit les Vingtiemes
 » demandés par Louis XIV, par le feu Roi, & toujours
 » demandés *comme secours extraordinaires* : rien ne ressent
 » moins la contrainte.

» Sire, les qualités de secours extraordinaires, de
 » don gratuit, sont essentiels au Dixieme; la liberté
 » des déclarations qui paroît extraordinaire, si l'on ne
 » pense qu'au recouvrement, ne l'est pas *pour qui s'oc-
 » cupe de la constitution.*

» Tout propriétaire a droit d'accorder les subsides,
 » ou par lui-même, ou par ses représentans : s'il n'use
 » pas de ce droit en corps de nation, il faut bien y
 » revenir individuellement; autrement il n'est plus maître
 » de sa chose, il n'est plus tranquille propriétaire : la
 » confiance aux déclarations personnelles, est donc la
 » seule indemnité *du droit que la Nation n'a pas exercé,*
 » *mais n'a pu perdre, d'accorder & répartir elle-même*
 » les Vingtiemes.

» *Le seul moyen* de rendre les impôts légitimes, *est*
 » *d'écouter la Nation.* Au défaut de la Nation, le seul
 » moyen de les rendre supportables, est d'écouter les
 » individus; en sorte que la déférence aux déclarations
 » soit du moins une image, un vestige, un dédomma-

Il me semble, Monsieur, qu'il est démontré que la nature du Vingtième s'oppose à sa progression, qu'il n'a jamais été destiné à s'accroître parallèlement avec le revenu du contribuable ; » ce feroit (1) faire naître le besoin de l'impôt, » au lieu que l'impôt ne doit exister que pour le » besoin ». Tous nos Rois ont reconnu cette vérité ; ils ont toujours promis d'abolir les Vingtièmes à la paix ; & si nous les voyons prorogés encore, malgré la paix, malgré le caractère inhérent à ce subside, malgré la parole des Rois, le Parlement du moins a toujours conservé les principes, & tranquillisé les peuples par les modifications de ses enregistremens ; modifications approuvées par le feu Roi, indiquées par lui dans son Edit de 1767, corroborées, s'il eût été nécessaire, par celui de 1771 même, qui se réfère à celui de 1749, lequel renvoie aux rôles de 1741 ; principes reconnus, enfin, par Sa Majesté elle-même, lorsqu'en 1782 le Roi a préféré la demande du troisième Vingtième, *sans aucune augmentation des cotes*, à cette vérification inquisitoriale qu'on cherche à renouveler aujourd'hui,

» gement conservatoire du droit national.
 » Ces maximes, données par la raison, recueillies par
 » les Loix, conservées par les faits, ont régné, Sire,
 » pendant 60 années. — Depuis 1771, on s'en écarte
 » absolument : aussi le Royaume est inondé d'abus, &
 » retentit de plaintes : aussi toutes les Elections sont-elles
 » ravagées par des hommes sans frein, comme sans
 » titres, qui sont, aux yeux de la Justice, des con-
 » cussionnaires ».

(1) Remontrances du Parlement de Normandie, du
 6 Février 1788.

dont

dont il auroit, sans doute, tiré une somme équivalente à ce troisième Vingtième, mais qui eût été contraire à la nature de cet impôt.

Le Vingtième n'ayant point été consenti & accordé par les Etats Généraux, n'a jamais pu être un impôt permanent; il n'a jamais été appliqué à la dépense ordinaire de l'Etat; on a dû le verser dans une caisse d'amortissement, uniquement destinée à liquider les dettes de la guerre (1); c'est pour ce besoin extraordinaire & connu, qu'il a été demandé. C'étoit donc une somme déterminée & fixe, dont l'Etat avoit besoin; & la Cour, en donnant à ce subside momentané une sanction provisoire, n'a jamais entendu autoriser la levée d'une somme supérieure au besoin du moment.

Il est donc évident que le Parlement n'a enregistré que la simple prorogation du second Ving-

(1) En 1778, le Parlement remontoit au Roi, que
 « si la destination des Vingtièmes avoit été remplie, le
 » principe des plaintes n'auroit pas existé. Le produit
 » des Vingtièmes, en 1749, & depuis, une partie de
 » celui du Dixième, devoient être versés dans une
 » caisse d'amortissement. On a, *disoit alors le Parlement*,
 » supprimé cette caisse; au lieu de réformer les dépenses,
 » on s'est dispensé d'amortir les rentes. Qu'est-il
 » arrivé? que les Vingtièmes sont perçus & dissipés,
 » les peuples plus foulés, & l'Etat plus obéré. Le produit
 » des Vingtièmes, employé *fidèlement*, l'eût acquitté
 » de près d'un milliard; l'économie eût grossi vos trésors;
 » l'aisance eût consolé vos peuples; les subsides, levés avec
 » douceur, seroient donnés sans réclamation; & votre
 » Parlement n'auroit point à porter aux pieds du Trône,
 » les plaintes de la Nation sur les Vingtièmes ».

rième, existant jusqu'en 1790, *étendu seulement* sur les Domaines de la Couronne, & sur ceux des Princes, tenus à titre d'apanage ou d'engagement.

Si cet Edit contenoit un nouvel impôt, la Cour l'auroit-elle enregistré ? En 1778, elle remontoit au Roi, « que tout propriétaire a droit d'accorder » les subsides, ou par lui-même ou par ses représentants ; que des monumens de notre » histoire, des principes de la monarchie française, & de tout Etat bien ordonné, résulte » cette vérité trop oubliée, mais incontestable, » que *le seul moyen* de rendre les impôts légitimes, *est d'écouter la Nation* » ; & en 1787, au moment même où le Parlement déclare son incompétence en matière d'impôt, & réclame le consentement préalable des Etats Généraux, comme indispensable à leur établissement, on oseroit dire, on pourroit persuader que changeant tout-à-coup de système, il enregistre le plus vicieux des impôts, celui de l'augmentation progressive des Vingtièmes ! & c'est à cette dernière époque, que l'on placeroit une démarche aussi contraire à la doctrine salutaire dont la Cour a solennellement fait profession ! Non, Monsieur, la Cour n'a pu ni dû ; elle n'a voulu, & elle n'a, en effet, enregistré, je le répète encore, que la simple prorogation du second Vingtième, régi, si l'on veut, par l'Edit de 1749, mais aussi par toutes les Loix subséquentes intervenues sur cette matière, & par les modifications apposées à leurs enregistremens.

Ce vœu, cette volonté existent dans tous ses Arrêtés, & notamment dans celui qui a accom-

pagné l'enregistrement de cette prorogation , auquel elle ne s'est déterminée que par les plus importantes considérations.

Messieurs se les rappellent, sans doute : en enregistrant cet Edit, ils ont opéré le retrait de deux impôts désastreux, qui avoient excité les alarmes des peuples, qui avoient été enregistrés *en Lit de Justice*, dont la Cour avoit déclaré la transcription ordonnée être faite sur ses registres, les publication & distribution *nulles, illégales & incapables de priver la Nation d'aucun de ses droits.*

Mais, malgré d'aussi grands motifs, la Cour n'a consenti d'autre extension (1) d'impôt, que celle des nouveaux objets soustraits, depuis 1749, à ce genre d'imposition, quoiqu'il fût libre au Roi de les y assujettir, puisqu'il ne s'agit ici que de ses propres Domaines & de ceux des Princes, tenus à titre d'apanage ou d'engagement.

Le vœu le plus cher de la Compagnie a toujours été l'égalité proportionnelle des impôts entre tous les contribuables, mais jamais l'extension de leur masse ; & la seule espérance de parvenir, par la justice d'une telle répartition, à soulager le pauvre, en faisant contribuer le riche *proportionnellement à la masse des subsides existans*, l'a portée à enregistrer l'établissement des assemblées provinciales, même sans attendre les réglemens nécessaires à leur organisation ; & cependant,

(1) Cette vérité répond seule aux trois griefs énoncés dans l'Arrêt du Conseil du 4 Mai 1788, & qui ont déterminé la cassation de l'Arrêté pris par le Parlement sur ce récit.

quoique cette idée fût la base de la subvention territoriale, le Parlement ne crut pas même pouvoir en prendre connoissance, parce que c'étoit un impôt nouveau, & qu'il présentoit une surcharge pour les peuples, en ce qu'il excédoit la quotité actuelle des Vingtièmes.

Ces mêmes motifs, si les prétentions fiscales étoient admissibles, se feroient certainement opposés à l'enregistrement de l'Edit de Septembre 1787; & je dois dire ici, comme le Parlement de Toulouse l'a remontré au Roi pour les provinces de son ressort, » qu'une plus exacte ré-
 » partition ne doit pas servir de prétexte à dou-
 » bler le poids de l'impôt; & que si l'Edit de Sep-
 » tembre présente le sens que l'administration
 » s'efforce de lui donner, les peuples sont à
 » jamais placés entre la nécessité d'accepter les
 » abonnemens les plus onéreux, & le malheur
 » d'être tourmentés de nouveau par les Agens
 » du fisc ».

Mais une idée consolante doit rassurer la Compagnie : l'édit même est garant de ce qu'elle a fait, comme sa conduite le fera toujours de ses sentimens; les vraies intentions du Roi y sont tellement marquées, qu'il ne m'est pas permis de douter du succès des réclamations que la Cour est en droit de faire. Sa Majesté y témoigne, qu'elle n'a pas voulu chercher *un droit nouveau* dans la prorogation de ce second Vingtième, puisqu'Elle reconnoît *qu'il y auroit peut-être de l'inconvénient à chercher dans un nouveau droit, le secours même pressant que les besoins de l'Etat pourroient exiger.* On va plus loin encore; & le Roi ne veut pas que la perception de ce second Ving-

tième puisse causer aucune inquiétude à ses sujets.

Ces sentimens de justice & de paternité, tels que je viens, Monsieur, de les exposer, ne nous ont-ils pas été confirmés de la bouche même de Sa Majesté, lorsqu'elle est venue dire à son Parlement, *de nouveaux impôts ne seront pas établis & mes engagements seront remplis* (1).

Je ne me permets point d'isoler cette parole royale de celles qui la précèdent ou qui la suivent ; & le véritable sens qu'elle présente à tous les esprits, est le seul qui puisse tranquilliser les peuples : » J'aurois voulu, dit le Roi, n'avoir » plus recours à la ressource des emprunts ; » mais l'ordre & l'économie ne peuvent suffire » qu'avec le tems ; des emprunts bornés & bien » combinés reculeront un peu la libération, » mais ne l'empêcheront pas ; **DE NOUVEAUX** » **IMPOTS NE SERONT PAS ÉTABLIS, ET** » **MES ENGAGEMENTS SERONT REMPLIS** ».

Ainsi, le Roi n'a pas voulu que de nouveaux impôts fussent établis : les augmentations des cotes feroient, sans contredit, un impôt tout nouveau, à la fois contraire aux Loix, aux principes ; Sa Majesté n'a donc pu ni voulu, & le Parlement n'a pu ni entendu enregistrer autre chose que la prorogation jusqu'en 1792 du second Vingtième existant aujourd'hui (2). Les

(1) A la Séance du 19 Novembre 1787.

(2) Une simple prorogation, à l'égard des contribuables ordinaires ; une extension (si l'on peut se servir de ce terme) au profit du Roi, en ce que l'Edit de 1787 assujettit aux Vingtièmes les propres domaines de Sa Majesté, soit qu'ils soient tenus à titre d'apanage ou d'engagement.

extensions de ce même impôt sont donc contraires au vœu du Roi, à sa volonté légitime: elles alarmeront sans doute sa justice.

Un seul mot, dans cet Edit, a servi de prétexte à l'avidité fiscale ; & quoiqu'il soit combattu d'avance par les principes, par les Loix, par la volonté du Législateur, je dois encore le discuter en lui-même, pour éviter jusqu'au reproche de l'avoir passé sous silence.

Voici les dispositions dont on voudroit abuser, pour en induire la progression de l'impôt:

« Voulons que lesdits Vingtiemes & quatre sous
 » pour livre du premier Vingtieme soient perçus dans toute l'étendue de notre Royaume,
 » pays, terres & seigneuries de notre obéissance, sur l'universalité du revenu des biens
 » *qui y sont soumis par lesdits Edits & Déclarations précédemment intervenus*, sans aucune
 » distinction ni exception, telles qu'elles puissent être, même sur les fonds de notre Domaine,
 » soit qu'ils soient possédés à titre d'apanage ou d'engagement, ou même qu'ils soient entre
 » nos mains & régis par les Administrateurs de nos Domaines ; & ce, dans la juste proportion des
 » revenus effectifs qui doivent supporter lesdites impositions, aux déductions néanmoins que
 » les Edits & Déclarations ont accordées sur les biens qui exigent des réparations plus onéreuses aux propriétaires ».

On pourroit dire qu'il résulte de ces dispositions, que le Roi ne demande que *le second Vingtieme des revenus qui doivent supporter lesdites impositions, conformément aux précédens Edits*, & que le Roi entend que *chaque contribuable*

paie sa contribution dans la masse de ce second Vingtième; & ce, dans la juste proportion de ses revenus effectifs, mais sans aucune augmentation du total de l'impôt; puisque l'augmentation de l'impôt est contraire aux Loix, & que ces Loix sont confirmées par ce même Edit.

Mais cela même est décidé de la maniere la plus précise par les instructions adressées le 9 Novembre 1787, *par les ordres du Roi*, à toutes les Assemblées Provinciales. On y trouve ce qui suit :

« L'Edit du mois de Septembre ne contient
 » réellement de dispositions nouvelles, que
 » celles qui assujettissent aussi à l'imposition des
 » Vingtièmes le Domaine même de la Cou-
 » ronne, & font cesser les exceptions qui s'é-
 » toient introduites à l'égard de quelques pro-
 » priétaires; & il ne contient rien, d'ailleurs, qui
 » n'ait déjà été prescrit par l'Edit de Mai 1749, ET
 » LES LOIX GÉNÉRALES SUBSÉQUENTES ».

Il n'en faut pas davantage; & je suppose que l'Edit de Septembre 1787 eût anéanti toutes les Loix précédemment intervenues sur les Vingtièmes, cet Edit du moins se réfère immédiatement à celui de 1749. Or, l'Edit de Mai 1749 n'établissoit pas un impôt progressif: la Compagnie l'a démontré, & ce qu'elle a dit en 1778, pourroit être répété aujourd'hui, si cela étoit nécessaire. Mais la défense des vérifications & des extensions de la masse des Vingtièmes, est toute faite; il ne s'agit ici que de la maintenir (1).

(1) Il n'a pas été possible au Gouvernement de faire

En effet, Monsieur, l'Edit de Subvention territoriale portoit suppression des deux Vingtiemes. En retirant cet Edit, pour laisser subsister les deux Vingtiemes, on a ordonné que les Loix qui les avoient établis, rentreroient dans toute leur vigueur (1). Le second Vingtieme actuel,

de l'Edit de Septembre 1787, un Edit *tout neuf*. Il n'est qu'une *prorogation*, & cette idée se trouve malheureusement trop opposée à celle de *création*. Il a donc fallu nécessairement que l'Edit de 1787 se rapportât à un autre Edit antérieur quelconque. L'Administration a cherché à écarter toutes celles des Loix antérieures qui défendoient l'extension des cotes ; mais elle a été forcée de s'arrêter enfin à l'Edit de 1749. Elle n'a pu se reposer sur une base qui lui fût, en apparence, plus favorable ; mais comme l'Edit même de 1749 ne remplit point son desir de *gradualité*, il s'ensuit que les Ministres ont eu beau se faire petits, pour passer à l'enregistrement, leur système est resté à la porte. Il y a lieu de croire que les Etats-Généraux, loin de souscrire à rendre les impôts progressifs, ce qui est destructif de toute industrie, & mine sourdement un royaume agricole, diront que l'Impôt Territorial ne pourra jamais souffrir d'extension que tous les vingt-cinq ou même tous les cinquante ans, si les besoins de l'Etat l'exigent après une telle révolution d'années : alors les propriétaires jetteront leurs économies dans leurs terres, au lieu de les dissiper en objets de luxe, ou de les placer de manière à n'être pas mis à l'amende, par un surcroît d'impôts, ce qui a si cruellement augmenté parmi nous la fureur de mettre aux emprunts, de placer en viagers, de faire l'agiot, d'user enfin de sa fortune de tant de manières également immorales & contraires au bien réel de l'Etat.

(1) « Ordonnons que les Edits & Déclarations précédemment intervenus, relativement aux Vingtiemes, » autres que ceux qui ont été donnés à l'occasion du » troisième Vingtieme, soient exécutés comme avant

comme sa prorogation pendant 1791 & 1792, sont donc soumis aux dispositions & modifications des Loix rendues sur le second Vingtieme, antérieurement à l'Edit de Troyes. Or, la volonté du Législateur est que ces Loix antérieures soient & maintenues & exécutées; maintenues, puisque l'Edit de Septembre dernier l'ordonne; exécutées, puisque le Roi ne veut pas que la perception du second Vingtieme cause aucune inquiétude à ses Sujets, *ni qu'elle puisse être la source d'un nouveau droit levé sur eux.*

Il est donc absurde de supposer dans l'Edit de Septembre 1787, une extension contre laquelle les principes, les Loix antérieures, le vœu, l'intention, la volonté de la Compagnie, l'Edit même résistent également.

C'est une erreur d'autant plus coupable, que ses effets seroient sans remede. Une simple prorogation produire un accroissement! & cet accroissement ne devenir une extension à la prorogation, qu'autant qu'un tel accroissement excéderoit cette proportion mathématique actuelle, combattue par les principes, réprouvée par la raison, la politique, & proscrire par des loix dont l'Edit de Septembre 1787, loin de

» nosdits Edit & Déclaration du mois d'Août dernier ».

Cet Edit est celui de la Subvention territoriale, que le Roi retire.

Cette Déclaration est celle sur le Timbre, que le Roi retire par ce même Edit.

Sa Majesté remplace ces deux impôts par le rétablissement du second Vingtieme (qui avoit été supprimé par la Subvention), & encore par la prorogation de ce second Vingtieme, pendant 1791 & 1792.

prononcer l'abrogation , ordonne l'exécution !

Tel est cependant , Monsieur , le système de l'administration (1). Il est assez connu pour que la Cour me dispense d'en rapporter la preuve écrite ; on la trouveroit , cette preuve , consignée dans le discours de M. le Garde des Sceaux , à la Séance du 19 Novembre dernier , dans les ordres imprimés adressés à toutes les Assemblées Provinciales du Royaume , & dans le Compte rendu au Roi , au mois de Mars 1788.

Je bornerois ici mes réflexions , si je ne croyois devoir observer encore à la Cour :

Qu'au premier Juillet prochain , les cotes des contribuables doivent être changées , augmentées *conformément à ce système* ;

Que cette surcharge d'impositions , équipollente peut-être au troisieme Vingtieme *éteint* , ne tombera pas sur quelques particuliers illégi-

(1) Les procès-verbaux de toutes les Assemblées provinciales ne permettent pas d'en douter. . . . On y voit nettement que , selon l'Administrateur , cette simple prorogation du second Vingtieme , commençant par l'année 1791 , pour les deux années 1791 & 1792 , doit produire , *dès les six derniers mois 1788* , un accroissement qui n'aura d'autre terme que celui de la prorogation indiquée par la dénomination de deux Vingtiemes & 4 sous pour livre des revenus actuels de chaque contribuable , fixés de nouveau par de nouvelles vérifications inquisitoriales , ou , ce qui est la même chose , par des abonnemens *arbitrairement* fixés , & qui tous ont été demandés plutôt au-dessus de ce que pourroient produire ces nouvelles vérifications , qu'au niveau de ce qu'elles pourroient atteindre , même sans compensations des frais , des lenteurs & des difficultés qu'elles ne peuvent manquer d'occasionner.

timement exempts des impôts légalement établis, mais sur tous ceux qui, au jugement *de soi-disans* Contrôleurs & Vérificateurs des Vingtiemes, seront par eux censés ne pas payer, *dans ce moment*, dans la véritable proportion de leurs revenus effectifs actuels. (On sent qu'il n'est pas un seul propriétaire qui puisse, avec un pareil système, élever la prétention de ne pouvoir être vérifié de nouveau);

Que les peuples vont se trouver soumis à la rigueur d'estimations nouvelles, qui, suivant le Gouvernement, « n'auront d'autre terme que » celui de la proportion indiquée par la déno-
 » mination même d'impôt de deux Vingtiemes
 » & quatre sous pour livre d'icelui des revenus
 » effectifs de chaque contribuable; cet impôt,
 » *selon l'Administrateur*, ne pouvant être réputé
 » extensif, qu'autant qu'il excéderoit une telle
 » proportion »;

Qu'il est, par conséquent, très-urgent de s'occuper de cet objet, de prévenir ces recherches odieuses, que les Sujets du Roi redoutent plus encore que l'impôt lui-même; & de dissiper les incertitudes que l'on a pu faire naître dans les Assemblées Provinciales, sur la véritable base de leurs fonctions.

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien mettre en délibération ce qu'il convient de faire sur mon Récit.



*ARRÊTÉ du Parlement , toutes les Chambres
assemblées , les Pairs y séans.*

Du Mardi 29 Avril 1788.

LA COUR, délibérant sur le Récit d'un de
Messieurs, considérant :

Que l'augmentation progressive des Vingtiemes
sur l'augmentation progressive des revenus, se-
roit destructive de la propriété des citoyens, &
de leur industrie ;

Que ce principe, repouffé par tous les Edits
& enregistremens , depuis l'établissement du
Dixieme, est détruit sans retour par les Remon-
trances de la Cour, de 1778, sur la même
matiere ;

Que l'Edit de Septembre, vérifié à Troyes,
ne l'a point autorisé ;

Que la Cour, en ordonnant l'enregistrement
de cet Edit, n'a point entendu approuver un
système d'augmentation & de vérification, qui,
sous un autre nom, tendroit à faire payer aux
peuples les vingt-quatre millions, & peut-être
au-delà, de la Subvention territoriale, révoquée
par l'Edit de Septembre dernier ;

A arrêté que ledit Récit, ensemble les pieces
y mentionnées, seront communiqués aux Gens
du Roi, lesquels s'informeront, par la voie des
Substituts du Procureur Général du Roi, de
l'existence & de la conduite des Contrôleurs
des Vingtiemes, indiqués audit Récit, & ren-

dront compte à la Cour du résultat desdites informations , le Mardi 27 Mai prochain.

*REMONTRANCES du Parlement sur la
Séance royale du 19 Novembre , arrêtées aux
Chambres assemblées , le 11 Avril 1788.*

SIRE,

La liberté publique attaquée dans son principe , le despotisme substitué à la Loi de l'Etat , la Magistrature enfin réduite à n'être plus que l'instrument du pouvoir arbitraire : tels sont les grands & douloureux objets qui ramènent votre Parlement aux pieds du Trône.

Sujets fideles, Magistrats prévoyans , ce n'est pas sans regret que nous traitons ouvertement des questions si délicates. Tranquilles dans l'enceinte où des Loix fondamentales, consacrées par le serment du Roi , nous garantissent la liberté de nos suffrages & celles de nos personnes, nous tâchons d'accorder le zèle de la Justice avec l'amour de la paix. Mais au dehors veille l'intrigue , au dehors l'ambition a besoin d'alimens. L'autorité des Loix, la sagesse des Magistrats sont des obstacles à leurs desseins ; il faut les renverser , il faut briser les portes du sanctuaire , dénaturer les plus pures intentions , & corrompre les plus saintes maximes. C'est en vain que les Peuples , c'est en vain que les Rois ont le même intérêt , les Peuples à respecter l'autorité, les Rois à maintenir la liberté;

c'est en vain que la Magistrature tire elle-même toute sa force de cet heureux concert ; on trompe les Peuples , on égare les Rois , on décrie les Magistrats. Que ne peut-on aussi les réduire au silence ! Il faut du moins rendre, s'il est possible , leur suffrage illusoire & leur voix impuissante.

Ainsi raisonnent , SIRE, l'intrigue & l'ambition. Les sophismes les plus captieux , les conseils les plus violens ne coûtent rien à qui fonde sa gloire & sa sûreté sur la destruction des Loix. Dans cette extrémité , la force paroît un droit, l'artifice est un besoin, le prestige tient lieu de vérité , & le respect apparent des formes nationales n'est plus qu'un moyen d'en imposer à la Nation.

La Séance tenue par Votre Majesté en son Parlement, le 19 Novembre dernier, cette auguste Séance, qui devoit, en rapprochant la vérité du Trône, préparer les moyens de raffermir à jamais, dans le Royaume, la liberté par la raison, & le crédit par la liberté, ne feroit, au contraire, qu'y produire la défiance avec la servitude, s'il suffisoit d'un acte du pouvoir absolu pour effacer les principes essentiels, les preuves historiques & les Loix positives sur lesquelles reposent depuis treize cens ans les droits de vos Sujets.

Il n'étoit pas permis à votre Parlement de garder le silence sur une atteinte aussi formelle aux principes de la Monarchie. Le respect & la prudence dictèrent l'arrêté qui suivit la Séance. Votre Majesté en a supprimé la minute. Elle a paru en même-temps confirmer , par sa réponse

du 21 Novembre, les maximes établies & les formes pratiquées à la Séance ; enfin , Elle a désapprouvé l'usage des Arrêtés sur les Registres. La suppression de l'Arrêté , la Séance & l'usage des Arrêtés sur les Registres, formeront , SIRE , la division naturelle de nos très-humbles & très-respectueuses Remontrances.

Le Greffe de votre Parlement, SIRE, est un dépôt inviolable. C'est-là que se conservent les titres de vos Sujets, & ceux même de Votre Majesté. Si l'autorité absolue pouvoit en disposer, que deviendroient, dans un moment de crise ou d'erreur, ces monumens antiques qui d'âge en âge nous ont transmis les droits du Trône & ceux des Peuples ? Où retrouveroit-on ces vérités nationales qui doivent régler le zèle des Magistrats ? Arrachées de nos Registres, elles se réfugioient dans nos cœurs ; sans doute, & la force ne pourroit les atteindre dans ce dernier asyle. Mais les archives de la Magistrature offrent l'exemple à côté du principe. On aime à retrouver dans ces vastes recueils, au-dessus de tout soupçon, les actes généreux qui consacrent la puissance des Loix & la fidélité de leurs Ministres. Nous y conservons avec soin les Arrêts mémorables, qui plus d'une fois ont affermi ou rétabli sur le Trône votre auguste race ; les actes conservatoires des droits de la Nation ne méritent pas moins, & notre vigilance & l'immortalité. D'ailleurs, il est des règles positives, il est des droits particuliers, dont les seuls titres sont les actes qui les renferment. Le pouvoir d'anéantir ces actes ne peut être avoué ni par la raison, ni par la Loi. La for-

tune publique , l'intérêt des familles en souffriroient également. Tout doit être inaltérable dans les Registres d'un Tribunal , jusqu'à ses erreurs. La Loi permet qu'on les répare , mais les moyens n'en sont pas indifférens ; & l'on ne peut s'empêcher de reconnoître que la suppression arbitraire des minutes d'un Greffe ressembleroit moins à la réparation d'une erreur , qu'à la violation d'un dépôt.

Au surplus , l'Arrêté du 19 Novembre offroit-il du moins une erreur à réparer ? La question est naturelle ; mais aussi le reproche ne peut frapper que la substance ou les expressions de l'Arrêté. Notre Parlement, SIRE, laissera parler les faits pour toute réponse.

Votre Majesté vient en son Parlement & tient une séance, Elle y fait présenter un Edit portant établissement d'emprunts graduels & successifs pour cinq années : on en fait la lecture ; le Premier Président demande les avis ; chacun opine. L'opinion finie , au moment de recueillir & de compter les voix , votre Garde des Sceaux prend vos ordres , prononce l'enregistrement , & Votre Majesté se retire : mais votre Parlement reste assemblé ; il délibère , il prend un Arrêté : cet Arrêté contient une déclaration & des motifs : qu'il nous soit permis de les distinguer.

« La Cour, considérant l'illégalité de ce qui
 » vient de se passer à la Séance du Roi où les
 » voix n'ont pas été comptées & réduites en
 » la maniere prescrite par les Ordonnances, de
 » sorte que la délibération n'a pas été com-
 » plette » Tels sont les motifs,

» Déclare

» Déclare qu'elle n'entend prendre aucune
 » part à la transcription ordonnée être faite
 » sur les Registres de l'Edit portant établissement
 » d'emprunts graduels & successifs pour les an-
 » nées 1787, 1788, 1789, 1790, 1791 &
 » 1792, & sur le surplus a continué la délibé-
 » ration au premier jour ». Telle est la
 déclaration. En moins de mots, *la délibération n'a*
pas été complète, & la Cour n'entend prendre aucune
part à la transcription ordonnée sur ses Registres :
 voilà le fondement & l'objet de la déclaration.

Ainsi la déclaration est fondée sur un fait.
 Le fait est-il exact ? A-t-il dû conduire à la dé-
 claration ? La déclaration est-elle enfin irrépro-
 chable dans ses expressions ? & n'est-elle pas aussi
 respectueuse que nécessaire ? Telles sont en der-
 nière analyse les trois questions que l'Arrêté pré-
 sente.

Le fait est-il exact ? la délibération a-t-elle été
 complète ? Nous devons croire que cette ques-
 tion ne fera pas la matière même d'un doute
 dans le Conseil de Votre Majesté. Une délibé-
 ration n'est complète qu'au moment où son ré-
 sultat est fixé ; le résultat d'une délibération
 n'est fixé que par une pluralité irrévocablement
 déterminée ; la pluralité n'est irrévocablement
 déterminée qu'au moment où les voix, après
 avoir été réduites, sont comptées sans retour.
 A la Séance les voix n'ont pas été comptées,
 elles n'ont pas même été réduites. Cependant
 chacun étoit le maître de quitter son avis, d'en
 embrasser un autre. Les premiers opinans, peut-
 être ramenés intérieurement par ceux qui les
 suivoient, n'ont pas eu la faculté de l'exprimer :

ils en avoient pourtant le droit ; jusques-là, SIRE, leur véritable avis n'a pas été connu ; c'est une vérité d'ordre public & d'un usage familier. Comment donc s'est-on flatté de persuader à Votre Majesté que la pluralité des suffrages se réunissoit pour l'enregistrement ? Non, SIRE, point de réduction, point de calcul des voix, point de pluralité, point de délibération, point de résultat, point d'enregistrement. Car, incomplète ou nulle pour une délibération, c'est la même chose. Tous ces faits sont liés ; de toutes ces vérités, l'une produit l'autre, c'est une chaîne indestructible.

Les motifs de l'Arrêté sont donc incontestables ; les voix n'ont pas été comptées ; la délibération n'a pas été complète ; le fait est exact. A-t-il dû conduire à la déclaration ? Cette question est la seconde qui naît de l'Arrêté.

Mais, SIRE, est-il besoin d'y réfléchir pour la résoudre ? On présente à vos peuples comme l'ouvrage de votre Parlement, ce qui n'est pas l'ouvrage de votre Parlement. Peut-il y consentir, peut-il y prendre part ? Son silence n'eût-il pas tenu lieu de consentement, & même de coopération ? Que Votre Majesté n'écoutant qu'Elle-même, sa justice personnelle, sa loyauté connue, daigne prononcer.

Un Edit est publié portant établissement d'emprunts graduels & successifs. Au bas de cet Edit imprimé on lit ces mots *registré en la Cour pour être exécuté enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roi d'y tenir la main suivant l'Arrêt de ce jour.* Et cependant la Cour n'a point ordonné d'en-

registrement, la Cour n'a rien enjoint aux Substituts, la Cour n'a point rendu d'Arrêt; ainsi la mention imprimée au bas de l'Edit est une fausse allégation. L'Arrêt allégué n'est pas même transcrit sur nos registres. Quelle est l'autorité qui peut le suppléer, quelle est l'obéissance qui peut le supposer, dans ces registres, où l'existence & la vérité de chaque ligne sont garanties sous la foi de nos sermens? Les partisans les plus zélés du pouvoir arbitraire iront-ils jusqu'à prétendre que Votre Majesté ait le droit d'attribuer à son Parlement un vœu qu'il n'a point exprimé, un Arrêt qu'il n'a point rendu.

Cependant, SIRE, votre Parlement n'ignore pas que des Capitalistes de bonne foi, rassurés par les caractères extérieurs de l'Edit imprimé, ont porté leurs fonds à l'emprunt de 20 millions ouvert pour cette année. Leur confiance seroit-elle trompée? Ce n'est pas l'intention de votre Parlement. Il est possible d'assurer leur créance. A la vérité, le moyen n'en est plus dans les mains de votre Parlement. Mais il reste aux prêteurs une ressource dans l'Assemblée des Etats généraux. Les Etats généraux pèseront dans leur sagesse les circonstances publiques, ils sentiront tout ce qu'exige la dignité de la Nation, & leur zèle éclairé confondra sans doute l'emprunt déjà rempli avec les dettes consacrées par la Loi.

La déclaration étoit donc nécessaire; ce point ne fut jamais douteux. Et s'il est vrai que la prudence & le respect en aient dicté les expressions, l'Arrêté retenu par Votre Majesté demeure à tous égards irréprochable. Mais auroit-on dissimulé à Votre Majesté qu'un usage cons-

tant & solennel a consacré ces expressions ? Elles sont employées par votre Parlement la veille, le jour & le lendemain des Lits de Justice. Le jour même, après la lecture des Edits, elles sont adressées à la personne du Roi par l'organe du premier Président. Les Loix permettent, quelquefois même elles prescrivent à votre Parlement d'aller plus loin. Ces Loix dont nous sommes les Ministres prononcent la nullité d'une délibération incomplète. Si notre zèle s'est contenu dans cette occasion, ce n'est pas assurément un sujet de reproche. Il est donc indubitable que votre Parlement, lorsqu'il a pris l'Arrêté du 19 Novembre, n'a fait que ce qu'il a dû faire, n'a dit que ce qu'il a dû dire. Cet Arrêté n'est que le monument fidèle & nécessaire d'un fait certain. A la vérité, il n'est plus dans nos registres, mais il est dans les mains de Votre Majesté ; & c'est-là, SIRE, c'est dans ces mains sacrées que votre Parlement ose du moins le consigner, comme un dépôt qui réponde à jamais, & du fait en lui-même, & de ses sentimens, à Votre Majesté comme à la Nation.

Ainsi triomphera des efforts de l'intrigue un acte respectueux que l'honneur, la vérité, l'ordre public exigeoient de votre Parlement.

Mais il est, SIRE, une autre dette que votre Parlement vient acquitter aux pieds du Trône. Nos droits ne sont point à nous, ils appartiennent à l'Etat ; le devoir nous oblige à les défendre ; c'est à ce titre que votre Parlement se croit tenu de ne pas abandonner son droit de suffrage en présence du Roi ; droit essentiel, droit national compromis à la Séance de Votre

Majesté , mais réclamé par l'intérêt public & par la constitution.

Les Rois , SIRE , sont exposés à des surprises , & sujets à l'erreur. Votre Majesté ne craindra pas de juger sur le principe la nature de son pouvoir. S'il étoit arbitraire , voudroit-elle en user ?

La seule volonté du Roi n'est pas une Loi complète ; la simple expression de cette volonté n'est pas une forme nationale. Il faut que cette volonté , pour être obligatoire , soit publiée légalement ; il faut , pour qu'elle soit publiée légalement , qu'elle ait été librement vérifiée : telle est , SIRE , la constitution françoise ; elle est née avec la Monarchie.

Sous la premiere Race , le Roi avoit , comme à présent , sa Cour , le Peuple *ses Champs de Mars*. Le Peuple consentoit ou demandoit la Loi , le Roi la présentoit ou l'accordoit , & cette Loi , obtenue ou consentie par le Peuple , la Cour du Roi la confirmoit.

Les suffrages du Peuple , les suffrages de la Cour étoient pleinement libres. Il faudroit ne connoître ni l'esprit des Francs , ni leurs Loix , ni leur Histoire pour en douter.

La même liberté a subsisté sous la seconde Race. *La Loi*, dit un Capitulaire , *se fait par le consentement du Peuple & la constitution du Roi*. La constitution du Roi , reportée dans sa Cour , au Placité général , y recevoit sa dernière forme , pour être insérée parmi les Capitulaires. Celui de Vorms , daté de 803 , monument précieux échappé au ravage des temps , définit clairement les droits du Roi , du Peuple & du Placité général ; du Roi , pour accorder ou composer la Loi ; du

Peuple , pour la demander ou la consentir ; du Placite général , pour l'approuver & la maintenir.

La Cour du Roi étoit composée de Grands , d'Evêques , de Sénateurs. Toutes les Loix des deux premières Races en font la preuve. Hincmar les distingue dans sa fameuse lettre sur l'ordre du Palais. Les Membres de cette Cour étoient appelés par les Rois *leurs Féaux , leurs Adjudans , leurs Coopérateurs , les Administrateurs de la chose publique*. Leur propre titre , les mœurs nationales , les Loix , l'Histoire , les Déclarations des Rois eux-mêmes déposent de leur droit de suffrage en présence du Roi.

Ce droit n'a point changé sous la troisième Race. La Cour du Roi entouroit le Trône , quand Hugues Capet y fut placé. Il étoit difficile que ce Monarque songeât à la priver de son droit de suffrage avec le Roi. L'Histoire nous apprend au contraire que Hugues Capet & ses successeurs ont profité avec sagesse de ce droit respecté , pour recouvrer eux-mêmes les plus beaux droits & les plus grands domaines de la Couronne , affoiblis , démembrés par des guerres , des usurpations ou des concessions.

La Cour du Roi étoit alors indifféremment qualifiée , *Cour du Roi , Cour de France , Cour Royale , Conseil , commun Conseil , grand Conseil , Parlement , plein Parlement* , suivant la nature des matières ou l'appareil des séances. Ainsi le prouvent les Ordonnances les plus solennelles & les Arrêts les plus mémorables. Quelques Historiens y joignoient le nom de Baronnage ; S. Louis s'en servoit.

Depuis Hugues Capet jusqu'à Philippe de

Valois, l'usage commun pour la confection des Loix étoit que le Roi vînt en son Parlement, où la Loi se rédigeoit en sa présence ; quelquefois cependant le Parlement rédigeoit la Loi en l'absence du Roi, & le Roi la consentoit ; quelquefois encore le Roi l'adrescoit au Parlement, pour y délibérer : *Missa per Regem, Rege presente, Rege consentiente*. Au temps de Philippe de Valois, l'usage a prévalu que les Loix fussent adressées au Parlement.

Or, il suffit de jeter un coup-d'œil sur les anciens registres, pour se convaincre que le Parlement, avant & durant le regne de Philippe de Valois, délibéroit librement sur les Loix comme sur les procès, en la présence du Roi aussi-bien qu'en son absence.

S'agissoit-il de régler les privileges des Eglises, l'état des serfs, les principes de la régale, les maximes des fiefs, le sort des Juifs, la preuve par témoins, les paiemens des rentes & des fermages ? Le Roi veut-il réprimer les duels, les blasphêmes, les exactions, tempérer les prétentions de la Cour de Rome, établir des principes sur les élections, les promotions, les collations des Prélatures, les dîmes, les amortissemens, les retraits lignagers, les bourgeoisies, les appels des Pairies, les aubaines, les bâtardises, & sur le service des Nobles durant la guerre ? Veut-il fixer le prix & le cours des monnoies, les gages des Officiers, confirmer les Coutumes, abréger les procès, rentrer dans ses Domaines, révoquer des dons indiscrets & irréguliers, créer des Capitaines dans les Villes du Royaume, affranchir les serfs de la Cou-

ronne , accorder des privileges aux Villes , aux Eglises , aux Monasteres , aux particuliers , défendre le transport à l'étranger des vins , des bleds , des autres marchandises ? Veut-il , portant ses vues plus haut , réformer son Royaume , promettre à la Nation des tenues régulières de Parlement , défendre les guerres privées , & redescendre ensuite dans les détails de la procédure & du commerce ? Ces réglemens , ces établissemens , ces confirmations , ces privileges , ces révocations , ces défenses , ces réformes , ces promesses légales , toutes ces loix , enfin , sur toutes les matieres , depuis l'intérêt général du Royaume jusqu'à celui du moindre Citoyen , étoient , avant le regne de Philippe de Valois , formées ou confirmées au Parlement , le Roi absent , le Roi présent , par le *commun consentement , la volonté , l'ordonnance , la délibération , la pleine , la diligente , la mûre délibération du Parlement* , comme le porte le texte des Loix elles-mêmes , ou celui des Mandemens donnés par le Roi pour leur exécution. La présence du Roi étoit une présidence. Le Roi Jean le déclare dans l'Ordonnance rendue à Paris le 17 Décembre 1352 , *pour défendre les guerres privées durant la guerre avec le Roi d'Angleterre*. Nous les avons déjà défendues , dit ce Prince , dans notre Parlement , y présidant personnellement , *in Parlamento nostro personaliter praesidentes* , & la nouvelle défense est elle-même donnée en Parlement. *Datum Parisiis in Parlamento nostro* , sans autre explication ; preuve sensible que les mêmes termes indiquent , dans les anciennes Loix , la prési-

dence du Roi, & non pas l'affervissement des suffrages, comme on voudroit aujourd'hui le persuader.

Sous Philippe de Valois, le Roi, se renfermant dans son Conseil privé, & les Loix n'étant plus données en Parlement, mais adressées au Parlement, le moment est venu d'en reconnoître les véritables droits. Si les anciennes délibérations n'étoient pas libres, si le Parlement n'a pas eu droit de suffrage avec le Roi, si le texte des Loix n'offroit aux Peuples que l'image trompeuse, & non la preuve, & non l'effet de ce droit précieux, le Souverain, sans doute, prendra des précautions, afin que son absence ne nuise pas à son autorité; il prévendra les conséquences naturelles des anciennes formules : ces formules décisives ne seront pas remplacées par de nouvelles expressions non moins précises, & les preuves qui cesseront de se trouver dans le corps de la Loi ne reparoîtront pas dans l'enregistrement. Cet enregistrement ne sera pas une confirmation raisonnée de la Loi, mais une opération purement mécanique. Cependant que voit-on à la suite des Loix envoyées par Philippe de Valois au Parlement ? On y lit tantôt les mots suivans : *lues par la Chambre, publiées par son ordre ;* tantôt ceux-ci : *vues, lues & corrigées en Parlement*. Il nous semble inutile d'en dire davantage. *Vues, lues & corrigées en Parlement*. Votre Parlement, SIRE, soumet ces termes à la justice de Votre Majesté.

C'est ainsi que les délibérations libres du Parlement, le Roi présent, ont fait place aux vé-

rifications libres du Parlement , le Roi absent ; Cette liberté des vérifications est devenue le droit public du Royaume.

Elle a déplu , dans tous les temps , aux ambitieux ; mais aussi , dans tous les temps , elle a tiré une force nouvelle , un éclat plus vif des efforts employés pour l'affoiblir.

Les personnes dépravées qui dispofoient de Charles VI , ont , les premières , imaginé la transformation des Séances Royales en Lits de Justice , pour faire enregistrer leurs volontés au lieu de celles du Roi. Mais bientôt Charles VI , rendu à lui-même , venoit préfider son Parlement , les défavouer , & faire déchirer en fa présence , après une délibération régulière , des Edits *hâtivement publiés*.

Isabeau de Baviere reconnoiffoit les droits du Parlement jufques dans les actes que fa haine pour Charles VII lui dictoit contre une Compagnie fidelle à son Roi légitime.

Que feroit devenu Charles VII Dauphin , fi la liberté du Parlement n'avoit pas fait partie de la constitution ?

Le fameux trait du premier Préfident de la Vaquerie , à la tête du Parlement ; la réponse de Louis XI , la qualification donnée par ce Prince aux Membres du Parlement , *d'Officiers effentiaux de la Couronne* , font affez connus.

François I^{er} , qui defiroit fi ardemment l'enregistrement du Concordat , ne vouloit pas que l'enregistrement portât les caractères de la contrainte.

Le Chancelier Olivier reconnoiffoit , en présence du Roi , au Parlement , que le Parlement

étoit institué à l'image du Sénat de Sparte ; pour réfréner , ce furent les propres termes du Chancelier , la puissance trop absolue des Rois , & la licence populaire.

Charles IX faisoit dire au Pape , par son Ambassadeur , que le Concordat n'étoit pas une loi , parce qu'il n'avoit pas été librement vérifié.

Le Chancelier de Lhopital , au lit de la mort , a témoigné au Premier Président son repentir de n'avoir pas assez respecté le droit sacré de l'enregistrement.

Sous Henri III , les Etats Généraux ont réclamé la liberté de nos suffrages , & demandé que les modifications fussent publiées avec les Edits , comme faisant partie intégrante de la Loi.

Sous Henri IV , elle a sauvé la Loi Salique des erreurs de la Ligue.

Le Cardinal de Richelieu , en avouant qu'il craignoit les épines des Compagnies , rendoit hommage à leurs droits sans le vouloir.

Louis XIV , si jaloux de son pouvoir , sentit pourtant que le Dixieme ne feroit pas perçu sans une vérification libre.

Votre auguste prédécesseur a reconnu lui-même , malgré tant de surprises , ce droit inviolable.

Et Votre Majesté ne croira pas pouvoir , au mépris de ces preuves , sans égard pour ces exemples , détruire d'un seul coup la constitution , en concentrant le Parlement dans sa personne.

Ce qu'Elle a fait , un Régent voudroit le

faire ; les Conseillers de Charles VI l'ont essayé : on ne peut y penser sans frémir.

Il est vrai, SIRE, que votre Parlement est le Conseil de Votre Majesté ; mais il en est le Conseil public, le Conseil légal, non celui du Cabinet.

Au Conseil du Cabinet, le Roi admet, le Roi éloigne qui bon lui semble.

Au Conseil légal, le Roi ne peut appeller ni exclure personne.

Au Conseil du Cabinet, le choix du Prince n'est suivi ni d'examen, ni de serment, ni de réception délibérée ; au Conseil légal, le caractère indélébile d'Officier du Souverain, n'est imprimé que par une réception libre, précédée de l'examen & du serment.

Le Conseil du Cabinet a la confiance du Roi ; le Conseil public a la confiance du Roi & de la Loi.

Enfin, au Conseil du Cabinet, le Roi rend l'Arrêt. Telles en sont les formules.... *le Roi en son Conseil.... le Roi étant en son Conseil.... vu par Sa Majesté, le Roi en son Conseil....* Au Conseil public, le Roi annonce l'Arrêt.... *Louis, par la grace de Dieu.... Vu par la Cour.... Notredite Cour a ordonné & ordonne....* Si Votre Majesté daigne réfléchir sur la différence de ces formules, aussi anciennes que les Arrêts eux-mêmes, Elle reconnoîtra que les unes sont des signes certains de consultation, & les autres des preuves évidentes de délibération.

A Dieu ne plaise que ces principes portent jamais atteinte au pouvoir législatif de Votre Majesté ! Le droit de vérifier les Loix n'est pas

celui de les faire ; mais si l'autorité qui fait la Loi pouvoit encore suppléer ou gêner la vérification , celle-ci n'étant plus qu'une précaution dérisoire , ou qu'une vaine formalité , la volonté de l'homme pourroit remplacer la volonté publique , & l'Etat tomberoit sous la main du despotisme.

L'Arrêté du 20 Mars 1766 a consacré d'avance toutes ces maximes , loin d'être en opposition avec elles. Cet Arrêté maintiendra , dans tous les temps , l'autorité royale & la liberté publique , parce qu'il n'a point séparé les droits du Trône de ceux des Peuples , les devoirs des Sujets du Serment des Rois , l'intérêt de la Nation aux droits de son Chef , de l'intérêt du Chef aux droits de la Nation , & l'exercice du pouvoir législatif dans la seule personne de Votre Majesté , du droit de vérification libre dans les mains du Parlement , *vrai consistoire des Rois*. Ce sont les termes de l'Arrêté.

Puisqu'il existe des devoirs réciproques entre les Rois & les Sujets , que deviendroient cette vérité dans la pratique , si les Rois , d'un seul mot , avoient le droit de resserrer les uns , & d'étendre les autres , au gré des circonstances ?

Votre Garde des Sceaux n'a cité qu'à demi l'Arrêté du 20 Mars 1766 , dénaturant ou supprimant les phrases décisives. Qu'il nous soit permis , SIRE , d'en porter nos plaintes au pied du Trône. Nous devons également nous plaindre des reproches rassemblés à la Séance , dans le discours du même Magistrat. Il a trouvé le *caractère de requisition* dans la demande des Etats-Généraux , tandis qu'elle est conçue dans les

termes les plus respectueux ; il nous a reproché le *doute sur nos pouvoirs* en matiere d'impôts , tandis que Louis XIV lui-même doutoit des siens , & que l'exercice de ces pouvoirs est un fait récent , qui n'est consacré par aucune Loi donnée sur le consentement libre de la Nation ; il a traité nos principes sur le droit des Etats-Généraux , de *doctrine nouvelle , irréfléchie* ; tandis qu'une foule de Loix & des faits sans nombre attestent hautement , d'un siecle à l'autre , ce droit imprescriptible ; il a qualifié de concert dangereux la concorde indélibérée de toutes les Cours , qui , pénétrées des mêmes sentimens , ou frappées des mêmes coups , ont dû montrer une égale prévoyance ou le même courage ; enfin il a présenté comme un effet possible de nos réclamations respectueuses , une fermentation , que les Loix seules pourroient calmer , s'il arrivoit que l'exercice du pouvoir arbitraire la produisît.

Prévenue par ces inculpations , il n'est pas étonnant que Votre Majesté ait refusé à nos prieres le retour du Parlement de Bordeaux au lieu de ses séances. Mais à présent nous osons espérer que Votre Majesté , convaincue de nos vrais sentimens , exaucera nos vœux , & rendra cette Compagnie aux Peuples défolés de son ressort. La retenir à Libourne , c'est en priver toutes les Provinces confiées à ses soins , & c'est enfreindre , à l'égard de la ville de Bordeaux , un article précis de ses capitulations. En opposant , avec éloges , notre enregistrement des Assemblées Provinciales à l'Arrêt du Parlement de Bordeaux , contre la formation des

mêmes Assemblées dans son ressort avant l'envoi des Réglemens, votre Garde des Sceaux se feroit-il flatté qu'un sentiment personnel nous fermeroit les yeux sur l'illégalité de cette formation, sur la clarté, sur la sagesse des Remontrances envoyées par cette Cour au pied du Trône, & nous rendroit insensibles à la patience héroïque avec laquelle les Magistrats confinés à Libourne, supportent leur disgrâce, s'en remettent aux Loix, & s'enveloppent de leur vertu ?

Après avoir montré à Votre Majesté les dangers qu'entraîneroit pour le Roi & la Nation l'enlèvement de nos minutes; après avoir prouvé le droit de suffrage du Parlement avec le Roi; repoussé les inculpations de votre Garde des Sceaux; rappelé à votre justice l'état du Parlement de Bordeaux, il nous sera facile de justifier, en peu de mots, l'usage des Arrêtés sur les registres. Nous étendre sur cet article, ce seroit abuser des momens de Votre Majesté. Qu'Elle nous permette, au moins, de lui représenter que cet usage immémorial est souvent le seul moyen de conserver, pour l'intérêt du Roi lui-même, les vrais principes, & de concilier le zele & le respect.

Il nous reste à supplier Votre Majesté de porter un regard attentif sur l'état de son Royaume. Nous ignorons si les ennemis de la Magistrature & du repos public auront, pour quelque temps, la triste gloire de triompher des Loix; mais nous osons répondre à Votre Majesté du courage & de la fidélité de leurs Ministres.

Ce sont là , SIRE , les très-humbles & très-respectueuses Remontrances qu'ont cru devoir présenter à Votre Majesté, vos très-humbles, très-obéissans, très-fideles & très-affectionnés Serviteurs & Sujets ,

Les Gens tenant votre Cour de Parlement.

RÉPONSE du Roi, du 17 Avril, auxdites Remontrances.

J'ai lu vos Remontrances, j'ai voulu y répondre avec une telle authenticité, que vous ne puissiez pas douter de mes intentions, ni vous permettre de vous en écarter.

Il étoit superflu de me parler de la Loi de l'enregistrement & de la liberté des suffrages. Lorsque je viens tenir mon Parlement, c'est pour entendre la discussion de la Loi que j'y apporte, & me déterminer sur l'enregistrement avec plus de connoissance de cause ; c'est ce que j'ai fait le 19 Novembre dernier.

J'ai entendu tous les avis.

Il n'est nécessaire de les résumer que lorsque je n'assiste pas à vos délibérations ; la pluralité peut seule alors me faire connoître le résultat de vos opinions.

Lorsque je suis présent, j'en juge par moi-même.

Si la pluralité dans mes Cours forçoit ma volonté, la Monarchie ne seroit plus qu'une Aristocratie de Magistrats, aussi contraire aux droits & aux intérêts de la Nation qu'à ceux de la Souveraineté.

Ce

Ce feroit en effet une étrange constitution que celle qui réduiroit la volonté du Roi à la valeur de l'opinion d'un de ses Officiers, & qui assujettiroit le Législateur à avoir autant de volontés qu'il y auroit de délibérations différentes dans les diverses Cours de Justice de son Royaume.

Je dois garantir la Nation d'un pareil malheur.

Tout a été légal dans la Séance du 19 Novembre.

La délibération a été complète, parce que toutes les opinions ont été entendues.

Les avis n'ont pas été recomptés parce que j'étois présent.

La pluralité ne doit pas être formée, lorsqu'elle ne doit pas prévaloir.

Il y a eu Arrêt, parce que toutes les fois que je tiens mon Parlement pour un objet d'administration ou de législation, il n'y a d'Arrêt que celui que j'ordonne de prononcer.

J'ai donc dû réprover votre Arrêté, & je vous défends d'en prendre de pareils à l'avenir. C'est épurer, & non pas altérer vos Registres, que d'en retrancher une erreur, que je veux bien n'attribuer qu'à un moment de surprise & d'illusion.

De combien de Loix utiles, qui font journellement la regle de vos Jugemens, la France n'est-elle pas redevable à l'autorité de ses Rois, qui les ont fait enregistrer, non-seulement sans égard à la pluralité des suffrages, mais contre cette pluralité même, & malgré la résistance des Parlemens!

Ces principes doivent être la regle de votre

D

conduite. Je ne souffrirai jamais qu'il y soit donné la plus légère atteinte.

Le Samedi 3 Mai 1788, les Chambres assemblées, les Pairs y séant, un de Messieurs (1) pria M. le Premier Président de vouloir bien mettre en délibération ce qu'il convenoit de faire sur l'état où se trouvoit la chose publique & sur les malheurs qui paroïssent menacer la Magistrature.

La matiere mise en délibération :

La Cour, toutes les Chambres assemblées, les Pairs y séant, avertie par la notoriété publique, & par un concours de circonstances suffisamment connues, des coups qui menacent la Nation en frappant la Magistrature :

Considérant que les entreprises des Ministres sur la Magistrature ont évidemment pour cause le parti qu'a pris la Cour, de résister à deux impôts désastreux, de se reconnoître incompétente en matiere de subsides, de solliciter la convocation des Etats Généraux, & de réclamer la liberté individuelle des Citoyens.

Que ces mêmes entreprises ne peuvent par conséquent avoir d'autre objet que de couvrir, s'il est possible, sans recourir aux Etats-Généraux, les anciennes dissipations, par des moyens dont la Cour ne seroit pas le témoin, sans y mettre obstacle : son devoir l'oblige d'opposer, avec une constance inébranlable, l'autorité des Loix, la parole du Roi, la foi publique, & l'hypothèque assignée sur les im pôts, à tous les plans qui pour-

(1) M. Duval d'Eprémefnil.

roient compromettre les droits & les engagements de la Nation :

Considérant enfin que le *système de la seule volonté*, clairement exprimé dans les différentes réponses surprises au Seigneur Roi, annonce, de la part des Ministres, le funeste projet d'anéantir les principes de la Monarchie, & ne laisse à la Nation d'autre ressource qu'une déclaration précise par la Cour des maximes qu'elle est chargée de maintenir, & des sentimens qu'elle ne cessera pas de professer :

Déclare que la France est une Monarchie gouvernée par le Roi, suivant les Loix :

Que de ces Loix, plusieurs, qui sont fondamentales, embrassent & consacrent :

Le droit de la Maison régnante au Trône, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, à l'exclusion des filles & de leurs descendans :

Le droit de la Nation, d'accorder librement les Subsidés, par l'organe des Etats-Généraux, régulièrement convoqués & composés :

Les coutumes & les capitulations des Provinces :
L'inamovibilité des Magistrats :

Le droit des Cours, de vérifier dans chaque Province, les volontés du Roi, & de n'en ordonner l'enregistrement qu'autant qu'elles sont conformes aux Loix constitutives de la Province, ainsi qu'aux Loix fondamentales de l'Etat :

Le droit de chaque Citoyen, de n'être jamais traduit en aucune matière pardevant d'autres que ses Juges naturels, qui sont ceux que la Loi lui désigne :

Et le droit, sans lequel tous les autres sont inutiles, celui de n'être arrêté par quelque ordre que ce soit, que pour être remis sans délai entre les mains de Juges compétens.

Proteste ladite Cour contre toute atteinte qui seroit portée aux principes ci-dessus exprimés.

Déclare *unanimentement* qu'elle ne peut, en aucun cas, s'en écarter: que ces principes également certains obligent tous les membres de la Cour, & sont compris dans leur serment; qu'en conséquence aucun des membres qui la composent ne doit, ni n'entend autoriser, par sa conduite, la moindre innovation à cet égard; ni prendre place dans aucune Compagnie, qui ne seroit pas la Cour elle-même, composée des mêmes personnages, & revêtue des mêmes droits; & dans le cas où la force, en dispersant la Cour, la réduiroit à l'impuissance de maintenir par elle-même les principes contenus au présent Arrêté, ladite Cour déclare qu'elle en remet, dès à présent, le dépôt inviolable entre les mains du Roi, de son auguste famille, des Pairs du Royaume, des Etats Généraux, & de chacun des Ordres réunis, ou séparés, qui forment la Nation.

Ordonne en outre ladite Cour, que le présent Arrêté sera, par le Procureur Général du Roi, envoyé incontinent aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être lu, publié & enregistré, & que le Procureur Général du Roi rendra compte à la Cour de cet envoi Lundi prochain.

A la même Séance furent arrêtées les itératives Remontrances sur la Séance Royale & sur la Réponse du Roi auxdites Remontrances.

REMONSTRANCES DU PARLEMENT.

SIRE,

La réponse de votre Majesté, du 17 de ce mois, est affligeante ; mais le courage de votre Parlement n'en est point abattu. L'excès du despotisme étoit l'unique ressource des ennemis de la Nation, & de la vérité : ils n'ont pas craint de l'employer : leur succès est le présage des plus grands maux. Les prévenir, s'il est possible, sera, jusqu'au dernier moment, l'objet du zèle de votre Parlement : par son silence, il trahiroit les plus chers intérêts de Votre Majesté, en livrant le Royaume à toutes les invasions du pouvoir arbitraire. Telle, en effet, seroit la conséquence des maximes surprises à Votre Majesté. Si vos Ministres les faisoient prévaloir, nos Rois ne seroient plus des Monarques ; mais des Despotes : ils ne régneroient plus par la Loi, mais par la force, sur des esclaves substitués à des sujets.

La marche des Ministres ambitieux est toujours la même : étendre leur pouvoir sous le nom du Roi, voilà leur but ; calomnier la Magistrature, voilà leur moyen. Fideles à cette ancienne & funeste méthode, ils nous imputent le projet insensé, d'établir dans le Royaume une Aristocratie de Magistrats. Mais ! quel moment ont-ils choisi pour cette imputation ? Celui où votre Parlement, éclairé par les faits, & revenant sur ses pas, prouve qu'il est plus attaché

aux droits de la Nation, qu'à ses propres exemples.

La constitution françoise paroissoit oubliée, on traitoit de chimere l'assemblée des Etats Généraux. Richelieu, & ses cruautés ; Louis XIV, & sa gloire ; la Régence & ses désordres ; les Ministres du feu Roi, & leur insensibilité, sembloient avoir pour jamais effacé des esprits & des cœurs, jusqu'au nom de la Nation : tous les états par où passent les Peuples pour arriver à l'abandon d'eux-mêmes ; terreur, enthousiasme, corruption, indifférence, le Ministère n'avoit rien négligé pour y laisser tomber la Nation françoise. Mais il restoit le Parlement : on le croyoit frappé d'une léthargie, en apparence, universelle ; on se trompoit. Averti, tout-à-coup, de l'état des Finances, forcé de s'expliquer sur deux Edits désastreux ; il s'inquiète, il cesse de se faire illusion : il juge de l'avenir par le passé, il ne voit pour la Nation qu'une ressource ; la Nation elle-même. Bientôt, après de mûres & sages réflexions, il se décide, il donne à l'univers l'exemple inoui d'un Corps antique, d'un Corps accrédité, tenant aux racines de l'Etat, qui remet de lui-même à ses Concitoyens un grand pouvoir, dont il usoit pour eux, depuis un siècle, mais sans leur consentement exprès. Un prompt succès répond à son courage : le 6 Juillet, il exprime le vœu des Etats Généraux ; le 19 Septembre il déclare formellement sa propre incompétence ; le 19 Novembre, Votre Majesté annonce elle-même les Etats Généraux ; le surlendemain, elle les promet, elle en fixe le terme ; sa parole est sa-

crée. Qu'on trouve sur la terre, qu'on cherche dans l'histoire un seul Empire où le Roi & la Nation aient fait aussi paisiblement d'aussi grands pas, en aussi peu de temps ; le Roi vers la justice, & la Nation vers la liberté. Les Etats Généraux seront donc assemblés ! Les Etats Généraux rentreront dans leur droit ! Nous pouvons le demander à vos Ministres : à qui le Roi doit-il ce grand dessein ? A qui la Nation doit-elle ce grand bienfait ? Et vos Ministres osent nous l'accuser auprès des Peuples, auprès du Roi, d'aspirer au pouvoir aristocratique ! On n'avoit pas songé à nous faire ce reproche en 1697, quand votre Parlement enregistroit la capitation ; en 1710, quand il enregistroit le dixieme ; depuis 1710, jusqu'en 1782, quand il en consentoit la prorogation, ou même l'accroissement, par le moyen d'un troisieme Vingtieme. Quel est donc ce nouveau zèle ? Les Ministres ne doutent pas de nos pouvoirs, les Ministres rendent justice à nos bonnes intentions, tant qu'ils esperent abuser de nos suffrages pour accabler la Nation d'emprunts ou d'impôts, & ne voient plus en nous que d'ambitieux Aristocrates, quand nous refusons de favoriser, ou de partager leur despotisme.

Non, SIRE, point d'Aristocratie en France, mais point de Despotisme. Telle est la constitution : tel est aussi le vœu de votre Parlement, & l'intérêt de Votre Majesté.

Qu'on admette un moment les maximes surprises à Votre Majesté ; que sa seule volonté fasse l'Arrêt en matiere d'administration, ou de

législation, & que les conséquences éclairent enfin sur le principe.

L'héritier de la Couronne est nommé par la Loi : la Nation a ses droits, la Pairie a les siens ; la Magistrature est inamovible ; chaque Province a ses coutumes, ses capitulations, chaque sujet a ses Juges naturels ; tout Citoyen a ses propriétés ; s'il est pauvre, il a du moins la liberté.

Or, nous osons le demander, quels sont les droits, quelles sont les Loix qui pourroient résister à la prétention annoncée par vos Ministres sous le nom de Votre Majesté ? Sa seule volonté fera l'Arrêt en matière de Législation ! Elle pourra donc par une Loi, disposer de la Couronne, choisir son héritier, céder ses Provinces, priver les Etats Généraux du droit d'accorder les subsides ; dénaturer la Pairie, rendre la Magistrature amovible, changer les Coutumes, intervertir l'ordre des Tribunaux, s'investir elle-même du droit de juger seule, ou de choisir les Juges en matière civile, en matière criminelle ; se déclarer enfin copropriétaire des biens de ses Sujets, & maîtresse de leur liberté ?

L'Administration embrasse les emprunts & les impôts. La volonté du Roi fera l'Arrêt : le Roi pourra donc enfin créer à son gré les emprunts & les impôts ?

S'il plaisoit au Roi, trompé, de supprimer, & sur le champ, de recréer toutes les Cours Souveraines de son Royaume, pour les borner à rendre la justice ; s'il lui plaisoit de transplanter d'une Province à l'autre, des Citoyens, des Magistrats, des familles, des compagnies

entieres ; s'il lui plaisoit d'élever, sur les ruines de l'ancienne Magistrature, un Corps unique, qui fût un simulacre de liberté, mais un instrument de servitude : s'il lui plaisoit, par l'effet d'une surprise encore plus funeste, de laisser les Ministres semer la division parmi les Magistrats, nous opposer les uns aux autres, nous placer entre l'opprobre & la disgrâce, choisir dans les Parlemens ceux qui perdroient, ceux qui conserveroient le droit de vérification ; il faudroit donc quitter son domicile, renoncer à son pays, se dépouiller de ses affections, s'arracher à ses Confreres, violer son serment, trahir l'Etat, & s'exposer au deshonneur, ou se livrer aux coups du Despotisme, & tout cela, sur un seul mot de la bouche du Roi !

Dira-t-on que le Roi n'abusera jamais du droit qu'on lui suppose ? qu'il sera toujours juste ? que ses Loix & ses Arrêts respecteront toujours les droits de tous, depuis son fils aîné, jusqu'au dernier de ses Sujets ? Votre Parlement, SIRE, fera forcé de répondre, que la supposition est impossible ; que les Rois sont hommes, qu'il n'est point d'homme infallible : & c'est précisément parce qu'il n'est pas donné aux Rois d'être toujours en garde contre l'erreur, ou la séduction ; c'est pour ne pas abandonner la Nation aux malheureux effets des volontés surprises, que la constitution exige, en matiere de Loix, la vérification des Cours ; en matiere de subfides, l'octroi préalable des Etats Généraux, pour être sûr que la volonté du Roi sera conforme à la Justice, & ses demandes aux besoins de l'Etat.

Le droit d'accorder librement les subfides ; ne fait pas des Etats Généraux, une Aristocratie de Citoyens : le droit de vérifier librement les Loix, ne fait pas des Parlemens une Aristocratie de Magistrats.

On est gouverné par des Aristocrates ; mais votre Parlement n'aspire point à gouverner. Dans ses Jugemens, il est soumis aux Loix ; sa volonté n'est rien. Il prononce, mais la Loi a décidé. Nous faisons gloire d'en convenir, & nous aimons à retrouver dans la mémoire de nos Concitoyens, cette phrase usitée : *La Cour ne peut se dispenser de rendre tel Arrêt.* Ils ont raison : cette phrase qui rend hommage à la justice de votre Parlement, rappelle ses devoirs. La Cour ne peut se dispenser de juger *suivant la Loi* : la Cour ne peut se dispenser de remonter *suivant la Loi* : la Cour ne peut se dispenser de résister avec respect, *suivant la Loi.*

S'ensuit-il cependant que votre Parlement prétende réduire la volonté du Roi à la valeur de l'opinion d'un de ses Officiers ? Non, SIRE, il est au pied du Trône pour l'appuyer & l'éclairer ; cette place suffit à son ambition. Ses droits mêmes les plus certains, il ne sçait les exprimer qu'en termes respectueux : mais le respect n'est pas incompatible avec la liberté.

S'agit-il d'un procès ? le Roi n'a point de volonté. La Loi est faite : elle doit décider ; il est le premier Juge. Votre auguste Prédécesseur l'a reconnu dans l'affaire de Bretagne ; la plupart des témoins de son avis siègent encore au Parlement & dans votre Conseil. On affecte, il est vrai, de répandre la maxime contraire : on pré-

tend que les biens , la vie , la liberté , l'honneur des Citoyens sont dans la main du Roi : présent , dit-on , il fait l'Arrêt ; absent , il peut le changer. La servitude elle-même ne tiendrait pas un langage plus vil ; mais du moins vos Ministres n'ont pas encore poussé les choses jusques-là.

S'agit-il d'un subside ? C'est à la Nation de l'accorder. La liberté des Etats Généraux n'a pas encore fait la matière d'un doute.

S'agit-il d'une Loi ? c'est aux Cours à la vérifier : mais le droit de vérifier les Loix n'étant pas celui de les faire , les Cours ne peuvent ni forcer ni suppléer la volonté du Roi. Votre Parlement , SIRE , l'a déjà protesté , & le répètera aussi souvent que ses Ministres tâcheront d'obscurcir cette vérité.

Au reste , dans leur propre système , la pluralité même n'a pas été connue de Votre Majesté , le jour de sa séance. Il est inconcevable que les Ministres distinguent le résultat des opinions , de la pluralité ; comme si la pluralité n'étoit pas ce résultat ! & qu'ils veuillent persuader à Votre Majesté que , pour avoir entendu des opinions isolées , Elle a pu juger par elle-même du résultat qu'auroient donné les opinions recueillies ; comme s'ils ignoroient que les premiers opinans sont quelquefois ramenés par les derniers !

S'il étoit arrivé que votre Parlement eût refusé des Loix utiles , il faudroit plaindre l'humanité , sans rendre le Roi despote , sans détruire la constitution , sans établir la servitude *par le système de la seule volonté*. Mais est-il vrai

que votre Parlement ait à se reprocher des refus de cette espece ? Il ose demander quelles sont les Loix utiles qui sont la regle de ses jugemens, & dont la France est redevable à l'autorité absolue de ses Rois.

Ce n'est pas le Concordat : le Parlement en a différé, il est vrai, la publication ; mais toute la France pensoit comme lui. Votre Majesté n'ignore pas que cette Loi faisoit gémir également l'Eglise & l'Etat.

Ce n'est pas l'Ordonnance de Moulins : le Parlement a combattu, non pas la Loi, mais l'article II de cette Loi, lequel portoit atteinte aux droits sacrés de l'enregistrement ; article déplorable, le premier de son genre, & le sujet du repentir de Lhopital mourant !

Ce n'est pas l'Ordonnance de 1629, vulgairement appelée *le Code Michaut*. L'article LIII offroit le même vice, que le deuxieme article de celle de Moulins. Le Code Michaut enregistré en Lit de Justice, n'a pas eu d'exécution.

Ce n'est pas l'Ordonnance de 1667 : on peut dire, au contraire, qu'elle fut en partie l'ouvrage du Parlement. Ses Députés l'ont concertée avec les Commissaires du Conseil : ceux-ci soumettoient les articles au Roi ; les Députés du Parlement en rendoient compte à leurs Chambres respectives. On reportoit aux conférences, les intentions du Roi & les réflexions des Chambres : l'Ordonnance fut enfin rédigée. Cette Loi étoit utile, mais le titre premier, qui détruisoit le droit de vérification, étant inadmissible, Louis XIV crut avoir besoin d'un Lit de Justice : c'étoit sans doute le moyen de compromettre l'e-

xécution de l'Ordonnance. Voici l'événement : le Parlement eut le courage de ne pas reconnoître le premier titre, & la sagesse de consacrer par ses Arrêts le surplus de l'Ordonnance.

Lui seroit-il permis d'opposer à son tour, aux ennemis du droit de vérification, la foule des Loix tâcheuses, dues au Lit de Justice ? Sans remonter plus haut que la Régence, si depuis cette époque, nos loix, nos mœurs, la fortune publique, tous les états, toutes les compagnies, la plupart des familles ont éprouvé tant de secousses, ne sont-ce pas les tristes fruits du pouvoir arbitraire, manifestés par des Lits de Justice ? Si les impôts n'ont fait qu'augmenter les dépenses, n'est-ce pas un effet de la sécurité que les Lits de Justice inspiroient aux Ministres ? Si l'économie a pris sérieusement la place de l'autorité, n'est-ce pas au moment où les Ministres ont cessé de compter sur la même facilité ? Le regne du feu Roi, (pourquoi le tairions-nous ? au défaut du Parlement, l'Histoire l'observeroit) ; ce regne marqué par tant de Lits de Justice, l'est aussi par l'excès des impôts, des emprunts & des profusions.

En vain, pour justifier le despotisme, on affecte de craindre pour le Législateur. *Il aura donc autant de volontés, que de Cours dans son Royaume ?* Telle est l'objection de vos Ministres. La réponse est dans l'Histoire, la réponse est dans les Loix. Un serment général, celui du Sacre, lie à toute la France, son Souverain. Mais le Roi ne regne pas sur toutes les Provinces, au même titre : en Normandie, en Bretagne, en Guienne, en Languedoc, en Pro-

vence, en Dauphiné, en Alsace, en Bourgogne, en Franche-Comté, dans les Pays conquis, dans les Pays unis, différentes conditions reglent l'obéissance. En Béarn, le premier article de la Coutume est un serment du Roi, d'en respecter les privilèges. Ce serment est renouvelé à chaque regne, par le Roi en personne, aux Députés des Etats de cette Province, après quoi la Province prête le sien : vous l'avez, SIRE, renouvelé vous-même. La volonté du Roi, pour être juste, doit donc varier suivant les Provinces : ce ne sont point les Cours qui l'enchaînent, mais les principes. Chaînes heureuses ! qui rendent plus solide le pouvoir légitime ! Chaque Province a demandé un Parlement pour la défense de ses droits particuliers. Ces droits ne sont pas des chimères, ces Parlemens ne sont pas des vaines institutions ; autrement le Roi pourroit dire, à la Bretagne : je vous ôte vos Etats ; à la Guienne, j'abroge vos capitulations ; aux Peuples du Béarn, je n'entends plus vous prêter de serment ; à la Nation même, je veux changer celui du Sacre ; à toutes les Provinces, vos libertés sont des chaînes pour le Législateur, vos Parlemens l'obligent à varier ses volontés ; j'abolis vos libertés, je détruis vos Parlemens Il est certain qu'alors, la volonté du Roi pourroit être uniforme. Mais, SIRE, ah ! qu'il soit permis au Parlement, d'en concevoir quelques alarmes ! Seroit-elle juste, seroit-elle prudente, seroit-il enfin possible que vos Ministres eussent formé de tels projets ? Ce n'est ni l'intention, ni l'intérêt de Votre Majesté.

Pour votre Parlement, ses principes, ou plu-

tôt, SIRE, ceux de l'Etat qui lui sont confiés, sont immuables : il n'est pas en son pouvoir de changer de conduite. Quelquefois les Magistrats sont appelés à s'immoler aux Loix : mais telle est leur honorable & périlleuse condition, qu'ils doivent cesser d'être, avant que la Nation cesse d'être libre.

Ce font-là, SIRE, les très-humbles & très-respectueuses Remontrances de vos très-humbles, très-obéissans, & très-fideles Sujets,

Les Gens tenant votre Cour de Parlement.

A Paris, ce 4 Mai 1788.

(1) Le lundi 5 Mai, toutes les Chambres assemblées, les Pairs y séant, au nombre de dix, un de Messieurs (2) dénonça à la Cour un Imprimé ayant pour titre : *Arrêté du Parlement, du 3 Mai 1788*, & contenant, entr'autres falsifications, au lieu de ces mots : *les entreprises des*

(1) Le récit des événemens des 5 & 6 Mai a été imprimé, d'après le manuscrit du Rédacteur, en différentes éditions ; il n'en est pas une seule où les Editeurs ne se soient permis d'altérer essentiellement le manuscrit, soit dans les faits, soit dans les réflexions ; plusieurs ont été même jusqu'à y ajouter un titre très-déplacé, & des déclamations propres à diminuer la confiance du lecteur dans la vérité des événemens ; ils sont assez tristes par eux-mêmes, & la simple vérité paroitra peut-être encore invraisemblable à la postérité. Le récit exact des faits, semé de quelques réflexions qui naissent de la chose même, peut seul convenir à la gravité d'un tel sujet. On se fait donc un devoir de rétablir ici le manuscrit du Rédacteur dans toute sa pureté,

(2) M. Duval d'Eprémefnil.

Ministres sur la Magistrature, ceux-ci : les entreprises de S. M. sur la Magistrature.

Il fut arrêté que l'Imprimé seroit remis entre les mains des Gens du Roi, pour donner leurs conclusions sur le champ.

Les Gens du Roi entrés, M. le Premier Président leur fit part de l'Arrêté; ils demanderent à se retirer au Parquet pour rédiger leurs conclusions. Etant rentrés peu de temps après, M^e Antoine-Louis Séguier portant la parole, ont dit :

MESSIEURS,

Nous venons de prendre communication de l'Imprimé que la Cour nous a fait remettre. Outre la clandestinité & le défaut du nom d'Imprimeur & du lieu de l'impression, nous y avons remarqué, avec indignation, des mots supprimés, & qui sont remplacés par des lettres initiales; en sorte que, par cette altération criminelle, & cette abréviation, aussi insidieuse que téméraire, il semble qu'on ait cherché à donner le change au public, & à présenter un sens directement opposé aux véritables intentions de la Cour. Elle est trop pénétrée du respect qu'elle doit à son Roi, & dont elle ne s'écartera jamais, pour se permettre de pareilles expressions, & sa fidélité exige non-seulement un désaveu authentique, mais une flétrissure éclatante. Elle se doit à elle-même cette espece de réparation publique, & à toute la France, un témoignage solennel de la pureté de ses sentimens.

C'est l'objet des conclusions par écrit que
nous

nous avons prises , & que nous laissons à la Cour.

Et se sont les Gens du Roi retirés.

La matiere mise en délibération , il a été rendu l'Arrêt suivant.

Vu par la Cour , &c. l'Arrêté du 3 de ce mois , conçu en ces termes : *La Cour , avertie par la notoriété publique , &c. &c. . .*

Vu pareillement un Imprimé commençant par ces mots , &c. dans lequel Imprimé se trouve , entr'autres falsifications , au lieu de ces mots : *les entreprises des Ministres sur la Magistrature* , ceux-ci : *les entreprises de S. M. sur la Magistrature* ; La Cour a ordonné & ordonne que ledit Imprimé sera lacéré & brûlé au bas du grand escalier du Palais , par l'Exécuteur de la Haute-Justice , comme contenant une falsification infidieuse , contraire au respect dû au Roi , & faite à dessein d'imputer à la Cour des sentimens & des expressions incompatibles avec le profond respect pour la personne sacrée du Roi , dont la Cour ne s'écartera jamais , & ne cessera jamais de donner l'exemple aux autres citoyens , à quelque extrémité qu'elle se trouve réduite ; ordonne en outre que le présent Arrêt sera publié , audience tenante , & porté au Roi par M. le Premier Président (1).

Ensuite M. Duval d'Eprémefnil rendit compte à la Cour des tentatives faites , la nuit précédente , pour l'enlever de sa maison.

M. Goislard de Montsabert ayant pareillement

(1) La rédaction de cet Arrêt fut encore l'ouvrage de M. d'Eprémefnil.

rendu compte de semblables tentatives pratiquées contre lui, l'on mit en délibération ce qu'il convenoit faire à ce sujet.

La matiere mise en délibération , on prit l'Arrêté suivant.

La Cour délibérant sur le récit fait par MM. Duval & Goissard des mesures prises la nuit dernière pour les enlever de leurs maisons.

Considérant que les Ministres, loin d'être ramenés aux principes de la monarchie par les démarches de la Cour toujours légales & toujours respectueuses envers le Roi, ne s'occupent au contraire qu'à déployer toutes les ressources du despotisme qu'ils s'efforcent de substituer aux loix ;

Que les Ministres viennent encore d'attenter à la liberté de deux Magistrats de la Cour, dont tout le crime est d'avoir uni leur zele à celui de la compagnie, pour défendre les droits les plus sacrés de la nation.

Considérant en outre que les ordres particuliers qui violent l'asyle des citoyens, les mettant dans l'impuissance de recourir aux loix, & ne tendant pas à remettre sans délai les personnes arrêtées entre les mains de Juges compétens, n'obligent pas légalement les citoyens.

A mis & met MM. Duval, Goissard & tous les autres Magistrats & Citoyens sous la sauvegarde du Roi & de la Loi.

Et cependant a arrêté que M. le premier Président, deux de MM. les Présidens (1) & quatre

(1) MM. d'Ormesson & Saron.

de MM. les Conseillers (1) se transporteront sur-le-champ à Versailles, à l'effet de représenter au Roi l'excès des malheurs qui menacent la nation, & le supplier d'écouter dans sa sagesse d'autres conseils que ceux qui sont prêts d'entraîner l'autorité légitime & la liberté publique dans un abyme, dont il deviendrait peut-être impossible au zèle des Magistrats de les tirer.

A arrêté en outre que la Cour attendra, sans déplacer le retour de M. le premier Président & des Députés de la Cour; & qu'expédition, en forme du présent arrêté, sera délivrée à chacun de MM. Duval & Goisnard.

Les Députés sont partis sur le champ, & les Chambres sont restées assemblées jusqu'à leur retour.

Vers les onze heures du soir, les Gardes-Françoises commencerent à s'emparer des cours du Palais & du grand escalier du Mai.

A minuit un quart, commença la scène désastreuse, dont l'histoire d'aucun peuple ne fournit d'exemples.

Les Gardes-Françoises, la bayonnette au bout du fusil, précédés de Sapeurs, commandés par le Capitaine Vincent d'Agoult, s'emparèrent de toutes les avenues du Palais, & investirent la Grand-Chambre. Dès cet instant, toute communication fut interceptée, au point que toutes les personnes étrangères qui se trouvoient dans la Grand-Chambre, ne pouvoient plus en sortir. *Les Gens du Roi* eux-mêmes, renfermés dans

(1) MM. d'Ammeccourt, Robert de Saint-Vincent, Amelot, Barbier d'Ingreuille.

leur Parquet, ne pouvoient plus communiquer avec la Cour ; & il a fallu un nouvel Ordre , pour leur procurer par la fuite cette liberté.

La Cour ayant voulu délibérer sur cet événement, la présence des étrangers gênoit la délibération. On agita la question de savoir si la chose étoit possible ; on observa que cela étoit absolument contre la règle ; & on conclut que , malgré le péril urgent , il étoit impossible de délibérer devant des étrangers.

Quelqu'un s'étant aperçu que les soldats ne s'étoient pas encore emparés de la petite porte qui conduit à la buvette, en avertit. Alors , on invita les étrangers à se retirer par cette porte ; ils se réfugièrent à la Chambre Saint - Louis, où ils restèrent consignés jusqu'au lendemain matin.

Cette portion du public étoit composée de la plus haute noblesse du Royaume ; c'étoient les parens ou amis des Ducs & Pairs siégeans, des Présidens & autres Magistrats. Cinq minutes plus tard , il devenoit impossible de faire retirer ces étrangers, la consigne étant de ne laisser sortir personne de la Grand-Chambre. Si ces gentils-hommes, témoins de l'entrée du sieur d'Agoult, eussent , par des murmures ou même d'une manière plus marquée , fait connoître leur indignation, au moindre bruit les Gardes-Françoises forçoient les portes , & la Grand-Chambre pouvoit être arrosée du sang de l'élite de la Noblesse & de la Magistrature. La seule possibilité de ce malheur, dont le hazard nous a préservés, fait frémir.

En effet, presque aussitôt après la retraite de

ces étrangers , la Garde s'empara de ce dernier poste ; & dès ce moment , aucuns Pairs , Présidens ou autres Membres de la Cour , ne furent plus libres de se rendre de la Chambre à la Buvette , même pour les besoins les plus urgens , sans être escortés par deux fusiliers , qui les gardoient à vue.

Pour mieux s'assurer des deux Magistrats , on avoit poussé l'exactitude jusqu'à retenir au Palais toutes les personnes qui s'y étoient trouvées , même les femmes. Cette précaution outrée donna lieu à la scène suivante :

Une femme demanda à sortir , en représentant qu'elle avoit chez elle trois enfans , dont elle nourrissoit le plus jeune. On en référa au sieur d'Agouft , qui refusa. Cette malheureuse mere resta au Palais toute la nuit , & ses enfans passèrent tout ce tems sans secours & sans nourriture.

On se préparoit à délibérer , lorsque le Capitaine d'Agouft frappa à la porte du Greffe. La porte ayant été ouverte , il demanda à parler en particulier , de la part du Roi , à M. le Président de Gourgues , qui présidoit en l'absence de M. le premier Président.

M. le Président s'étant rendu à la porte de la Chambre , le sieur d'Agouft lui dit qu'il étoit chargé d'ordres du Roi , & qu'il demandoit à entrer seul dans la Chambre.

M. le Président , retourné à sa place , rendit compte de cette demande à la Compagnie.

On fit instruire le sieur d'Agouft que l'usage étoit que les personnes chargées d'ordres du Roi se retirassent au Parquet des Gens du Roi , pour

se faire annoncer & introduire par eux ; il s'y conforma.

M. le Procureur-Général étant entré, annonça à la Cour que le sieur d'Agoult, porteur des ordres du Roi, demandoit à être introduit dans l'Assemblée; ce qui fut accordé.

Comme on ignoroit la nature des ordres dont le sieur d'Agoult étoit porteur, & qu'on les supposoit adressés à la Cour, & non à lui-même, M. le Président le fit asseoir, suivant l'usage, entre les deux derniers Conseillers, du côté du Greffier, où se met le maître des cérémonies.

Le sieur d'Agoult fit lecture d'un ordre à lui adressé, & conçu à peu près en ces termes :
 » J'ordonne au sieur d'Agoult, Capitaine de mes
 » Gardes-Françoises, de se rendre au Palais à la
 » tête de six compagnies, d'en occuper toutes
 » les avenues, & d'arrêter dans la Grand-Chambre
 » de mon Parlement, ou par-tout ailleurs,
 » MM. Duval & Goislard, Conseillers, pour
 » les remettre entre les mains des Officiers de
 » la Prévôté de l'Hôtel. *Signé* LOUIS ».

Lecture faite, le sieur d'Agoult se leva & somma M. le Président de lui remettre ces deux Messieurs.

M. de Gourgues fit réponse qu'il falloit que la Cour délibérât sur cet ordre; que tel étoit dans tous les temps & dans tous les cas, l'usage de la Compagnie.

Le sieur d'Agoult repliqua avec beaucoup de dureté : Messieurs, je ne connois pas vos formes, moi. L'ordre, comme vous le voyez, m'ordonne d'arrêter *sur-le-champ* MM. Duval & Goislard dans la Chambre; ainsi vous voudrez

bien me les indiquer. On lui observa que l'ordre ne portoit pas *sur-le-champ*, & par conséquent qu'on pouvoit délibérer : il répondit *que ses ordres verbaux portoient que telle étoit l'intention du Roi.*

Ce fut à cet instant que M. le Duc de Luy-nes, adressant la parole à ce Capitaine, lui dit :
 » J'observe à M. d'Agoust qu'il n'est pas revêtu
 » de son hausse-col ». Sur cette observation, le sieur d'Agoust tira de sa poche son hausse-col, qu'il fit voir.

Messieurs persistant à refuser de livrer leurs deux confreres, l'embarras du sieur d'Agoust augmentoit sensiblement. Sur quoi, M. le Duc de Praslin lui dit : « M. d'Agoust, lorsqu'on se charge
 » d'ordres semblables à celui dont vous êtes
 » porteur, on doit les prendre assez clairs pour
 » n'être pas embarrassé dans leur exécution. Si
 » vous avez cru pouvoir vous en charger, vous
 » n'avez pas imaginé que nous vous livrerions
 » deux Membres de la Cour ; si vous ne les
 » connoissez pas, ce ne fera pas nous certain-
 » nement qui vous les feront connoître ».

Au même moment, tous Messieurs s'écrierent par acclamation : Nous sommes tous MM. Duval & Goislard ; si vous prétendez les enlever, enlevez nous tous.

Le sieur d'Agoust proposa alors à M. le Président de Gourgues de lui signer le refus de remettre les deux Membres de la Cour, qu'il étoit chargé d'enlever.

On lui répondit que M. le Président ne pouvoit signer seul ; que le refus étant général, tous étoient prêts de le signer. Alors, le sieur d'A-

gouff déclara qu'il alloit se retirer, pour faire à son Chef le rapport de ce qui s'étoit passé.

Il étoit alors deux heures & demie.

Vers trois heures, M. le premier Président revint de Versailles avec les Députés ; il rendit compte à la Compagnie de l'événement de la députation. Il annonça qu'ils étoient descendus chez M. le Garde des sceaux ; qu'ils avoient appris que ce Magistrat étoit en ce moment chez le Roi ; qu'ils s'étoient rendus ensuite chez M. l'Archevêque de Sens ; que ce Ministre étoit aussi auprès du Roi ; qu'ayant eu connoissance de l'arrivée de la députation, le principal Ministre leur fit dire qu'il reviendrait bientôt ; qu'après l'avoir attendu trois quarts d'heure, il parut enfin, s'entretint quelques tems avec les Députés, & leur dit que M. le Garde des Sceaux rapporterait la Réponse du Roi.

Qu'à dix heures, ils étoient retournés chez M. le Garde des Sceaux, qui leur dit attendre lui-même les intentions de Sa Majesté.

Qu'à minuit est arrivée cette Réponse, par laquelle le Roi annonçoit qu'il ne recevrait pas la Députation de son Parlement, attendu qu'il n'en avoit pas été prévenu en la forme ordinaire.

M. le Premier Président observa de plus à la Cour qu'on avoit refusé de leur donner cette réponse par écrit ; qu'ils auroient tenté de nouvelles démarches, mais que l'heure ne leur avoit pas permis de le faire.

On mit en délibération ce qu'il convenoit de faire sur le récit de M. le Premier Président. Il fut arrêté que les Gens du Roi se retireroient

sur-le-champ à Versailles, à l'effet de savoir le jour, l'heure & le lieu auxquels il plairoit au Roi de recevoir les supplications de son Parlement, & que la Cour attendroit en silence leur retour & les événemens.

Les Gens du Roi ayant reçu les ordres de la Cour, se disposerent à partir; mais ils étoient consignés dans leur Parquet. M. le Procureur Général fut obligé d'écrire à M. le Maréchal de Biron, pour lui dire qu'il avoit ordre de la Cour de se rendre à Versailles; qu'il falloit en conséquence qu'il fût libre de sortir de son Parquet. Le Maréchal envoya la lettre au Baron de Breteuil, & celui-ci fit réponse qu'il alloit la faire passer au Roi, pour savoir ses intentions. Il résulta de toutes ces longueurs affectées, que le Procureur Général ne put remplir sa mission. Ainsi, lorsque le Parlement se rend auprès du Roi sans l'en avoir prévenu, on lui répond que le Roi ne recevra que des députations faites en la forme ordinaire; & lorsqu'il veut remplir cette forme, on retient les Gens du Roi prisonniers dans leur Parquet; c'étoit un sûr moyen pour empêcher que le Roi ne fût informé des désordres qui se commettoient sous son nom.

Sur les six heures du matin, M. le Duc de Luynes, qui s'étoit rendu la veille au soir en la Cour, malgré une attaque de goutte des plus violentes, fut invité par Messieurs, témoin des souffrances qu'il enduroit, à se retirer pour prendre du repos. Ne pouvant plus résister à la violence de son mal, M. le Duc de Luynes céda aux instances de la Compagnie, & sortit de

* l'assemblée, en lui témoignant les plus vifs regrets. A la porte du Parquet des Huissiers, M. le Duc éprouva toutes sortes de difficultés de la part du sieur d'Agouft, qui se détermina cependant, d'après l'état de souffrance où M. de Luynes se trouvoit, à lever la consigne à son égard.

Vers les neuf heures du matin, on fit passer mystérieusement aux Pairs des lettres de cachet portant invitation de ne pas se rendre au Parlement, vu les circonstances, quand même ils y auroient été invités. La lettre de cachet étoit datée de la veille. Quelques momens après, le sieur d'Agouft leur apprit qu'ils étoient libres de sortir de l'assemblée des Chambres.

Les Pairs s'étant consultés, décidèrent qu'ils resteroient, & prendroient part aux délibérations qui pourroient avoir lieu.

A onze heures du matin se renouvela la scène de la nuit.

Le Premier Président & ses vénérables Collegues, les Pairs de France & tous les Membres de la Cour, étoient sur les fleurs de lys. Le silence le plus profond régnoit dans l'assemblée, la douleur & la consternation étoient peintes sur tous les visages. Si les portes se fussent ouvertes dans cet instant, les satellites eux-mêmes eussent été désarmés à la vue de ce Sénat antique, objet de la vénération des peuples.

Le sieur d'Agouft entre dans la Grand-Chambre; il s'avance presqu'au milieu de ce Parquet, que les Princes du Sang Royal, & les Présidens, ont seuls le droit de traverser lorsque la Cour est séante; il fait lecture d'un ordre à lui adressé pour arrêter MM. Duval & Goissard dans la Grand-

Chambre. Il enjoint à ces deux Magistrats de le suivre ; tous gardent le silence le plus profond ; il réitere trois fois cette injonction ; le silence continue ; il insiste en disant qu'il a ordre de faire entrer le sieur Larchier , Exempt de Robe-Courte , pour lui désigner MM. Duval & Goislard. Il déclare que puisqu'on ne veut pas le suivre il va exécuter cet ordre.

Il sort en effet de la Grand-Chambre , & rentre aussitôt avec l'Exempt ; il l'amène à la Barre , & lui dit : Je vous enjoins , de la part du Roi , de me dire si MM. Duval & Goislard sont ici présens , & de me les indiquer.

Le visage de l'Exempt étoit sensiblement altéré ; ses yeux étoient incertains & troublés ; le Capitaine d'Agoult suivoit attentivement tous ses mouvemens. L'Exempt ayant déclaré qu'il ne voyoit pas ces deux Magistrats , le Capitaine insista : le sieur Larchier ayant toujours persisté , le sieur d'Agoult le fit retirer.

J'interpelle la Cour, dit-il alors , en s'adressant à M. le Premier Président , de me désigner MM. Duval & Goislard.

Malgré le silence que l'on s'étoit imposé , cette interpellation , que l'on ne sçauroit qualifier , faite à la Cour des Pairs , excita un frémissement d'indignation dans toute l'assemblée.

Le silence y fut rétabli au même instant.

Puisque personne ne répond , ajouta le sieur d'Agoult , je vais me retirer pour rendre compte de ce refus.

Le sieur d'Agoult retiré , MM. Duval & Goislard demeurèrent d'accord , avec tous leurs généreux Confreres , qu'il étoit temps de mettre fin à

cette scène, dans la crainte sur-tout d'exposer le sieur Larchier à être une troisième victime immolée au Despotisme.

Ils demanderent que l'on fît rentrer le sieur d'Agouft ; celui-ci arrivé à la Barre de la Cour, M. Duval, assis sur les hauts sièges vers le milieu du banc à gauche, & couvert, lui adressa la parole à peu près en ces termes : » Je suis l'un
 » des Magistrats que vous cherchez ; la Loi
 » me défend, à ce titre, d'obéir aux Lettres
 » closes, aux ordres surpris au Souverain ; c'est
 » pour obéir à la Loi que je ne me suis pas
 » nommé jusqu'à ce moment. Je sens qu'il est
 » tems enfin de consommer le sacrifice de ma
 » personne, que j'ai juré de lui faire au pied
 » des saints autels. Je vous somme donc de me
 » déclarer, si dans le cas où je ne vous suivrois
 » pas volontairement, vous avez l'ordre de m'arracher par la force, de la place que j'occupe
 » en ce moment ».

Oui, Monsieur, répondit le sieur d'Agouft, & je l'exécuterai.

» Lorsque vous en aurez tenté les moyens,
 » répliqua le Magistrat, je verrai ce qu'il me
 » conviendra de faire ».

Le sieur d'Agouft ayant déclaré qu'il alloit faire entrer ses satellites.

C'en est assez, lui dit le Magistrat ; pour ne
 » pas exposer la Cour des Pairs, le Temple de
 » la Justice, le Sanctuaire des Loix à une plus
 » grande profanation, je cède à la force. Puis
 » s'étant levé de son siège & s'étant décou-
 » vert, M. d'Eprémefnil adressa la parole à
 » M. le Premier Président :

» M., lui dit-il, je vous prie de permettre
 » que je dépose, dans le sein de la Cour, la pro-
 » testation que je fais contre les violences que
 » l'on exerce en ce moment sur ma personne,
 » & dont je supplie la Cour de me donner acte,
 » lui déclarant que je les regarde comme atten-
 » tatoires aux Loix protectrices de la liberté
 » des Citoyens en général, & de celle des Ma-
 » gistrats en particulier ; qu'elles sont la suite
 » d'ordres évidemment surpris à un Roi juste, qui
 » a déclaré ne vouloir regner que par les Loix ;
 » que je cède à la force qui contraint mon
 » corps sans enchaîner ma conscience. J'ose aussi
 » vous conjurer, ajouta-t-il, de ne vous pas
 » laisser abattre par d'aussi grands malheurs. Ou-
 » bliez-moi, & ne vous occupez que de la chose
 » publique. Je vous recommande tout ce qui
 » m'est cher ; pour moi, je puis vous protester
 » que, quelque soit le sort qui m'est réservé,
 » jamais les promesses, les menaces, les tour-
 » mens, la mort elle-même, ne pourront me
 » faire abandonner un seul instant les principes
 » de cette Compagnie ; que je mettrai ma gloire
 » à les professer jusqu'à ma dernière heure, &
 » qu'enfin je ne me permettrai jamais aucune
 » démarche qui ne soit digne d'un Magistrat &
 » d'un membre de la Cour des Pairs ».

Il dit : & après avoir salué profondément le
 Chef du Sénat, il descendit les marches du Tri-
 bunal suprême.

Il faut avoir été témoin de cette scène de
 douleur, pour pouvoir s'en former une idée.
 Comment se peindre ces vénérables Présidens,
 ces magnanimes Pairs de France, ces Magistrats

de tous les rangs & de tous les âges, suffoqués par leurs sanglots, les voûtes sacrées du Temple de la Justice retentissant des accens que la douleur arrachoit à ses Ministres ; le Procureur Général du Roi évanoui dans les bras de ses Collègues ; la Cour des Pairs, le premier Sénat du Royaume réduit à répandre d'inutiles larmes.

M. d'Eprémefnil, supérieur à son infortune, conserva toute sa sérénité ; plusieurs de ses jeunes Confreres quitterent leur place pour lui dire un dernier adieu. Il reçut leurs embrassemens, il se sentit baigné de leurs larmes, sans en verser une seule. Régulus, retournant à Carthage, n'étoit pas plus ferme & plus tranquille.

Le sieur d'Agouft s'empara de sa personne, sortit de la Grand'Chambre ; M. d'Eprémefnil fut conduit entre deux haies de bayonnettes, jusqu'à une voiture qui l'attendoit dans la cour neuve.

Telle a été la récompense des plus sublimes vertus, des talens les plus distingués ; tel a été le prix des veilles, de sacrifices continuels de cet illustre Magistrat. Dévoré de l'amour de son Roi, de la gloire de son pays, du bonheur de ses Concitoyens, il y sacrifioit son existence entiere. Jamais l'infortuné ne l'invoqua en vain ; peines, soins, démarches, sollicitations, rien ne lui coûtoit, pour arracher au despotisme ses malheureuses victimes.

Ainsi fut enlevé au Roi un de ses plus fideles Sujets, à l'Etat un de ses plus fermes soutiens ; à la Magistrature, un de ses plus beaux ornemens ; aux Citoyens de tous les ordres, un de leurs plus généreux défenseurs.

A Rome on eût décoré son front de la Couronne civique ; en Angleterre , il seroit Chancelier de l'Echiquier ; en France , il est dans les fers.

La Cour , toujours investie , attendoit dans la consternation & le silence , qu'on vînt lui arracher la seconde victime.

Cette situation douloureuse fut prolongée pendant une heure & demie.

A une heure environ , le sieur d'Agouft entra dans la Grand'Chambre , & s'avançant à la Barre de la Cour , annonça qu'il venoit pour arrêter M. Goislard.

Ce jeune Magistrat , assis à la même place d'où on avoit enlevé son Confrere , & s'étant couvert , lui dit : » Je suis cet autre Magistrat que » vous cherchez , il me tarde de subir le sort » de mon Confrere , & l'attente dans laquelle » vous m'avez laissé depuis son enlèvement , a » été le plus cruel de mes maux ; comme lui » je vous demanderai , si , dans le cas où je ne » vous suivrois pas volontairement , vous avez » l'ordre de m'enlever de force de la place que » j'occupe ».

Oui , Monsieur , répondit le sieur d'Agouft.

» Comme lui , je cède à la force , continua » le Magistrat. Puis s'étant levé & découvert : » Monsieur , dit-il , en s'adressant à M. le Premier » Président , j'ai l'honneur de déposer , dans le » sein de la Cour , la même protestation que » mon Confrere , contre les violences que l'on » exerce sur ma personne ; je déclare que j'adhère à tout son contenu , & supplie la Cour » de m'en donner acte ; ma jeunesse & mon peu

» d'expérience ne me donnent pas le même droit
 » qu'à M. Duval de réclamer , de la part de la
 » Cour, les mêmes sentimens ; le zèle pur dont je
 » suis animé pour le bien public , le nom que je
 » porte & les services rendus par mes pères ,
 » les réclameront pour moi. Je prie la Cour de
 » croire , que ni les promesses , ni les menaces ,
 » n'ébranleront mon courage , que je verrai le
 » billot devant moi & la hache levée sur ma
 » tête , sans oublier les exemples que m'ont
 » donné mes peres , & sans abandonner les
 » principes que j'ai puisés dans le sein de la
 » Cour ».

Ayant salué M. le Premier Président , il descendit de sa place , le sieur d'Agoult se saisit de sa personne , au milieu des embrassemens & des larmes de ses Confreres.

Avant de sortir de la Grand'Chambre , ce Capitaine revint sur ses pas , pour annoncer à la Cour qu'elle étoit libre , qu'il alloit faire retirer ses Gardes ; mais que l'intention du Roi étoit , que les portes du palais restassent fermées & gardées après la séance.

Il sortit avec son prisonnier , escorté comme la premiere fois.

Malgré les fatigues inséparables d'une séance de trente heures , passées dans les alarmes & les angoisses , les Magistrats eurent encore le courage de déposer le dernier soupir de la liberté mourante , dans un Arrêté conçu en ces termes :

La Cour , vivement affectée du spectacle accablant de l'enlèvement de deux Magistrats arrachés avec violence du sanctuaire de la Justice

&

& des Loix, au milieu de gens armés, qui ont violé l'asyle de la liberté publique, a arrêté que les Députés, chargés de porter au Roi les représentations arrêtées le 5 du présent mois, auront l'honneur de présenter au Seigneur Roi, qu'il auroit été attendri, s'il avoit pu être témoin du morne & triste silence qui a précédé, accompagné & suivi l'exécution des ordres rigoureux, faite au milieu de l'assemblée la plus respectable ; de la noble fermeté avec laquelle les Magistrats enlevés ont soutenu le coup qui les a frappés, dont les Pairs de France & les Magistrats ont partagé la sensibilité, comme si cette même disgrâce eût été personnelle à chacun d'eux ; que ces sentimens sont l'expression naturelle de l'attachement & du respect qu'inspirent à tous les Membres du Parlement, les vertus du premier des deux Magistrats enlevés, cher à son Corps, précieux à la Nation par des talens supérieurs, par un zèle infatigable pour le service du Roi, & par sa passion vive & active pour la gloire du Monarque, le maintien des Loix, & la liberté publique. Que le second, jeune encore, a déjà fait concevoir les plus flatteuses espérances ; qu'il sembleroit que les talens personnels deviennent l'objet d'une persécution déclarée ; qu'il peut se faire que les talens soient craints par ceux qui ne sont point attachés au service du Roi & à l'honneur du Parlement ; qu'il semble qu'on ait voulu humilier la Magistrature, en formant autour de la Cour des Pairs un siège militaire, qui ne se prépare que contre des places rebelles, & non contre des Magistrats qui n'opposent aux enne-

mis des Loix, que la force de la raison & des principes :

Que ledit Seigneur Roi est supplié de rendre à leurs fonctions, des Magistrats aussi utiles au Roi par leur mérite, que par leur attachement à la défense des maximes du Royaume.

Ainsi se termina cet acte terrible du despotisme le plus absolu. Les Nations étrangères, les siècles à venir, refuseront de croire les détails que nous venons de tracer d'une manière foible & bien au-dessous de la réalité. On n'imaginera jamais que chez un peuple libre, sous un Gouvernement monarchique, sous le règne d'un Prince ami des Loix, on soit parvenu à le tromper au point, de lui faire signer des ordres pour enlever des Magistrats fideles, dont tout le crime est d'avoir agi & parlé comme leur devoir, leur conscience, leurs sermens & les intérêts du Souverain & de la Nation leur ordonnoient de le faire ; pour investir par des satellites armés de bayonnettes, précédés de sapeurs, munis de haches, de massues & de marteaux de forge, le Temple de la Justice, le Sanctuaire de la Majesté royale ; pour arracher de dessus les fleurs de lys, deux Membres de la Cour des Pairs, la Cour séante ; pour violer cet asyle sacré jusqu'à nos jours, où le criminel, condamné au dernier supplice, seroit respecté s'il avoit le bonheur de s'y réfugier.

Si dans l'excès de tant de maux, une consolation peut les adoucir, c'est le souvenir de l'héroïsme de ces deux victimes de la liberté & des Loix, c'est le courage que montrent encore en ce moment leurs généreux Collegues.

La vérité percera enfin le voile épais qui la dérobe aux yeux du Souverain ; il vengera l'outrage fait à Sa Majesté royale , aux Princes de son Sang , aux Pairs de son Royaume , & à la Nation entière.

Le Mercredi 7 , neuf heures du matin , les Chambres assemblées , les Gens du Roi , ayant demandé à entrer , annoncerent à la Cour , que le Maître des Cérémonies étoit au Parquet des Huissiers.

Le Maître des Cérémonies entré , assis & couvert suivant l'usage , fit lecture de la Lettre de Cachet du Roi , dont suit la copie.

Nos Amés & Féaux , nous avons résolu de tenir , Jeudi prochain , 8 de ce mois , en notre Château de Versailles , notre Lit de Justice , pour y faire entendre notre volonté. Nous vous en donnons avis , que tous & un chacun de vous se rendent à neuf heures du matin en notre Château de Versailles , pour s'y assembler en Corps de Cour & en Robes rouges , & Nous recevoir lorsque nous entrerons en notre Parlement , avec l'honneur qui nous est dû , & ainsi qu'il est accoutumé en semblable occasion. Nous remettant du reste sur ce que le Grand Maître des Cérémonies vous fera sçavoir de notre part , & de l'heure que Nous nous rendrons en notre Parlement. Si n'y faites faute : Car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le 6 Mai 1788. *Signé Louis. Et plus bas , le Baron de Breteuil.*

M. le Premier Président fit réponse que la Cour ne manqueroit pas de se rendre aux ordres du Roi.

Le Maître des Cérémonies retiré , la Cour

prit l'Arrêté suivant, qui fut prononcé le lendemain au Roi en son Lit de Justice par M. le Premier Président.

SIRE,

VOTRE Parlement, attendu le lieu où il plaît à Votre Majesté de tenir son Lit de Justice, & dans le cas où seroient portés dans cette Séance aucuns Edits, Déclarations ou Lettres Patentes, ou autres objets qui n'auroient pas été communiqués à votre Parlement pour en être délibéré au lieu & en la maniere accoutumée; ensemble, au cas où il seroit introduit des personnes étrangères, & où, en votre présence, il seroit demandé à votre Parlement des suffrages qui ne pourroient être donnés à voix haute & librement, déclare qu'il ne peut, ne doit, ni n'entend donner son avis, ni prendre aucune part à ce qui pourroit être fait dans la présente Séance.

SIRE, tout annonce à votre Parlement une innovation totale dans la constitution de la Monarchie. Votre Parlement a cru devoir porter au pied du Trône les alarmes & la réclamation: il arrête une députation; aussi-tôt on exerce en votre nom un acte d'autorité absolue contre deux Magistrats, dont la conduite irréprochable & consacrée toute entière au soutien des droits de la Monarchie, sembloit devoir mériter la bienveillance de Votre Majesté: tandis que les Députés de votre Parlement étoient au pied du Trône à solliciter l'Audience que les circonstances avoient déterminées à demander, le Siège de la Justice Souveraine se trouvoit investi par une troupe de gens armés, qui commençoient,

au milieu de la nuit, l'acte de violence qui a été consommé le jour même, au milieu de votre Parlement assemblé. On a conseillé à Votre Majesté de ne pas recevoir les Députés de votre Parlement, parce que Votre Majesté n'avoit pas été prévenue par l'envoi des Gens du Roi, & lorsque le Parlement les a envoyés, l'on a Conseilé à Votre Majesté de ne les pas recevoir.

Ces disgrâces, ces efforts, que l'on fait sous différentes formes, pour empêcher la vérité de parvenir jusqu'au Trône, n'annoncent que trop le changement de Constitution que les ennemis de la Magistrature avoient tenté dès 1771, & qu'ils se flattent de pouvoir consommer en ce moment, en les présentant sous des dehors plus spécieux.

Votre Majesté arrivant au Trône, s'étoit conciliée l'amour de son peuple, en rétablissant l'ordre antique & vénérable qui subsiste dans votre Royaume depuis plusieurs siècles. SIRE, la Nation Française n'adoptera jamais le despotisme qu'on veut aujourd'hui mettre dans vos mains, & dont les premiers efforts frappent, dans toutes les parties du Royaume, sur les Magistrats les plus fideles. Nous nous garderons bien, SIRE, de détailler dans ce moment tous les malheurs particuliers qui nous affligent : nous nous contenterons de vous exprimer, avec la plus respectueuse fermeté, que les Loix fondamentales de votre Royaume sont inébranlables ; que votre autorité ne peut être aimée qu'autant qu'elle sera tempérée par la justice & la conservation des formes anciennes ; que la réclamation de votre Parlement pour que les

Impôts soient délibérés & consentis par la Nation assemblée légalement en Etats-Généraux, régulièrement convoqués & composés, ne doit pas être le motif de l'innovation illégale dont la Magistrature entière est menacée.

C'est l'intérêt de la Nation qui a déterminé tous & chacun des Membres de votre Parlement à ne participer en rien, soit en corps, soit par individus, à aucune fonction qui pourroit être la suite de nouveaux projets, en quelque temps, dans quelque lieu & avec quelque personne que ce puisse être, & à ne prendre place dans aucun Corps qui ne seroit pas la Cour elle-même, composée des mêmes personnages & revêtue des mêmes droits. Telle est, SIRE, la nature des principes de la Monarchie Française, que les avantages apparens ou momentanés, dont on eslayeroit de marquer le danger des innovations, ne substitueroit qu'une illusion funeste aux principes, qu'il n'est jamais permis de sacrifier.

Cet objet est si important pour Votre Majesté & la tranquillité de ses Etats, que cette considération absorbe en nous tout autre sentiment, & nous laisse à peine la force de réclamer votre justice en faveur des Magistrats enlevés récemment sous nos yeux, avec des circonstances que nous n'osons pas vous peindre.

Votre Majesté reconnoitra tôt ou tard la justice de nos réclamations, & dans quelque circonstance que se trouve votre Parlement, il se rendra à lui-même le témoignage intime qu'il n'a travaillé que pour son Roi & pour la Nation.

Au Lit de Justice du 8 Mai, M. Séguier, Avocat Général, prononça les Discours qui suivent.

Sur l'Ordonnance concernant l'administration de la Justice.

SIRE,

DANS une lecture aussi rapide, il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, de saisir l'esprit général & le développement des dispositions particulières que renferme la nouvelle Ordonnance que Votre Majesté vient de faire publier. Réduits à l'impuissance morale & physique de nous expliquer sur une loi que nous connoissons à peine, nous croyons ne pouvoir donner une plus grande preuve de fidélité que de nous en rapporter à la sagesse de Votre Majesté, d'en ordonner l'enregistrement.

Sur l'Edit portant Suppression des Tribunaux d'exceptions.

SIRE,

LES mêmes motifs nous obligeroient de présenter à Votre Majesté les mêmes réflexions; le défaut de connoissance entière de la Loi, l'impossibilité d'en rapprocher les dispositions, la crainte même de ne pouvoir embrasser tous les objets contenus dans l'Edit de suppression, dont nous venons d'entendre la lecture, le même zèle & la même fidélité; tout nous fait un devoir de nous en rapporter encore à la sagesse de Votre Majesté.

*Sur l'Edit portant Etablissement de la Cour
Plénier.*

SIRE,

UNE nouvelle Cour des Pairs, spécialement destinée à la vérification & à l'enregistrement des loix, pourra-t-elle remplacer ces Parlemens antiques, où la Nation assemblée délibéroit sur la formation des Ordonnances, & accordoit à son Roi les subsides que la nécessité des tems le forçoit de lever sur ses Sujets ?

Une Cour unique en France, une Cour dont le pouvoir s'étendra d'un bout à l'autre du Royaume ! Comment les Membres, qui la composeront, pourront-ils connoître les intérêts de chaque Province ? Comment pourront-ils porter au pied du trône les besoins, les vœux & les réclamations de tous les sujets de Votre Majesté ? Nous craindrions de nous perdre dans une matiere aussi vaste, & toujours réduits à l'impuissance de nous expliquer sur une Loi qui ne nous est connue que par la lecture qui vient d'en être faite. Nous croyons remplir tout ce que Votre Majesté peut attendre de notre obéissance, & nous en rapportant de même à sa sagesse.

*Sur l'Edit portant Réduction d'Offices dans la
Cour de Parlement de Paris.*

SIRE,

LA Loi concernant l'inamovibilité des offices a été adressée à la Cour par le Roi Louis XI,

le 21 Octobre 1467, & réregistrée le 23 Novembre suivant; elle porte :

Statuons & ordonnons que désormais nous ne donnerons aucun de nos Offices, s'il n'est vacant par mort, ou par résignation faite du bon gré & consentement du Résignant, dont il apparaisse duement, ou par forfaiture préalablement jugée & déclarée judiciairement, & selon les termes de justice, par Juges compétens, & dont il apparaisse semblablement.

Quinze ans après avoir publié cette Ordonnance, le même Roi, avant de mourir, en fit jurer l'exécution à son fils Charles VIII; il envoya à son Parlement l'acte authentique de ce serment, pour y être publié & enrégistré. Au commencement du regne de Charles VIII, les Etats-Généraux assemblés à Tours, en 1484, crurent qu'il étoit nécessaire de consacrer de nouveau cette Loi, par un vœu solennel; ils en firent la demande à ce même Prince, qui répondit aux Etats, *qu'il étoit raisonnable que nul Officier ne soit destitué de son office & état, si non par mort, résignation, ou forfaiture préalablement jugée par Juges compétens.* En conséquence, il accorde la demande, & veut que l'article soit entretenu & observé dorénavant.

Depuis cette époque, la loi de l'inamovibilité est devenue une Loi du Royaume. Votre Majesté veut donc déroger à cette loi si solennelle! Supprimer un office, c'est destituer l'Officier titulaire, lorsqu'on l'enlève à ses fonctions. Abymés dans la plus profonde douleur, après avoir représenté à Votre Majesté les inconvéniens d'une suppression aussi contraire aux

Ordonnances du Royaume, il ne nous reste qu'à nous renfermer dans une obéissance passive, & à nous en rapporter à la sagesse de Votre Majesté.

Sur la Déclaration relative à l'Ordonnance criminelle.

SIRE,

LA Déclaration dont nous venons d'entendre la lecture, présente plusieurs actes d'humanité & de bienfaisance, dont tous les François s'empresseront de rendre de très-humbles actions de grâces à leur Souverain. Pénétrés nous-mêmes des sentimens dont Votre Majesté est animée, sans qu'il nous soit possible de lui faire connoître en ce moment les inconvéniens qui pourront diminuer la grandeur d'un tel bienfait, sur-tout par le désespoir des malheureux condamnés qui resteront un mois entier entre la vie & la mort, nous ne nous permettrons que cette seule considération; & par suite du respect & de la soumission la plus profonde, nous nous en rapportons à la sagesse de Votre Majesté.

Sur la Déclaration concernant les Vacances.

SIRE,

L'interruption que Votre Majesté ordonne des fonctions ordinaires de son Parlement, ne peut être envisagée que comme une espece d'interdiction, qui, quoique momentanée, ne présente pas moins une espece de flétrissure sur le premier Parlement du Royaume, dont l'activité est nécessaire au bien de votre service. Effrayés d'une

suspension aussi affligeante qu'inattendue, il ne nous reste qu'à lever les mains au Ciel, & faire les instances les plus respectueuses, & à supplier très-humblement Votre Majesté de retirer, pour sa propre gloire, une Déclaration qui semble compromettre aux yeux de toute la Nation, l'honneur de son Parlement.

En sortant du Lit de Justice, Messieurs de Grand-Chambre écrivirent au Roi la lettre suivante.

SIRE,

Vos fideles Magistrats, consternés des innovations destructives de la Constitution de la Monarchie, dont on essayeroit inutilement de les rendre participans, supplient Votre Majesté de leur permettre de lui déclarer l'impossibilité absolue où ils sont d'accepter aucune des fonctions qui leur sont attribuées par les Edits dont ils viennent d'entendre la lecture. C'est le zele le plus pur qui dicte à vos Magistrats la Déclaration qu'ils viennent déposer au pied du Trône.

Nous sommes, avec le plus profond respect, SIRE, de Votre Majesté les très-humbles & très-obéissans Serviteurs & fideles Sujets. *Signée de tous.*

Le lendemain 9, tous Messieurs, demeurés à Versailles, par ordre du Roi, reçurent des lettres de cachet pour se trouver à une premiere séance de la Cour Pléniere. Avant de s'y rendre, ils firent la Protestation suivante.

Nous soussignés, Magistrats du Parlement,

retenus par ordre du Roi dans la Ville de Versailles, déclarons unanimement, que par suite de l'obéissance purement passive qui nous a conduits hier au Lit de Justice, nous nous rendons cejour-d'hui à la Séance à laquelle le Roi nous ordonne d'assister par de nouveaux ordres en date du 8 du présent mois, adressés à chacun de nous.

Déclarons que nous n'entendons prendre aucune part à tout ce qui pourra se passer à ladite Séance, & que de notre assistance à ladite Séance il ne pourra être induit aucune sorte de consentement ou d'acquiescement à la formation de la Cour Pléniaire, dont notre serment, notre devoir & notre fidélité au service du Roi ne nous permet pas d'être Membres.

Sera la présente Déclaration remise entre les mains de M. le Principal Ministre, pour être à jamais le garant de nos sentimens & la regle de notre conduite.

Et sera M. le Principal Ministre prié de la remettre entre les mains du Roi avant la Séance de cejour-d'hui, nous réservant de la renouveler dans toutes les occasions & dans les formes qui seroient les plus propres à lui donner l'authenticité & la publicité nécessaires.

Signé de tous, & de MM. d'Aguesseau (1) & de la Michodiere, comme Conseillers d'Honneur.

A la Séance, le Roi prononça un Discours en ces termes.

MESSIEURS,

Vous avez entendu hier mes volontés, & je

(1) Gendre de M. le Garde des Sceaux.

vous ai rassemblés pour vous dire que je persisterai toujours dans l'exécution d'un plan qui a pour but l'ordre général de mon Royaume & le bonheur de mes Sujets.

Je compte sur votre zele & votre fidélité à mon service; lorsque j'aurai déterminé les Personnes qui composeront avec vous ma Cour Plénier, je vous réunirai même avant le temps ordinaire de vos Séances, si le bien de mon service & la nécessité des circonstances l'exigent.

Après la Séance, Messieurs de Grand-Chambre signèrent tous la Protestation qui suit.

Nous soussignés Présidens, Conseiller d'Honneur, Conseillers, Gens du Roi & Greffier en Chef du Parlement de Paris, toujours unis à nos Confreres supprimés illégalement & contre toutes les Loix du Royaume, par l'Edit du jour d'hier, publié au Lit de Justice, par l'ordre du Roi, déclarons unanimement ne pas nous désister de l'antique & légale formation du Parlement, composé des Princes du Sang Royal, des Pairs de France & de l'universalité de tous ceux qui ont été en vertu d'Office inamovible dans ladite Cour, & ne pouvoir exercer aucune des nouvelles fonctions qui nous sont attribuées par les Edits publiés au Lit de Justice, déclarons que nous persisterons jusqu'au dernier soupir dans les Arrêtés pris précédemment par ladite Cour & dans les principes y contenus; & afin que la présente Déclaration soit fermée & stable à jamais, & connue de tous nos Concitoyens, & dans l'impossibilité où nous sommes de la consigner dans le Greffe du Parlement,

nous autorisons celui d'entre nous qui sera porteur de la Présente, de la déposer entre les mains de tels Officiers publics qu'il jugera convenable, & de s'en faire délivrer autant d'expéditions qu'il croira nécessaire. *Signée de tous.*

Le 9, Messieurs des Enquêtes & Requêtes écrivirent individuellement à M. le Garde des Sceaux les lettres ci-après.

Lettre des Non-Supprimés.

MONSEIGNEUR,

Profondément affligé des innovations tentées sur la Constitution de la Monarchie, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien, en offrant à Sa Majesté l'hommage de ma respectueuse fidélité, lui déclarer de ma part l'impossibilité où je suis de donner aucune adhésion personnelle à l'altération de mes fonctions portée dans les Edits, Déclarations & Ordonnances dont j'ai entendu hier la lecture.

Je suis avec un profond respect, Monseigneur, votre, &c.

Lettre des Supprimés.

MONSEIGNEUR,

Attaché par mon devoir & par mon serment aux Principes & aux Loix qui maintiennent & consacrent l'inamovibilité des Magistrats, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien, en offrant à Sa Majesté l'hommage de ma respectueuse fidélité, lui déclarer de ma part l'impossibilité absolue dans laquelle je suis de donner

aucune adhésion personnelle à ma suppression, que je ne puis ni ne dois reconnoître.

Je suis, avec un profond respect, Monseigneur, votre très-humble & très-obéissant Serviteur,

N.... Conseiller au Parlement.

Le Parlement, de retour à Paris, trouva toutes les avenues du Palais hérissées de bayonnettes, & toutes les salles remplies de soldats ; la porte de la Grand-Chambre étoit obstruée par un monceau d'armes.

Cette violence a mis les Magistrats dans l'impossibilité de reprendre leurs fonctions après la vacance ordinaire de la Pentecôte, & le cours de la Justice a été interrompu pendant près de cinq mois.

Le 24 Août, le Principal Ministre fut disgracié.

Le 5 Septembre, M. le Premier Président reçut ordre de faire avertir les Magistrats de se rendre à Paris.

Le 13, tous Messieurs reçurent individuellement une lettre de cachet pour se rendre le lundi 15 à Versailles. Les Magistrats, justement alarmés du mystère qui couvroit les projets du sieur de Lamoignon, crurent devoir manifester leurs sentimens par une nouvelle Protestation : en conséquence elle fut rédigée ainsi qu'il suit.

Nous soussignés Présidens, Conseillers, Gens du Roi, Greffier en Chef, & Officiers du Parlement de Paris :

Justement alarmés de l'annonce d'un Lit de Justice prochain ; considérant que cette forme ordi-

nairement employée pour manifester des volontés contraires aux intérêts de la Nation, est celle dont veut se servir le même Ministre qui, au mois de Mai dernier, a préparé, avec le même mystère, des Edits destructeurs des droits de la Nation, & par le discours qu'il a prononcé lors de leur publication, s'en est déclaré l'auteur ou le complice ;

Considérant que contraint par la force de l'opinion publique qui a repoussé ces Loix défaitreuses, ce Ministre a perdu l'espoir de renverser d'un seul coup la constitution de cette Monarchie ; mais qu'il n'abandonne point, sans doute ses funestes projets :

Convaincu que son unique but est toujours de soumettre les Peuples au joug du Despotisme, comme son unique moyen pour y parvenir est d'enlever à la Magistrature l'estime & la confiance de la Nation, persuadé qu'il lui seroit facile d'anéantir les Loix s'il pouvoit diriger l'opinion publique contre ceux qui, par état, sont leurs gardiens & leurs défenseurs :

Considérant que dans cette vue il se bornera peut-être à attaquer des principes moins essentiellement liés en apparence à la constitution, & qu'il présentera comme intéressant seulement les privilèges & les droits des Cours :

Que pour avoir un motif d'accuser les Magistrats, il emploie dans ce moment la forme du Lit de Justice, n'ignorant point que cette forme oblige le Parlement de protester contre tous les actes de législation qui y sont publiés, de quelque nature qu'ils soient, & qu'il espere faire envisager cette déclamation indispensable
comme

comme un effet de l'intérêt particulier qui détermineroit les Magistrats à rejeter des projets avantageux au Public :

Que cependant les Magistrats , loin de s'opposer à la destruction des abus qui peuvent s'être introduits dans l'administration de la Justice , desirant de voir des changemens utiles s'opérer dans l'ordre judiciaire , & dans la législation civile & criminelle ; mais que l'intérêt public devant seul déterminer ces réformes , il est inconséquent , à l'instant où les Etats-Généraux vont être assemblés , de consommer ces réformes & ces changemens , avant que la Nation ait fait connoître son vœu.

D'après ces motifs & ces considérations , persistant dans l'Arrêté de la Cour du 3 Mai , & dans nos protestations subséquentes , Nous déclarons que nous protestons également de nouveau contre tout ce qui a été fait au Lit de Justice du 8 Mai , & que nous ne cesserons de nous opposer à l'exécution du système de la seule volonté , auquel les Ministres veulent asservir la Nation.

Protestons également contre tout ce que l'on voudroit induire de notre présence à la publication de tout ce qui seroit contraire à la propriété , à la liberté publique & aux loix constitutionnelles de la Monarchie :

Protestons en outre contre toute exécution ou modification des Edits publiés au Lit de Justice du 8 Mai dernier :

Contre la suppression des Tribunaux d'exception , & contre la suppression , création , extension de pouvoir , réunion de quelque Tribu-

naux que ce soit, opérée en exécution desdits Edits.

Et déclarant qu'aussi-tôt que la violence qui nous empêche d'exercer nos fonctions sera cessée, nous nous empresserons de réparer les maux que leur suspension forcée a produits, & que nous emploierons tout le pouvoir que nous donnent les Loix, pour maintenir dans toutes leurs force & intégrité les principes dont nous sommes les dépositaires, & que notre devoir comme notre serment nous obligent de défendre au péril de notre fortune, de notre liberté & de notre vie.

Et afin que la présente déclaration, qui doit être à jamais le garant de nos sentimens, soit ferme & stable, dans l'impossibilité où nous sommes de la consigner au Greffe de la Cour, nous autorisons celui d'entre nous qui en sera porteur, de la déposer entre les mains de tel Officier public qu'il jugera convenable, & de s'en faire délivrer autant d'expéditions qu'il croira nécessaire.

La présente Protestation a été signée par MM. les Présidens du Parlement, les Conseillers d'Honneur & de Grand-Chambre, MM. les Présidens & Conseillers des Enquêtes & Requêtes, MM. les Gens du Roi, Greffier en chef, Substituts & Officiers du Parlement.

Le Dimanche 14, les projets du sieur de Lamignon furent heureusement déconcertés; la chute de ce Ministre annonça à la France la fin de ses maux.

MM. reçurent contre-ordre, & le Lit de Jus-

rice, que le Garde des Sceaux avoit préparé pour faire reparoître ses projets sous une forme nouvelle, qui devoit prolonger encore la situation affreuse où se trouvoit cette Monarchie, n'eut point lieu.

Le Roi fit choix de M. de Barentin, Premier Président de la Cour des Aides, pour lui confier les Sceaux.

Ce Magistrat s'est empressé de réparer les maux causés par son prédécesseur, & de seconder les intentions personnelles & bienfaisantes du Roi.

Le 24 Septembre, les Magistrats se rendirent au Palais à huit heures du matin; les Pairs s'y trouverent au nombre de dix; savoir, MM. de Beauvais, de Châlons, d'Uzès, de Fronzac, de Luynes, de la Rochefoucault, de Gesvres, de Piney, de Saint-Cloud, de Praslin.

Le public étoit déjà rassemblé en grand nombre, & les Membres de la Cour reçurent les plus vifs applaudissemens à leur arrivée.

La Cour étant en place, MM. les Gens du Roi demanderent à entrer.

Entrés, ils présentèrent à la Cour la Déclaration qui ordonne que l'Assemblée des Etats-Généraux aura lieu dans le courant de Janvier prochain, & que les Officiers des Cours reprendront l'exercice de leurs fonctions. M. Séguier, portant la parole, a dit :

MESSIEURS,

Nous apportons à la Cour une déclaration du Roi, qui ordonne que l'Assemblée des Etats-Généraux aura lieu dans le courant de janvier

de l'année 1789, & que les Officiers des Cours reprendront l'exercice de leurs fonctions.

Au moment où tous les Membres de la Cour, à peine fortis de la consternation la plus profonde, après avoir long-temps été, pour ainsi dire, sous l'anathème de l'autorité, rentrent, précédés par les vœux de tous les ordres des Citoyens, sous ces voûtes augustes demeurées muettes pendant leur absence, la voix publique jouit sans crime du privilège de parler pour la Loi dans le Sanctuaire même de la Justice.

La Cour suspendue dans ses fonctions depuis le triste événement du 8 Mai dernier, mais toujours fidelle & constante jusque dans les revers, n'a pas eu la liberté de s'assembler, pour délibérer avec tous ses Membres sur les très-humbles Remontrances que l'amour, le devoir & la fidélité lui auroient inspirées. Notre Ministère lui-même, lors de la publication des derniers Edits, avoit été réduit à un silence forcé, par l'impuissance absolue de s'expliquer sur des Loix nouvelles, que nous pouvions à peine comprendre d'après une lecture rapide qui ne laisse ni la faculté de saisir les objets, ni le temps de réfléchir sur l'ensemble des différens articles, ni la possibilité d'en rapprocher les dispositions, ni même le choix d'expressions conformes au profond respect qu'inspire la Majesté Royale dans tout son éclat. Mieux instruits aujourd'hui, ce que nous n'osâmes point hasarder alors, nous le ferons ; & pour l'acquit de notre conscience, & pour répondre au vœu unanime de toute la France.

Les dispositions de l'Edit concernant l'admi-

nistration de la Justice étoient aussi opposées à l'intérêt de tous les Sujets du Roi qu'à l'ordre établi de toute ancienneté dans la hiérarchie des différens Sièges du Royaume.

Nous ne parlerons pas des Tribunaux d'exception, qui ont un objet étranger aux autres Jurisdiccions, & qui semblent exiger une attribution particuliere. Les uns & les autres se trouvoient subordonnés tout à la fois aux Parlemens & aux Cours des Aides, suivant la diversité des matieres : & cette double subordination auroit donné lieu sur l'appel à une multitude de conflits, plus onéreux que les appels d'incompétence.

Indépendamment de ces Tribunaux, il existoit en France, les Juges des Seigneurs, dont la Justice est patrimoniale, les Prévôtés Royales, depuis long-temps supprimées en partie, pour éviter aux Justiciables un degré de Jurisdiction, les Bailliages & Sénéchaussées répandus dans les Provinces, dont plusieurs ont été érigés en Présidiaux, & les Cours Souveraines qui connoissent de l'appel des Sentences de ces dernières Jurisdiccions, toutes égales entr'elles & indépendantes les unes des autres.

Le plan qu'on avoit fait adopter présentoit non-seulement la subversion de tous ces Tribunaux, mais l'anéantissement de toute Justice en France.

La faveur & la préférence accordées aux uns pour les ériger en Grands-Bailliages, avec droit de ressort dans leur arrondissement.

La jalousie & le mécontentement des autres, restés dans la classe de simples Sénéchaussées, ressortissantes aux Grands-Bailliages.

Le pouvoir donné à tous de juger définitivement jusqu'à concurrence de sommes plus ou moins fortes, suivant la nature des fonctions qui leur étoient attribuées, tout annonçoit une existence inégale entre des Sièges égaux dans l'origine. Cette distinction, en dénaturant les Offices, devoit amener les rivalités & les dissensions. Le désordre seroit né du défaut de police ; & une vexation raisonnée auroit enfin soulevé les Bailliages inférieurs contre les Grands-Bailliages, jaloux de faire sentir leur autorité.

Ces Grands-Bailliages n'auroient bientôt reconnu aucune espece de subordination. Enhardis par la Jurisdiction universelle qui leur étoit attribuée, ils pouvoient prétendre à une sorte de supériorité sur les Cours Souveraines elles-mêmes, puisque les Substituts de M. le Procureur Général étoient autorisés à *requérir d'office, même à revendiquer* les causes portées dans les Parlemens, pour faire juger la compétence par les Grands-Bailliages.

Mais quelqu'inconcevable que fût cette attribution inouïe, ils ne pouvoient jamais, par la forme même de leur institution, être envisagés que comme de vrais phénomènes dans l'ordre judiciaire. Partagés en trois colonnes qui devoient se remplacer, ils auroient prononcé, dans de certains temps, en dernier ressort ; dans d'autres ils auroient jugé à la charge de l'appel, & cet appel devoit être porté devant les Juges du même corps qui, tour-à-tour, auroient eu la puissance de réformer les premiers, sans pouvoir alors être réformés. Cette alternative de supé-

riorité & de dépendance eût opéré nécessairement ou une coalition entre les mêmes Officiers, tour-à-tour supérieurs & dépendans, pour confirmer réciproquement leurs Sentences, ou une division funeste occasionnée par l'attachement de tous les hommes à leur opinion personnelle : division d'autant plus difficile à calmer, que l'entêtement & l'esprit de domination en eût été la source & le moteur invisible.

Que ne pourrions-nous pas encore ajouter sur l'étendue des sommes auxquelles étoit portée la compétence, soit des Présidiaux, soit des Grands-Bailliages ? Ce pouvoir exorbitant devenoit pour les Justiciables un de ces fléaux dont l'expérience a fait sentir tout le danger. Le motif même sur lequel on s'étoit appuyé, la nécessité de rapprocher des Parties le Tribunal où elles devoient faire juger leur appel, ce motif n'étoit que spécieux, parce qu'il étoit sans fondement dans une ville où il y auroit eu tout ensemble un Grand Bailliage & une Cour supérieure. Les frais du voyage & l'accélération du Jugement étoient les mêmes, & ce fantôme de bien public ne servoît qu'à voiler l'intention d'anéantir le ressort de tous les Parlemens.

Mais en supposant ce grand intérêt véritable, le projet n'en étoit pas moins dévastateur. Si les Sujets du Roi trouvoient un bénéfice réel à n'être point obligés de quitter leur domicile pour aller soutenir leurs prétentions & défendre leurs droits ; cette Justice, concentrée dans la Province, ne pouvoit-elle pas être susceptible de bien des abus, dès qu'elle ne seroit plus sur-

veillée par une autorité supérieure? D'un côté, la somme sur laquelle les Présidiaux pouvoient prononcer en dernier ressort, excédoit la mesure de la fortune de la plupart des Particuliers. D'un autre côté, le pouvoir des Grands-Bailliages absorboit la presque totalité des contestations que la Noblesse peut avoir à soutenir. Ainsi les Nobles, de même que les autres habitans de chaque Province, abandonnés à des Juges prévenus, ou livrés, faute de Juges, à l'impéritie de Praticiens sans lumieres & sans connoissances, auroient trouvé un nouveau malheur dans la ressource même que le Roi paroïsoit vouloir leur accorder.

Joignons à tous ces inconvéniens la concurrence établie en faveur des Juges Royaux sur les Juges des Seigneurs, concurrence qui laissoit aux Parties la facilité de se soustraire à leurs Juges naturels, & la liberté de s'en donner à leur choix; l'obligation imposée aux Seigneurs d'avoir, dans le chef-lieu de leurs Justices, des Officiers gradués, résidens & domiciliés, des Prisons & un Geolier qui auroit prêté serment devant le Juge d'appel; l'obligation plus étroite encore de faire le renvoi des prisonniers immédiatement après leur capture, & le renvoi des procédures dans les vingt-quatre heures après le Décret. Cette prévention & ces formalités, presque impossibles à remplir dans le court délai fixé par le nouveau Règlement, anéantissoient tout-à-fait les Justices seigneuriales, dont la Loi sembloit néanmoins vouloir conserver la propriété.

Ces craintes, ces difficultés, ces entraves, ne

sont cependant que d'une foible considération ; quand on les rapproche de l'abus énorme qui résultoit de la compétence exclusive des Grands-Bailliages, qui, selon le texte même de l'Edit concernant l'administration de la Justice, devoient décider *sans appel les Causes criminelles, de même que les Procès civils, lorsque l'objet contesté ne s'élèvera pas au-dessus de vingt mille livres.*

Qu'il est douloureux pour une ame sensible, d'avoir à s'expliquer publiquement sur une pareille similitude ! Eh quoi ! l'existence des Sujets du Roi, ce bienfait qu'ils tiennent de la nature, la vie des hommes, étoit évaluée au même taux que leur fortune ! Et le même Tribunal pouvoit condamner à mort un Citoyen sur lequel son pouvoir, en matiere civile, étoit spécifiquement borné à vingt mille livres ! somme exorbitante, mais qui ne peut entrer en parallèle avec ce que les hommes ont de plus cher, la vie, l'honneur & la liberté ? Si l'on a osé se permettre d'accuser l'Ordonnance de 1670 d'inhumanité & de barbarie, que ne se seroit-on pas permis contre la nouvelle Législation ?

Eh ! qu'a produit jusqu'à ce jour le bouleversement général de tous les Tribunaux du Royaume ? La cessation entière de la Justice dans le long intervalle de cette interdiction réelle & de fait, déguisée sous la qualification d'une vacance forcée. La Nation s'est demandé à elle-même : qu'est devenu ce premier Parlement du Royaume, aussi ancien que la Monarchie & qui tenoit à sa constitution ; cette Cour des Pairs essentiellement existante, qui a rendu des services si

importans à nos Rois, & qui a cimenté de son sang l'ordre de la succession à la Couronne; ce Corps enfin, dont la stabilité devoit être garantie par les Ordonnances rendues sur la demande des Etats Généraux ? Séparé, en quelque sorte, d'avec lui-même, un seul acte de la volonté absolue du Souverain, en diminuant son existence, en altérant ses formes, en restreignant ses fonctions, en supprimant une partie de ses Membres, en a, pour ainsi dire, préparé l'aneantissement.

Cette destitution, prononcée avec tant d'éclat, pouvoit-elle subsister avec justice ? Si l'on oppose à la réclamation des Cours Souveraines le silence respectueux dans lequel elles se sont renfermées, la Loi répond par notre bouche, qu'un enregistrement forcé ne peut équivaloir à une démission libre, & qu'un Magistrat ne peut être privé de son Office que dans les cas prévus par les Ordonnances du Royaume. Tous les monumens de notre Législation déposent de cette vérité ; & nous pourrions faire passer sous les yeux du Ministère, dans un tableau rapide, une longue suite de Princes qui, depuis Charles-le-Chauve jusqu'à nos jours, placés sur le Trône entre la Loi & la liberté, ont laissé après eux un long souvenir. Si quelquefois ils se sont abandonnés à des insinuations dangereuses, ils se sont repentis de les avoir écoutées, & n'en ont pas moins obtenu les éloges de la postérité, parce qu'amis de l'ordre & protecteurs de tous les états, ils se sont empressés de réparer les maux que des Ministres ambitieux avoient pu faire en abusant de leur confiance & de leur autorité.

Il y a des Loix dans les Empires, dit Bossuet, contre lesquelles tout ce qui se fait est nul de droit ; & il y a toujours à revenir contre, & dans d'autres circonstances & dans d'autres temps. (Politique sacrée, liv 8.) C'est ainsi qu'à son avènement à la Couronne, le Roi s'est déterminé à rappeler les Magistrats exilés, à rétablir les proscrits, & à rendre à son Parlement son antique dignité.

Ce qu'il fit alors, autant pour le bonheur de ses Peuples que par amour de la justice, il le fit une seconde fois. Du haut de son Trône, il a jetté ses regards sur toutes les parties de son Royaume. Il n'a vu par-tout que trouble & confusion, les cœurs remplis d'effroi, les esprits plongés dans la consternation. Ce peuple si attaché à ses Souverains, si naturellement ému d'une sensibilité vive pour tout ce qui porte l'empreinte de la bienfaisance & de la liberté, les François sembloient avoir dépouillé leur caractère pour se livrer à la douleur la plus profonde. Toutes les Provinces attendoient avec crainte quel seroit le sort de leurs Magistrats. Les uns ont été supprimés, les autres ont été suspendus, non-seulement dans la Capitale, mais dans tout le Royaume. Les Tribunaux inférieurs, les Grands-Bailliages eux-mêmes sont encore la plupart dans l'inaction. L'impunité enhardit le crime ; les malfaiteurs se multiplient ; & dans le sommeil de la Loi, la Justice éternelle a veillé seule sur la France.

L'administration de la Justice est le principe qui entretient la vie politique des plus grands États. Suspendre l'action de ce principe, c'est occasionner ou une léthargie ou des convulsions, souvent mortelles ; en détourner le cours, ou

en intervertir les effets, c'est exposer le corps de l'Etat à une révolution non moins dangereuse. On ne peut changer les formes observées de toute antiquité dans une Monarchie, sans altérer la confiance des Peuples, sans compromettre l'autorité elle-même, sans mettre au hasard le bonheur & la tranquillité publique. Les abus naissent du sein des innovations. La prudence la plus consommée ne peut les prévenir, parce qu'elle ne peut se flatter de les prévoir.

La puissance Royale est appuyée sur la Justice & sur la Force. Leur union seule rend le Trône inébranlable. La Justice est l'ame & la vie du Souverain. La Force assure l'exécution des décrets de sa Justice. Tant que cette heureuse harmonie subsiste, elle attache les Peuples au Prince par les liens de l'amour & du respect; elle attache le Prince à ses peuples par ses propres bienfaits. Mais si l'équilibre est rompu, si la Justice cesse de diriger les actes de la Force, si la Force ne sert qu'à contraindre ou interrompre la Justice, tous les nœuds se relâchent : la Justice, dépouillée de son autorité protectrice, n'inspire plus de respect; la Force, séparée de la Loi qui en consacre l'usage, n'inspire plus que la terreur. Les sentimens se glacent, les mœurs s'altèrent, les cœurs s'isolent, l'amour de la patrie s'éteint. Les malheurs publics ne touchent plus des hommes qui n'ont plus intérêt d'être Citoyens : ou si ces maux se font enfin sentir, ce n'est point pour inspirer des ressourcés, ranimer l'énergie, réveiller le Patriotisme; c'est pour exciter les murmures, produire le dé-

couragement , & entretenir les dissensions qui préparent lentement la décadence des plus puissans Empires. Et combien de fois l'expérience n'a-t-elle pas fait voir , dans ces crises déplorables , la Force , égarée par l'oubli des principes , se tourner contre elle-même , & renverser aveuglément le pouvoir qui lui avoit donné le mouvement & l'activité ?

Par sa nouvelle Déclaration , le Roi détruit le nouvel ordre qu'on lui avoit fait introduire dans l'administration de la Justice. C'est un nouveau bienfait dont le Peuple François rendra d'éternelles actions de grâces à son Souverain. Et , en effet , les Magistrats , quoique nommés par le Prince , ne sont pas moins les Juges de la Nation. Reconnus par elle , ou institués sur sa demande , n'est-elle pas intéressée à leur stabilité autant que le Souverain lui-même ? Peuvent-ils être vertueux , toujours prêts à défendre la cause publique , & prompts à se sacrifier pour les vrais intérêts de la Couronne , s'ils sont continuellement travaillés par la crainte d'être dépouillés de leurs fonctions , lorsqu'ils se feront renfermés dans l'exacte observation de leurs devoirs ? Enfin , de quelle utilité une Cour peut-elle être , quand elle n'a pas la confiance des Peuples ? Une Magistrature honorable fait respecter le Gouvernement : une Magistrature avilie ne peut être respectée.

Nous reconnoissons qu'il ne peut y avoir qu'un seul Souverain en France , & que l'autorité réside dans sa seule personne. La volonté du Prince fait la Loi ; mais la Loi à son tour devient la volonté du Prince. Quand elle a été

demandée par les Etats, quand elle a été accordée par le Souverain, quand elle a été consentie par la Nation, elle devient le Droit public du Royaume ; il n'est plus libre au Monarque de l'anéantir par un seul acte de sa volonté suprême ; il est digne alors de la majesté d'un Roi juste de déclarer qu'il est lui-même sous l'empire de la Loi. (1) Paroles remarquables d'un Empereur, maître de presque tout l'univers connu, & qui ne croyoit pas porter atteinte à sa Souveraineté, en posant lui-même les bornes dans lesquelles elle étoit renfermée. Quelle confiance ne doit pas inspirer un Monarque qui ne rougit pas de dire à ses Sujets : Je regne par la Loi, & la Loi est la mesure de ma volonté.

Le droit public du Royaume ne peut être altéré, que le Trône lui-même ne soit ébranlé. S'il étoit possible de suspendre ou d'abolir arbitrairement les Loix anciennes, chaque nouveau Regne verroit éclore un nouveau système de Législation, un nouveau système de Finances, un nouveau système de Gouvernement. L'ordre établi seroit renversé ; il n'y auroit d'autres Loix que celles du moment ; & la France affermie par la Loi Salique, trembleroit en se rappelant les atteintes qu'un Ministère corrompu a tenté autrefois de porter à sa constitution.

Tous les Législateurs ont cru devoir fixer leur

(1) *Digna vox est majestate regnantis, legibus alligatum se principem profiteri. Adeo de autoritate juris nostra pendet autoritas : & revera majus imperio est submittere legibus principatum. Imp. Theod. & Val. ad Senatum. L. 4, Cod. de Legib.*

attention sur les dangers de l'instabilité de la Loi ; les plus vertueux se sont exilés volontairement pour en assurer l'exécution : & les plus célèbres Républiques de la Grece ont penché vers leur ruine , aussi-tôt qu'énervées par le luxe , elles ont permis aux Philosophes de leur siècle d'attaquer les Loix & de s'élever contre leur constitution.

C'est cette immutabilité de la Loi que les Magistrats ne cesseront jamais de réclamer. On les a présentés comme des Corps Républicains qui affectent l'indépendance ; on les a peints à la face de la Nation comme des ambitieux qui cherchent à introduire l'Aristocratie dans le sein de la Monarchie Françoisse. Combien de fois cependant n'ont-ils pas prouvé leur inviolable attachement pour la Race auguste qui depuis tant de siècles porte le sceptre de Clovis ? Combien de fois n'ont-ils pas maintenu , au péril même de leur vie , les droits sacrés de la succession au Trône , & de l'indépendance absolue de la Couronne de France ? Et que font-ils donc ces Magistrats , pour résister à leur Souverain ? C'est l'autorité du Roi qu'ils exercent , c'est en son nom qu'ils prononcent , c'est la dette de la Souveraineté qu'ils acquittent , c'est au nom de la Nation qu'ils réclament. Dépositaires des Ordonnances , Défenseurs nés des Droits de la Couronne , Gardiens des Loix & organes des Peuples , n'ont-ils pas donné dans tous les temps l'exemple d'une obéissance passive & du respect le plus profond ? Le Roi parle , & ils sont dispersés ; le Roi commande , & ils sont suspendus. On ne les entend pas même se plaindre du coup

qui les accable : l'excès du mal pourra seul un jour en faire connoître l'étendue.

Continuellement froissés entre le devoir & l'autorité ; accusés , parce qu'ils sont trop fideles ; coupables , parce qu'ils ne veulent pas manquer à leur serment ; arrachés de leurs foyers , enlevés à leurs familles , forcés de diviser leur fortune , & quelquefois renfermés dans des prisons destinées aux criminels d'Etat ; quelle résistance ont-ils jamais apportée à l'exécution des ordres particuliers que les Ministres leur ont fait signifier ? Comment les traiter de rebelles , eux qui n'ont d'autres armes que de simples protestations , d'autres défenses que leurs très-humbles remontrances , d'autre appui que leurs prieres & leurs supplications ; eux dont le dévouement entier ne se réserve que l'honneur & la conscience ; eux enfin qui , animés du même esprit que tous les Militaires du Royaume , prodigueroient leur sang & leur vie pour la conservation de leur Prince & la gloire de son regne.

Il n'est rien que le Souverain ne puisse exiger de notre amour ; il peut tout se promettre de notre fidélité ; mais qui pourroit relever les Magistrats du serment qu'ils ont fait de garder & observer les Ordonnances ?

Il en est de deux sortes. Les unes sont les Ordonnances des Rois , qui varient suivant la diversité des temps & la nature des circonstances. Les autres sont les Ordonnances du Royaume , les Coutumes , & les Capitulations des Provinces. Ces Ordonnances , ces Coutumes , ces Capitulations ne peuvent être changées ni altérées ,

rées, ou parce qu'elles tiennent à la constitution de la Monarchie, & parce qu'elles ont été formées sur les demandes des Etats, ou parce qu'elles sont la condition irritante sous laquelle les Provinces ont été unies & incorporées à la Couronne. C'est un Contrat synallagmatique; & le Monarque ne peut pas plus y donner atteinte, que les Peuples se soustraire à leur serment de fidélité. Voilà les Ordonnances que nous sommes spécialement chargés sur notre honneur & notre conscience de conserver, au péril même d'encourir la disgrâce du Souverain. La Nation pourroit nous demander compte de notre ministère, nous accuser de prévarication, & le Roi lui-même nous reprocher un jour notre foiblesse. L'honneur, oui l'honneur est plus impérieux que l'autorité; & s'il falloit abandonner la cause des Loix pour se prêter avec complaisance aux projets désastreux qui ont interrompu le cours de la Justice, aucun des Membres de la Cour ne balanceroit à offrir le généreux sacrifice d'un état qu'il ne pourroit plus exercer sans rougir. Les ames viles se laissent corrompre par de grandes promesses; les ames nobles se ressemblent toujours à elles-mêmes, & la pureté de leurs intentions est la règle de leur conduite.

Nous ne nous permettrons plus qu'une réflexion, elle est bien importante. L'administration des finances est devenue la base de tous les Gouvernemens; cet objet seul commande à tous les autres, & influe jusques sur la Législation françoise. Souvent il fait taire les Loix elles-mêmes; ce sont les besoins du moment qui ex-

posent les Tribunaux aux coups d'autorité les plus inattendus. On a suspendu l'activité des Cours Souveraines, pour se débarrasser des réclamations, toujours impuissantes, que le bien public les obligeoit de renouveler sans cesse ; on a voulu faire craindre pour la liberté, lorsqu'on se proposoit d'envahir les propriétés.

La facilité des emprunts, qui sont infailliblement le germe des Impôts, la multiplicité des Impôts, qui sont la suite nécessaire des Emprunts, ont, depuis trois Regnes, accumulé la masse énorme des engagements de l'Etat. Cette masse, semblable à ses avalanches qui tombent du haut des montagnes, s'est accrue dans la rapidité de sa chute, & a creusé un abyme effrayant, dont les Administrateurs eux-mêmes n'ont pu jusqu'ici mesurer la profondeur.

La France est obérée : mais elle n'est pas sans ressource. La plus forte, comme la plus prompte, est dans le cœur des François. Henri IV, l'idole de la France, n'en connoissoit point de plus assurée. S'il dut une partie de la gloire de son regne au Ministre vertueux qu'il honora de sa confiance & de son amitié, le Roi s'applaudira un jour d'avoir rappelé au pied du Trône un Ministre qui va s'efforcer de marcher sur les traces de Sully. On reconnoît en lui le même caractère, la même austérité de mœurs, le même esprit d'ordre & d'économie, la même prudence, les mêmes principes. Récompensé d'avance, & selon son cœur, par l'enthousiasme général, il se dévouera tout entier à la Patrie qu'il a volontairement adoptée. Il répondra à l'attente d'un grand Peuple, qui n'a plus désespéré de ses maux,

du moment que l'administration des Finances lui a été rendue : il répondra à l'attente d'un grand Roi, qui compte assez sur sa vertu, pour le placer dans ses Conseils. L'énergie de son ame acquittera sa reconnoissance envers la France & son Souverain, en donnant un nouveau degré d'activité aux talens qu'il a déjà si heureusement développés.

Il n'a pas craint de dire au Roi ce que le Roi s'étoit déjà dit à lui-même. Que c'est à la Nation à acquitter la dette de la Nation. Qu'il s'est engagé à convoquer les Etats Généraux du Royaume ; que sa parole est sacrée. Il ne restoit plus qu'à en publier la convocation. Le Roi en fixe aujourd'hui l'époque. C'étoit le seul remède à l'état de langueur où la France entière est réduite.

Un Roi n'est jamais plus grand qu'au milieu de son peuple. C'est dans cette noble assemblée qu'il entend de la bouche même de ses Sujets les motifs de leurs alarmes, la cause de leurs malheurs, les moyens de les réparer. La Nation ne peut faire parvenir jusqu'au trône ses plaintes & ses supplications. Elles sont presque toujours affoiblies ou mal interprêtées par l'organe des Ministres chargés de les présenter dans les conseils. Un Souverain, attentif à la voix du peuple dont il est chéri, juge par lui-même de sa situation, de ses ressources, de ses besoins & de ses efforts. Il reconnoît qu'il suffit de sa présence pour exciter les François à lui donner des preuves éclatantes de leur dévouement.

Non, la Nation n'a pas besoin d'être régénérée : elle est encore la même. Ce sont toujours

tes anciens Francs, qui ont élevé Clovis sur le pavois , & qui ont appelé librement Hugues Capét à la Couronne: le successeur de Louis XII & de Henri IV trouvera dans tous les cœurs les mêmes sentimens , la même fidélité , le même amour.

La Nation se contemple elle-même dans le Prince qui la gouverne. Elle voit avec complaisance dans son auguste Personne, cette longue succession de Monarques, dont aucun peuple ne peut présenter une suite aussi nombreuse. Elle en attend les mêmes vertus. Ses espérances se sont réalisées. Les exemples de tant de Rois suffisoient pour convaincre leur successeur, qu'un Souverain se couronne de gloire aux yeux de l'univers, en détruisant son propre ouvrage, lorsqu'il reconnoît qu'on a voulu faire illusion à sa sagesse.

Ce Prince si grand, si magnanime, & qui peut marcher de pair avec tous les héros de l'antiquité; ce Conquérant de l'Europe presque entière, qui a porté le nom François au plus haut degré d'élévation; cet Empereur enfin si jaloux de son autorité, mais plus jaloux encore de faire éclater sa justice; Charlemagne, après avoir déployé toute sa puissance pour opérer une révolution qu'il croyoit utile, assembla la Nation & ne rougit pas de déclarer, en sa présence, qu'il renonçoit à ce projet (1); qu'il venoit se réformer lui-même, & laisser ce grand exemple à ses successeurs.

(1) *Nosmetipsos corrigentes, & posteris nostris exemplum dantes. Capitul.*

Charles V, encore Dauphin, & Régent du Royaume, après avoir destitué le Chancelier *Pierre la Forest*, le premier Président *Simon de Buffy*, & un grand nombre de Magistrats, sur de fausses inculpations, rendit, en plein Parlement, cet Arrêt d'éternelle mémoire.

« Nous, sans avoir été requis, ains de notre » pur & noble office, auquel appartient de rap- » peller & corriger tant notre fait comme l'au- » trui, toutes fois que connoissons qu'en icelui » justice a été blessée ou pervertie, spécialement » en grévant & opprimant l'innocence par fausse » & calomnieuse suggestion, avons, de notre » propre bouche, déclaré la privation par nous » faite, avoir procédé de fait seulement, & » non de droit ne de raison...., &c ».

Un aveu aussi noble fit autant d'honneur au Régent qu'aux Magistrats. Mais Charles V fut surnommé le *Sage*.

Louis XIII, à l'instigation du Cardinal de Richelieu, exila, destitua, fit condamner par une commission, & exécuter en effigie plusieurs Membres de son Parlement. Le nom que je porte ne m'imposera pas silence, & j'oserai dire que le Chancelier Séguier, trop asservi aux volontés du Cardinal, oublia ce qu'il devoit à la dignité dont il étoit revêtu, & ce qu'il se devoit à lui-même. Les Rois veulent le bien : c'est l'influence du Ministère qui les trompe. Le Cardinal mourut : la vérité sortit du nuage où elle étoit enveloppée. Louis XIII se repentit d'avoir trop écouté son premier Ministre. Attaqué d'une maladie mortelle, en ce moment où les Rois de la terre, près de rendre compte du pouvoir qui

leur avoit été confié, portent des regards inquiets sur leur conduite, & pesent leurs actions au poids du Sanctuaire, Louis XIII manda le Parlement à Saint-Germain-en-Laye. La Cour fut introduite dans la Chambre du Roi. La Reine, assise au pied de son lit, tenoit M. le Dauphin sur ses genoux. Tous les Officiers de la Couronne, les Grands du Royaume, les Ministres étoient présens. Louis XIII déclara qu'il vouloit que les Membres du Parlement qu'il avoit fait absenter, & dont les charges avoient été supprimées, fussent rétablis. Il commanda aux Gens du Roi de le faire obéir; &, quoiqu'une parole aussi solemnelle fût plus que suffisante, trois jours après il adressa au Parlement une Déclaration sur ce prompt rétablissement.

Si Charles V fut surnommé le *Sage*, Louis XIII fut surnommé le *Juste*: noms précieux que la postérité leur a conservés.

Telles sont les sublimes leçons que nos anciens Rois ont laissées à leurs augustes Successeurs. Le Roi n'a eu besoin, pour les suivre, que de se livrer à l'impulsion de son âme. Il a pris conseil de cette sagesse héréditaire qui ne craint pas d'avouer qu'elle a été trompée: il s'est approprié cet héroïsme si digne d'être imité.

Avoir suspendu, c'est avoir abandonné le projet chimérique de rétablissement de cette Cour Pléniaire, qui n'a jamais existé comme Cour de Justice ou de Législation, qui est incompatible avec la Police générale du Royaume, qui est destructive de tous les concordats passés avec les Provinces réunies à la Couronne. Véritable Colosse de puissance, s'il pouvoit exister jamais;

d'argile dans le principe , mais qui pourroit un jour se changer en airain, & couvrir de son ombre , ou écraser de son poids le trône , au pied duquel il auroit été élevé.

Avec quelle satisfaction la Nation ne voit-elle pas son Roi marcher aujourd'hui sur les traces de Charlemagne, de Charles V, de Louis XIII , & donner à la postérité le nouvel exemple d'un Roi qui aura eu le courage de se réformer lui-même ! Les droits de l'autorité sont inaliénables ; ils seront toujours respectés. Les droits de la nation sont imprescriptibles ; elle ne craindra jamais d'offenser un Roi juste en les réclamant. Il écouterà ses vœux & ses doléances ; il ne consultera que la bonté de son cœur.

Déjà, sur l'espoir de la nouvelle Administration, la confiance altérée se rétablit, le crédit chancelant sort de son assoupissement, le commerce renouvelle ses spéculations, & reprend son activité. Le rétablissement des Cours souveraines achevera de dissiper le deuil & la tristesse. Un cri d'allégresse s'est élevé dans la Capitale, qui va retentir jusqu'aux extrémités du Royaume. Les craintes , les inquiétudes , les alarmes , la terreur & l'effroi , vont se perdre dans les transports de la joie universelle. Tous les cœurs réunis béniront la main bienfaisante qui a dissipé l'orage dont la France étoit menacée. Le Roi jouira une seconde fois de son ouvrage. Tous ses sujets seront heureux. Lui-même partagera la félicité de son peuple ; & la Nation, en consacrant dans ses fastes le souvenir de ce grand événement, apprendra à nos derniers neveux , que si les Rois ne sont pas à l'abri de la surprise ,

ils se montrent plus dignes de l'amour & de la vénération de leurs Sujets, lorsqu'ils ont le courage de renoncer à ces révolutions politiques, préparées dans le silence, combinées avec artifice, exécutées avec éclat, & plutôt conçues pour satisfaire l'intérêt ou l'ambition des Ministres qui les dirigent, que pour opérer le bien public, & ajouter à la gloire ou au bonheur du Souverain.

Nous laissons à la Cour la déclaration avec la lettre de cachet du Roi, envoyée sur icelle, & les conclusions par nous prises par écrit sur ladite déclaration.

Et se font les Gens du Roi retirés.

Eux retirés.

Lecture faite de la lettre de cachet du Roi & de ladite déclaration, ensemble des conclusions du Procureur-Général du Roi par lui prises par écrit sur icelle.

La matiere sur ce mise en délibération.

Il a été arrêté que la délibération seroit continuée à demain Jeudi 25, jour auquel les Princes & Pairs seront invités à venir prendre leur place en la Cour.

M. d'Ammécourt, Rapporteur de la Cour, fit rapport des Provisions de M. de Barentin, Garde des Sceaux; elles furent enregistrées unanimement.

Ensuite un de Messieurs dénonça à la Cour les excès, violences & meurtres commis dans la ville de Paris, depuis le 26 Août dernier.

Il fut arrêté que le sieur Dubois, Commandant du Guet, & M. de Crosne, Lieutenant de Police, seroient mandés à l'instant en la Cour, pour donner des éclaircissemens sur ces faits, & que M. le Duc de Biron seroit invité à venir, le lendemain, prendre sa place en la Cour.

Deux Huissiers de la Cour se transporterent chez M. le Lieutenant de Police & chez le Commandant du Guet. Ce dernier, s'étant excusé sur une attaque de goutte, envoya à sa place le Major de sa Troupe, qui fit lecture d'une espece de procès-verbal des événemens. M. de Crosne étant entré ensuite, donna très-peu d'éclaircissemens.

Sur quoi, la matiere mise en délibération, la Cour a reçu le Procureur Général du Roi plaignant des excès, violences & meurtres, commis dans la ville de Paris, depuis le 26 Août dernier, a ordonné qu'il seroit informé, même en temps de Vacations, desdits faits, circonstances & dépendances, pour ladite information rapportée, être par la Cour ordonné ce qu'il appartiendra.

La Séance se termina à quatre heures & demie. La foule étoit immense. Les salles & les cours du Palais étoient remplies d'un peuple innombrable; les cris de joie & les applaudissemens retentissoient de toutes parts. En ce moment, les Magistrats recueillirent le témoignage non suspect de la satisfaction universelle; juste récompense de leur zele & de leur dévouement au bien public, & la seule qui soit digne de leurs vertus patriotiques.

Le jeudi 25, la Cour entra à huit heures. Il

ne s'y trouva qu'un de MM. les Ducs de plus que la veille, M. le Duc de Noailles.

M. Fréteau, un des quatre Conseillers enlevés, arriva au Palais à huit heures, au milieu des applaudissemens du public. Les ordres étoient partis pour les trois autres ; mais l'éloignement du lieu de leur détention n'a pas permis un retour aussi prompt.

La Séance a commencé par la lecture des procès-verbaux de ce qui s'étoit passé depuis le 3 Mai. On a ordonné que les Protestations des 3 Mai & 15 Septembre, ensemble les lettres de Messieurs, seroient annexées aux registres de la Cour.

Ensuite M. le Duc de Piney a dit qu'il étoit chargé de déclarer à la Cour que les Pairs avoient fait les mêmes Protestations que le Parlement, & de demander qu'elles fussent pareillement annexées aux registres.

M. de Praslin demanda également que sa lettre originale écrite au Roi, & à lui renvoyée avec la réponse de Sa Majesté, fût également insérée audit registre.

M. Fréteau de Saint-Just a dit, que la grande exactitude que la Cour apportoit à la rédaction de ses procès-verbaux l'engageoit à demander à M. le Premier Président de lui permettre de prendre en communication ceux dressés lors de son enlèvement, pour pouvoir donner ensuite à la Cour quelques éclaircissemens sur certains faits qui auroient pu lui avoir été mal rendus en son absence.

M. le Premier Président fit lecture d'une lettre de M. de Biron, par laquelle ce Duc s'excusoit

de ne pas se rendre en la Cour pour raison de maladie.

On opina ensuite sur la Déclaration ; l'enregistrement fut ordonné avec des modifications.

Suit la teneur de ladite Déclaration.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. Animés constamment par le desir d'opérer le bien de l'Etat, nous avons adopté les projets qui nous avoient été présentés pour rendre l'administration de la Justice plus simple, plus facile & moins dispendieuse. Ce sont ces différentes vues qui avoient été le motif des loix enregistrées en notre présence le 8 Mai dernier; nous n'avions eu pour but, en adoptant ces loix, que la perfection de l'ordre & le plus grand avantage de nos peuples : ainsi les mêmes sentimens ont dû nous engager à prêter toute notre attention aux diverses représentations qui nous ont été faites; & conformément aux vues que nous avons toujours annoncées, elles ont servi à Nous faire connoître des inconvéniens qui ne Nous avoient pas d'abord frappés; & puisque différentes considérations Nous ont engagés à rapprocher le terme des Etats-Généraux, & qu'incessamment Nous allons jouir du secours des lumières de la Nation, Nous avons cru pouvoir renvoyer jusqu'à cette époque prochaine l'accomplissement de nos vues bienfaisantes. Rien ne pourra nous détourner de la ferme intention où nous sommes de diminuer les frais des contestations civiles, de simplifier les formes des procédures, & de

remédier aux inconvéniens inséparables de l'éloignement où sont plusieurs provinces, des Tribunaux supérieurs; mais comme nous ne tenons essentiellement qu'au plus grand bien de nos peuples, aujourd'hui que le rapprochement des Etats-Généraux nous offre un moyen d'atteindre à notre but, avec cet accord qui naît de la confiance publique, nous ne changeons point; mais nous remplissons plus sûrement nos intentions, en remettant nos dernières résolutions jusqu'après la tenue des Etats-Généraux. C'est par ce motif, que nous nous déterminons à rétablir tous les Tribunaux dans leur ancien état, jusqu'au moment où, éclairés par la Nation assemblée, nous pourrons adopter un plan fixe & immuable. Nous n'attendrons pas cette époque, pour réformer quelques dispositions de la Jurisprudence criminelle, qui intéressent notre humanité, & nous enverrons incessamment à nos Cours une loi, où en profitant des observations qui nous ont été faites, nous satisferons le vœu de notre cœur d'une manière plus étendue que nous ne l'avions fait dans celle du 8 Mai, & nous éviterons en même tems les inconvéniens attachés à l'une des dispositions que nous avons adoptées. Le bien est difficile à faire, nous en acquérons chaque jour la triste expérience; mais nous ne nous lasserons jamais de le vouloir & de le chercher. Nous invitons nos Cours à seconder les diverses intentions que nous venons de manifester, en nous éclairant elles-mêmes sur les moyens les plus efficaces, pour perfectionner l'administration de la Justice, & nous nous confions assez à la pureté de leur

zele pour être persuadé qu'elles ne seront arrêtées par aucune considération personnelle. Le moment est venu, où tous les ordres de l'Etat doivent concourir au bien public, & nos Cours se plaisent à donner l'exemple de cette impartialité, qui peut seule conduire à une fin si désirable. Nous comptons parmi les devoirs essentiels de notre Justice de prendre sous notre protection la plus spéciale, ceux de nos sujets qui, par leur zele & leur obéissance, ont concouru à l'exécution des volontés que nous avons manifestées ; & quand nous éloignons de notre souvenir tout ce qui pourroit nous distraire des véritables intérêts de nos sujets, nous ne pourrions supporter qu'aucun sentiment étranger au bien public vînt contrarier les vues de sagesse, de justice & de bonté, que nous avons consignées dans cette loi, & que nos Cours doivent adopter avec une fidelle reconnoissance. A CES CAUSES, & autres à ce Nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, Nous avons dit, déclaré & ordonné ; & par ces présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & Nous p'aît ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

Nous voulons & ordonnons que l'assemblée des Etats-Généraux ait lieu dans le courant de Janvier de l'année prochaine.

II. ORDONNONS en conséquence que tous les Officiers de nos Cours, sans aucune exception, continuent d'exercer, comme ci-devant, les fonctions de leurs offices.

III. VOULONS pareillement qu'il ne soit rien innové dans l'ordre des Jurisdiccions, tant ordinaires, que d'attribution & d'exception, tel qu'il étoit établi avant le mois de Mai dernier.

IV. PRESCRIVONS néanmoins que tous les Jugemens, soit civils, soit criminels, qui pourroient avoir été rendus dans les Tribunaux créés à cette époque, soient exécutés suivant leur forme & teneur.

V. N'ENTENDONS point cependant interdire aux Parties la faculté de se pourvoir, par les voies de droit, contre lesdits Jugemens.

VI. IMPOSONS un silence absolu à nos Procureurs - Généraux & autres nos Procureurs, en ce qui concerne l'exécution des précédens Edits.

VII. AVONS dérogé & dérogeons à toutes choses contraires à notre présente Déclaration. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles exécuter selon sa forme & teneur; cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, & nonobstant toutes choses à ce contraires: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre sceau à celdites présentes. Donné à Versailles le vingt troisieme jour du mois de Septembre, l'an de grace mil sept cent quatre-vingt-huit, & de notre regne le quinzieme. Signé LOUIS. Et plus bas: Par le Roi, LAURENT DE VILLEDEUIL. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

La Cour, persistant dans les principes qui ont dicté

ses Arrêts des 3 & 5 Mai dernier, & dans ses dé-
 libérations subséquentes, oui & ce requérant le Pro-
 cureur-Général du Roi, ordonne que ladite Décla-
 ration sera enregistrée au Greffe de la Cour, pour être
 exécutée selon sa forme & teneur, sans que l'on puisse
 induire du préambule ni d'aucuns des articles de la-
 dite Déclaration, que la Cour eût besoin d'un ré-
 tablissement pour reprendre des fonctions que la vio-
 lence seule avoit suspendues ; sans que le silence im-
 posé au Procureur-Général du Roi, relativement à
 l'exécution des Ordonnances, Edits & Déclarations
 du 8 Mai dernier, puissent empêcher la Cour de
 prendre connoissance des délits que la Cour seroit
 dans l'obligation de poursuivre ; sans que l'on puisse
 induire des articles IV & V que les Jugemens y
 mentionnés ne soient pas sujets à l'appel ; & sans
 qu'aucuns de ceux qui n'auroient pas subi examen
 & prêté serment en la Cour, suivant les Ordonnan-
 ces, Arrêts & Réglemens de ladite Cour, puissent
 exercer les fonctions de Juges dans les Tribunaux
 inférieurs ; & ne cessera ladite Cour, conformément
 à son Arrêté du 3 Mai dernier, de réclamer pour
 que les Etats-Généraux, indiqués pour le mois de
 Janvier prochain, soient régulièrement convoqués
 & composés, & ce, suivant la forme observée en
 1614 ; & copies collationnées de ladite Déclaration
 envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort
 pour y être pareillement lue, publiée & enregistrée :
 Enjoint aux Substituts du Procureur-Général du
 Roi esdits Sièges d'y tenir la main & d'en certifier
 la Cour dans le mois, suivant l'Arrêt de ce jour.
 A Paris, en Parlement, toutes les Chambres assem-
 blées, les Pairs y s'étant, le 25 Septembre 1788.
 Signé LEBRET.

Ensuite la Cour prit les deux Arrêtés suivans.

LA Cour a arrêté que M. le premier Président fera chargé de se retirer pardevant le Roi, à l'effet de lui représenter que son Parlement, animé de zele pour son service & d'amour pour la justice, ne peut se dispenser de le supplier de permettre à son Parlement de continuer, pendant le tems des vacations présentes, le service ordinaire, à l'effet de venir au secours des sujets du Roi, & de faire cesser des maux qu'ils ont éprouvés par l'interruption forcée de l'administration de la Justice.

Arrêté dudit jour.

La Cour a arrêté que le Roi fera très-humblement supplié de rendre la liberté aux Magistrats & Officiers inférieurs, & aux Citoyens de tous les ordres de la société qui peuvent se trouver encore dans les prisons d'Etat, ou éloignés de leur domicile, à l'occasion des derniers troubles dont le Roi veut éteindre le souvenir.

De rendre justice à tous ceux de ses sujets, sur la fidélité desquels on a voulu élever des nuages, & qui se trouvent, par l'effet des intrigues ministérielles, privés de leur état & dignité, comme aussi de rétablir les nobles & généreux Militaires, que la pureté & la délicatesse de leurs sentimens ont forcés de se démettre de leurs emplois.

M. le Président de la premiere Chambre des Enquêtes proposa, au nom de sa Chambre, de mettre en délibération s'il ne convenoit pas d'adresser

d'adresser des remerciemens à M. le Premier Président du zele infatigable que ce Magistrat avoit manifesté dans les circonstances difficiles où la Compagnie s'étoit trouvée.

Les remerciemens les plus sinceres ont été arrêtés par acclamation universelle.

**DÉNONCIATION de MM. DE BRIENNE
& DE LAMOIGNON.**

Un de Messieurs (1), portant la parole , a dit :

MONSIEUR,

DE tous les devoirs des Cours souveraines, les plus grands, & dont l'observation est la plus essentielle, sont ceux qui tiennent le plus au maintien de la tranquillité publique & des droits de la Nation.

La Cour manqueroit dans ce moment à un de ces devoirs sacrés ; elle manqueroit au Roi , à l'Etat , aux Loix , à elle-même , si elle ne s'occupoit de la maniere la plus sévere des moyens d'empêcher que la Nation ne tombe dans la suite dans une crise pareille à celle qui a été dernièrement sur le point de la perdre.

Un de ces moyens, est de rendre plus sensible que jamais cette importante maxime , sur laquelle est fondé le repos des Empires ; « que » c'est le plus grand des crimes d'entreprendre » d'en renverser les loix ».

(1) M. Bodkin de Filz-Gérald.

Ne pas fixer l'attention publique sur cette matière , ce seroit assurer de l'impunité , & par conséquent encourager les Ministres qui seroient encore capables de sacrifier les intérêts des peuples aux intérêts des différentes personnes en crédit , & de verser le sang des Citoyens pour anéantir les droits de la Nation.

Tout alors se réuniroit auprès des Ministres , pour les engager dans des tentatives désastreuses.

Quelles dignes pourroient les arrêter , puisque , même en ne réunissant pas , ils auroient la certitude d'une retraite paisible ; dans laquelle ils jouiroient des grâces dont eux-mêmes se feroient couverts , & des fruits de leurs déprédations !

Si au contraire quelques-unes de ces circonstances , qui se réussissent quelquefois pour le malheur des peuples , secondoient leurs projets , une faveur soutenue , leur ambition toujours contentée seroit le prix de leurs coupables succès.

Les désastres qui font gémir toute la France , ne prouvent que trop l'influence des Ministres mal-intentionnés , sur le sort des Nations.

Eh ! sous quel regne ne feroient-ils pas éprover aux peuples le poids du malheur , puisqu'ils y sont parvenus sous celui d'un Roi , dont les intentions bienfaisantes sont connues , & qui , s'il n'avoit été cruellement trompé sous l'apparence du bien de ses sujets , (prétexte toujours puissant sur un bon Roi) n'auroit jamais consenti à de prétendus actes de législation , dont l'exécution a fait couler le sang des Citoyens ,

de ces mêmes Citoyens, qui, suivant le discours de M. le Garde des sceaux au Lit de Justice du 8 Mai devoient applaudir aux nouvelles Ordonnances.

Sans doute les dépositaires actuels de l'autorité s'empresseront de réparer les maux faits par leurs prédécesseurs ; mais ils peuvent se trouver remplacés par des Ministres qui tenteroient de renouveler les dernières calamités, si la Cour ne prévenoit les excès auxquels ils pourroient se porter, en montrant qu'ils en seroient responsables.

Si les Ministres n'étoient pas responsables, le sort des Rois seroit affreux ; ils resteroient chargés des malédictions du peuple, que ces mêmes Ministres auroient seuls méritées.

« Celui qui exécute, a dit Montesquieu, ne peut exécuter mal, sans avoir des Conseillers méchans, qui haïssent les loix, comme Ministres, quoiqu'elles les favorisent comme hommes ; ceux-ci peuvent être recherchés & punis ». Aussi la Cour a-t-elle montré plusieurs fois qu'elle étoit persuadée que les Ministres devant être les premiers protecteurs des loix aux pieds du trône, ils étoient coupables, non-seulement, lorsqu'ils essayoient de les renverser, mais même lorsqu'ils cessoient d'en être les appuis. Le Chancelier *Poyet*, le Chancelier *Duprat*, Archevêque de Sens, & tant d'autres généralement connus, en font la preuve.

Les faits, sur lesquels ces Ministres furent poursuivis, étoient bien criminels ; mais combien ne le sont pas davantage ceux dont je vais mettre le tableau sous les yeux de la Cour, &

dont les auteurs sont MM. *de Lamoignon & de Brienne*. On ne peut séparer ces deux Ministres, puisque l'un possédant la place de Gardes des Sceaux, & l'autre celle de principal Ministre & de Chef du Conseil des finances, ils ont présidé ensemble aux dernières opérations du Gouvernement, ont concouru à tromper le Roi, & sont également accusés par l'opinion publique.

D'après ces considérations, j'ai l'honneur de déférer à la Cour, 1°. la résolution prouvée de ces deux Ministres d'anéantir les droits constitutionnels de la Nation, par un système général, qui a commencé à être public dans la séance du 19 Novembre 1787.

Le faux matériel qu'ils ont commis à l'occasion de l'Emprunt du même jour, qui porte *enregistré*, quoiqu'il n'y ait pas eu d'enregistrement; 2°. Les manœuvres perfides, par lesquelles ils ont attiré la disgrâce du Roi sur un Prince de son Sang, & sur deux Magistrats qui n'avoient fait qu'employer leur zèle, de la manière la plus modérée, à exposer à Sa Majesté la vérité des principes, & le respect dû aux droits de la Nation.

3°. L'établissement du système de la seule volonté, dans les réponses qu'ils ont surprises au Roi, & les attaques qu'ils ont portées aux principes qui assurent la liberté individuelle des Citoyens.

4°. L'abus d'autorité auquel ils ont porté le Roi, par l'enlèvement de MM. Duval d'Épremeuil & Goislard de Montsabert, exécuté par le sieur Vincent d'Agoult, au milieu de la Cour des Pairs,

5°. Le renversement des principes constitutionnels au Lit de Justice du 8 Mai;

La violation des capitulations des Provinces, en persuadant au Roi qu'elles étoient respectées;

L'attribution du droit d'enregistrement des emprunts & des impôts à une Cour Plénière constituée de la manière la plus illégale, quoique le Roi ait déclaré, peu de temps après, qu'aucune Cour ne pouvoit suppléer la Nation;

L'atteinte portée à l'inamovibilité des Offices, & aux Tribunaux d'exception consacrés par la Nation;

Enfin le mépris pour la vie des citoyens, poussé au point d'attribuer aux grands Bailliages le Jugement à mort au nombre de sept Juges.

6°. Le faux d'un Imprimé, portant que ces Edits étoient enregistrés, ce requérant le Procureur Général du Roi, qui n'a requis l'enregistrement d'aucuns, & s'est opposé au dernier.

7°. Les actes d'autorité auxquels ils ont porté le Roi contre toutes les Cours souveraines, & l'usage qu'ils ont fait des lettres de cachet, en privant de la liberté une foule de Citoyens, de Magistrats & douze Gentilshommes Bretons, dépositaires des vœux & des réclamations de leur Province.

8°. Leurs tentatives pour s'emparer de l'opinion du peuple, en protégeant des Ecrits scandaleux & séditieux contre les Magistrats, & en défendant, sous les peines les plus sévères, d'imprimer les réponses à ces calomnies.

9°. L'erreur dans laquelle ils ont induit le Roi & le public, en affirmant que les fonds

étoient assurés pour plus d'un an, tandis que, peu de temps après, les paiemens ont été suspendus.

10°. Le sang des Citoyens qu'ils ont fait répandre pour l'établissement des nouvelles Loix.

11°. Enfin la privation de la Justice, première dette du Souverain, qu'ils ont refusée, pendant plus de quatre mois, à vingt-quatre millions d'hommes; suspension affreuse, dont il est résulté le désordre dans toutes les fortunes, la ruine du Commerce, l'impunité des coupables & le désespoir des innocens.

On ne peut fixer les regards sur le tableau de tant de crimes, & concevoir qu'ils ont été commis par deux Ministres en un an de ministère; la vraisemblance manque, pour ainsi dire, à la vérité.

Ces Ministres ne peuvent rester impunis, & la Nation n'aura pas ce reproche à faire à la Cour, qui a prouvé plusieurs fois qu'elle étoit persuadée que plus les coupables étoient puissans, plus ils étoient dangereux, & plus l'exemple de leur punition étoit nécessaire à la tranquillité publique.

Si dans des siècles d'ignorance & de préjugés la Cour s'est montrée instruite des droits de la Nation, & les a soutenus avec la plus grande fermeté, quelles espérances ne doit-on pas concevoir sur la manière dont elle les soutiendra dans un temps où le progrès des lumières, d'accord avec les intérêts du Souverain & des Peuples, lui prescrivent d'instruire un procès que l'opinion publique a pour ainsi dire commencé.

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien mettre en délibération ce qu'il convient de faire sur mon récit.

Sur ce, la matiere mise en délibération, il a été rendu l'Arrêt suivant.

La Cour reçoit le Procureur Général plaignant des faits contenus dans le récit d'un de Messieurs, circonstances & dépendances, lui donne acte de ladite plainte, & lui permet d'informer, pour l'information faite & rapportée en la Cour, être ordonné ce qu'il appartiendra.

Le samedi 27, les Chambres assemblées, les Pairs y séant, M. le Premier Président rendit compte de sa mission à Versailles, & fit lecture de la Réponse du Roi, conçue en ces termes :

La continuation des services de mon Parlement ne seroit pas utile, à cause des délais nécessaires pour mettre les affaires en état. Mon intention est qu'il soit procédé à l'enregistrement de ma Déclaration portant *Etablissement de la Chambre des Vacations*. J'ai autorisé les Procureurs & les Huissiers à faire, pendant sa durée, des significations, pour que les procès puissent être à portée d'être jugés au moment de la rentrée. Ma bonté avoit prévenu le vœu de mon Parlement, en rappelant les personnes que j'avois jugé à propos d'éloigner. La distribution des grâces & la discipline militaire sont des objets étrangers à mon Parlement.

Ensuite les Gens du Roi étant entrés, M^e Antoine-Louis Séguier portant la parole, ont dit :

MESSIEURS,

Nous apportons à la Cour une Déclaration du Roi, pour la Chambre des Vacations du Parlement.

L'établissement de cette Chambre annonce à la France le retour si désiré de ces jours calmes & tranquilles, où le Citoyen, sous l'égide de la Loi, trouvoit dans les Tribunaux inférieurs, des Juges non pas décorés de la pourpre, mais environnés de l'estime & de la confiance publique; des Juges en garde contre l'injustice & la surprise, & dans l'heureuse impuissance de se réformer eux-mêmes; des Juges instruits & gradués, qui ne peuvent être unis que pour concourir à l'intérêt général; des Juges enfin qui, surveillés sans cesse par les Magistrats supérieurs, prononcent avec sécurité, parce que les Parties sont assurées de trouver, dans les Dépositaires de l'autorité souveraine, une ressource contre les erreurs involontaires, mais inséparables de la foiblesse de l'esprit humain.

Le Magistrat, nommé pour remplir la dignité éminente de Garde des Sceaux, prouve que le Roi, dans sa sagesse, a préféré la Restauration entière de l'ordre ancien de la Magistrature, aux vues ambitieuses & destructives que l'animosité & l'artifice avoient pu lui suggérer.

Les talens de M. le Garde des Sceaux vous sont connus; nous les avons vu se former dans les pénibles fonctions du Ministère public. Une conduite toujours pure & mesurée, son assiduité au travail & la modération, l'avoient placé à la tête d'une Cour qui le regretteroit

en ce moment, si son élévation n'étoit pas la juste récompense de ses vertus. Elle le verra sans crainte, ainsi que toute la Magistrature, chargé du poids de la Législation. L'attachement qu'il a toujours conservé pour le maintien des vrais principes, les exemples domestiques qu'il trouvera dans sa propre famille, & sur-tout ceux d'un oncle (1) dont les lumieres, la justice & l'intégrité sont l'ornement de ce premier Sénat du Royaume; cet heureux concours de vertus patriotiques font espérer à tous les Tribunaux, que désormais à l'abri des révolutions sur lesquelles la vanité ou la présomption établissent leur renommée, les Loix affermies reprendront leur activité, & le Roi jouira lui-même de la douce satisfaction de rendre son Peuple heureux, par la confiance qu'inspire la protection & la stabilité de la Loi.

Nous laissons à la Cour la Déclaration avec la Lettre de cachet du Roi, envoyée sur icelle, & les conclusions par nous prises par écrit sur ladite Déclaration.

Et se font les Gens du Roi retirés.

Eux retirés.

Lecture faite de la Lettre de cachet du Roi & de ladite Déclaration, ensemble des conclusions du Procureur Général du Roi par lui prises par écrit, sur icelle.

La matiere mise en délibération.

La Cour a ordonné l'enregistrement de ladite Déclaration.

(1) M. d'Ormesson.

*Suit la teneur de ladite Déclaration, & de
l'Arrêt d'enregistrement d'icelle.*

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris; SALUT. Etant nécessaire de pourvoir au service accoutumé de la Chambre des Vacations, Nous avons ordonné & ordonnons qu'il soit tenu une Chambre des Vacations pour commencer ses Séances au premier jour après l'enregistrement des présentes, & continuer jusqu'au 8 Novembre inclusivement, & à cet effet, Nous avons commis, ordonné & député, com-mettons, ordonnons & députons nos amés & féaux Conseillers Présidens de notre Cour de Parlement, les sieurs Boschard de Saron & de Gourgues, pour, conjointement & en l'absence l'un de l'autre, avec nos amés & féaux les sieurs le Coigneux, de Constance, Lefebvre d'Ame-court, Titon, Glatigny, Robert de Saint-Vin-cent, Nouet, Dionis, Serre de Saint-Roman, le Riche de Chevigné, Clément de Verneuil, Langlois de Pommeuse, Camus & Clement de Blavette, Conseillers en ladite Cour, composer & tenir ladite Chambre des Vacations, depuis le premier jour d'après l'enregistrement de notre présente Déclaration, suivant le pouvoir attribué par notre Edit du mois d'Août 1669, & les Réglemens sur ce intervenus, aux Présidens & Conseillers de ladite Chambre des Vacations. Desirant pourvoir à ce que, par l'indisposition desdits Conseillers, le cours de la Justice ne soit retardé, Nous voulons & entendons que quatre

Conseillers de chacune des trois Chambres des Enquêtes qui ont été nommés par nos ordres en la maniere accoutumée, puissent entrer, avoir séance & voix délibérative dans toutes les affaires civiles & criminelles qui se jugeront à l'Audience & par écrit dans ladite Chambre des Vacations, même y faire le rapport des Procès qui leur auront été ou seront distribués, & avons à cet effet autorisé & autorisons les Jugemens qui seront par eux rendus; voulons & Nous plaît qu'ils soient de même force & vertu que s'ils étoient donnés en notre Cour de Parlement: Voulons en outre que les Mercredi & Vendredi de chaque semaine, ou autres jours qui seront réglés par lesdits Présidens en notre Chambre des Vacations, il se donne des Audiences à huis clos en ladite Chambre pour toutes les affaires provisoires, d'instruction, opposition à l'exécution des Arrêts de défenses & autres qui se trouvent requérir célérité, lesquelles seront plaidées par Procureurs, sans ministère d'Avocats, si ce n'est qu'il en ait été autrement ordonné: Et pour en faciliter l'expédition, seront par chacune semaine fait des rôles en papier par le Président qui présidera en ladite Chambre des Vacations, & de lui seulement signés, lesquels seront publiés à la Barre de notre dite Cour, deux jours au moins avant que d'être plaidés, par le premier Huissier, & par lui communiqués en la forme ordinaire, & ensuite mis entre les mains de l'Huissier de service: le tout sans autres frais ni droits que ceux qu'on a accoutumé de taxer aux Huissiers pour appeler les Causes à la Barre: & en cas qu'il soit

Fête les Mercredis ou Vendredis , l'Audience sera tenue les Mardi & Jeudi précédens , sans que les Causes qui resteront à plaider de ces Rôles puissent être appointées par aucun appointement général , mais seront mises dans les suivans : & après que ces Rôles auront été ainsi publiés , les défauts , & congés qui seront donnés contre les défailans ne pourront être rabattus dans la huitaine & les Parties se pourvoir par opposition ni autrement que par Requête civile. Voulant en même temps pourvoir à la plus prompte expédition des affaires après la rentrée de la Saint-Martin prochaine : nous avons autorisé & autorisons les Procureurs , & autres Officiers ministériels de notredite Cour à faire & faire faire , dès-à-présent , & en temps de Vacations , toutes les significations nécessaires , & autres actes d'instruction dans les Causes , Instances & Procès pendans en notre Cour ; dérogeant à cet effet , & pour ce regard seulement , à toutes Ordonnances & Réglemens contraires : CAR tel est notre plaisir. DONNÉ à Versailles le vingt-troisième jour du mois de Septembre l'an de grace mil sept cent quatre-vingt-huit , & de notre regne le quinzième. Signé LOUIS. Et plus bas : Par le Roi, LAURENT DE VILLEDEUIL. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Registree, oui, ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur, & pour remplir plus parfaitement les vues du Roi, & pourvoir à la plus prompte expédition des affaires à la rentrée de Saint-Martin, autorise, sous le bon plaisir du Roi, les Procureurs à obtenir &

la Chambre des Vacations les Arrêts & Ordonnances de Règlement nécessaires pour l'instruction des Instances & Procès ; & copies collationnées de ladite Déclaration envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort , pour y être pareillement lue , publiée & enregistrée : Enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roi esdits Sièges d'y tenir la main & d'en certifier la Cour dans le mois , suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris , en Parlement , toutes les Chambres assemblées , les Pairs y séant , le vingt-sept Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit.

Signé LEBRET.

Les Gens du Roi étant rentrés une seconde fois , M. Séguier portant la parole , ont dit :

MESSIEURS,

Il vient de tomber entre nos mains une des feuilles de l'Ouvrage Périodique intitulé : *Annales Politiques , civiles & littéraires , par M. Linguet , tome XV^e , N^o. CXVI.*

Cet Auteur , que sa méchanceté & ses calomnies ont forcé de s'éloigner de la France , s'est retiré dans les Pays étrangers ; & c'est de cet asyle qu'il répand avec impunité le fiel dont sa plume est abreuvée. Par une fatalité inconcevable , le Public , toujours avide de nouveauté , sur-tout quand elle est assaisonnée de tout ce que la satyre & la malignité ont de piquant , se dispute à qui jouira le plutôt de ses productions envenimées. Il s'est promis , sans doute , de remplacer ce satyrique fameux du siècle de Charles-Quint : il voudroit , comme lui , mettre à contribution les Peuples & les Couronnes ;

& dans le délire de son aveugle présomption, il s'est érigé en Censeur, en Réformateur de toutes les Nations, de tous les Corps politiques, de tous les Gouvernemens.

On lit avec surprise, dans une feuille détachée du numéro que nous venons de citer, & qui lui sert d'enveloppe, (page 3,) qu'*une franchise décente, un soin soutenu de tout rapporter à l'utilité publique, un respect constant pour les Mœurs, le Culte & le Gouvernement, sont les caractères qui ont toujours distingué & qui distingueront toujours cet Ouvrage.*

Nous ne nous attacherons pas à rechercher ce qui concerne *les Mœurs, le Culte & le Gouvernement*. Nous ne dirons rien de cette *franchise décente* dont il ose se décorer, & que les esprits les plus modérés ne craindront pas de qualifier de cynisme & d'impudence. Nous nous contenterons d'examiner avec attention s'il peut se vanter d'avoir un *soin soutenu de tout rapporter à l'utilité publique.*

Après avoir rendu compte de l'Arrêt du Conseil qui ordonnoit que les paiemens seroient faits en partie avec des billets du Trésor Royal, il compare la révolution du système à l'état où se trouvoit la France à l'époque du mois d'Août dernier. Il oppose le *silence* de la Nation lors des opérations de Law, *aux fureurs* qu'elle a fait éclater dans les circonstances actuelles. Il se demande : *à quoi cet Arrêt portoit-il atteinte ? Cet Arrêt, ajoute-t-il, (page 211) n'attentoit pas à la propriété des prêteurs : mais il leur présentoit un gage, une caution dans le billet du Trésor Royal... C'étoit des effets de la même valeur que le titre ori-*

ginal. Et par cette espece d'ironie, où il se permet de compromettre la personne du Roi, il affecte de méconnoître les Emprunts revêtus de la sanction légale, faits en vertu d'un enregistrement libre & volontaire, qui donnoit le caractère de dette de l'Etat à des sommes que la confiance des Sujets n'avoit pas craint de déposer dans les mains de leur Roi, pour subvenir aux besoins de l'administration.

Dans cette ignorance simulée, il établit deux hypothèses. *De deux choses l'une*, dit-il, (page 212) *ou les Etats Généraux hypothéqueront la France aux dissipations passées.... ou ils l'en déclareront affranchie. Dans le premier cas, la petite surcharge des billets du Trésor Royal, fabriqués en vertu de l'Arrêt du 16 Août, auroit-elle été méconnue & repoussée ? Dans le second, auroit-elle paru un motif de plus pour déterminer à cette grande, à cette importante, faut-il le dire, à cette salutaire opération ?*

Et comme la franchise & l'utilité publique, sont les caractères qui distinguent cet Ecrivain, il ajoute, (page 212) *que le seul reproche que le Ministère auroit peut-être à se faire.... pour tranquilliser les esprits, est de ne s'être pas assuré d'une Maison qui eût annoncé qu'elle reprendroit au pair les billets donnés au lieu d'argent.*

Ce préservatif innocent, on n'a pu, ni dû même songer quand il étoit praticable. Peut-être le seroit-il encore, aujourd'hui que la confiance a paru renaitre avec aussi peu de fondement réel qu'elle s'étoit éteinte.

Il faut avouer que cette supercherie ministérielle est bien digne de la bonne foi de celui qui

ose la conseiller, mais quelle est donc cette grande, cette importante, cette salutaire opération, que l'Auteur de cet Ecrit propose aux Etats Généraux assemblés ? Il n'est pas difficile d'expliquer cette énigme. Il renvoye dans une note à ce sujet, à un écrit qu'il a distribué en 1777 : & il l'a fait transcrire littéralement dans sa nouvelle Feuille.

Nous trouvons à la page 226 : *L'anéantissement de la dette publique, en France, à chaque génération, seroit une opération sage, humaine, légitime. Elle seroit chez nos voisins une banqueroute honteuse & criminelle.* Il donne la raison de cette différence capitale. *En Angleterre, c'est le Peuple qui dépense, c'est lui qui emprunte, c'est lui qui s'engage : & les Créanciers ont une hypothèque sur la Nation elle-même.* Et il avoit dit auparavant, page 225. *En France, c'est le Roi qui s'engage, & non pas le Royaume.* Et sur ce principe il voudroit qu'une voix courageuse dît au Prince, à son avènement au Trône : *Prince, c'est à porter la Couronne, & non à dresser des bilans que la Providence vous appelle ; cette Couronne, en vous arrivant est libre & pure : ne vous occupez du passé que pour le faire oublier.... la Justice & la Loi vous déclarent quitte de tout engagement pécuniaire contracté avant vous.*

Voilà les maximes affreuses que cet Ecrivain aussi audacieux qu'extravagant, ne rougit pas de donner pour base à tous les Gouvernemens. Se laissera-t-il toujours emporter par la manie d'avancer des paradoxes ? Et comment caractériser un Ecrit, où l'on conseille à un Roi de manquer aux dettes légales contractées par son Prédécesseur, où l'on suppose que les Etats

Généraux,

Généraux, les Représentans d'une Nation entière, aussi noble que généreuse, peuvent concevoir même l'idée d'une banqueroute nationale ?

Cette invitation est injurieuse au Roi, qui n'adoptera jamais des vues contraires à la foi publique ; elle est injurieuse à la Nation, qui, fidelle aux engagements contractés sous la garantie de l'autorité publique, rougiroit de donner l'exemple aux Etrangers devenus créanciers de l'Etat, d'une injustice jusqu'à présent inouïe. L'administration des Finances elle-même, dirigée par la probité la plus exacte, repoussera avec indignation un système qui, loin de faciliter le rétablissement de l'ordre & de ramener le crédit, doit nécessairement obstruer tous les canaux que la confiance entretient, & qui font circuler les richesses oisives des particuliers dans le Trésor du Prince, pour les répandre ensuite dans le public & augmenter le patrimoine des Familles. Ressource prompte & assurée dans les besoins de l'Etat, quand le Souverain est attentif à remplir ses engagements.

Nous devons également faire considérer le moment que l'on a choisi pour répandre cette production, pour ainsi dire, séditieuse. C'est précisément l'époque, où un accord parfait entre l'autorité & les Ministres de la Justice vient de détruire tout ce que les derniers événemens avoient pu inspirer d'alarmes & de défiance : c'est à l'approche de l'Assemblée solennelle d'une Nation aussi distinguée par son caractère de franchise & de loyauté, que par son zèle vraiment patriotique & son attachement à ses Souverains.

On ne peut se le dissimuler : lorsque tout court à assurer une garantie générale de la dette de l'Etat, il n'y a qu'un esprit perturbateur, un ennemi du bien public, qui puisse entreprendre de semer des doutes, & de retarder, s'il étoit possible, le retour de la confiance. Notre ministère a dû s'élever contre un Ecrit aussi calomnieux. Il est de votre sagesse d'en interrompre le cours : il est de la sagesse du Gouvernement d'empêcher l'introduction dans le Royaume de ces Dissertations politiques, si opposées aux principes de la Morale & de la Justice naturelle. Il est à craindre qu'une plume aussi vénale ne serve la passion des esprits mal intentionnés. Mais les réflexions que nous venons de présenter, déposeront à perpétuité du zèle que la Cour ne cessera d'apporter à réclamer l'exécution des engagements, auxquels par une délibération libre & réfléchie, elle a imprimé le caractère indélébile de l'authenticité légale, & même des engagements volontaires contractés sous le sceau de la foi publique.

La condamnation motivée de cet Ouvrage est l'objet des conclusions par écrit que nous avons prises. Nous les laissons à la Cour, avec ledit Imprimé.

Et se font les Gens du Roi retirés, après avoir laissé sur le Bureau ledit Imprimé, & les conclusions par eux prises par écrit, sur icelui.

Eux retirés.

Vu l'imprimé intitulé : *Annales Politiques, Civiles & Littéraires*, par Linguet, tom. XV^e,

commençant par ces mots : *Extrait du privilège*, & finissant par ceux-ci : *A la fin de Septembre prochain.* Conclusions du Procureur Général du Roi.

Oui le rapport de M^e Adrien-Louis Lefebvre d'Amecourt, Conseiller.

La matiere mise en délibération.

LA COUR ordonne que ledit Imprimé sera lacéré & brûlé en la Cour du Palais, au pied du grand escalier d'icelui, par l'Exécuteur de la Haute-Justice, comme injurieux au Roi, injurieux à la Nation dont il calomnie les intentions; tendant à semer le trouble & la division dans les esprits, & à détruire la confiance publique; tendant pareillement à détruire les principes de la Morale & de la Justice naturelle; enjoint à tous ceux qui en ont des exemplaires de les apporter au Greffe de la Cour, pour y être supprimés; fait très-expreses inhibitions & défenses, à tous Libraires, Imprimeurs, d'imprimer, vendre & débiter ledit Imprimé, & à tous Colporteurs, Distributeurs & autres, de le colporter & distribuer, à peine d'être poursuivis extraordinairement, & punis suivant la rigueur des Ordonnances; fait pareillement défenses sous les mêmes peines, au nommé A.... Sauzai, ancien Négociant, demeurant Hôtel de Bullion, rue Plâtrière à Paris, de recevoir aucune souscription pour lescrites Annales Politiques, Civiles & Littéraires, de distribuer à l'avenir ledit Imprimé & les Feuilles subséquentes, ni de tenir aucun bureau ouvert pour les

souscriptions & distribution desdites Annales ; ordonne qu'à la requête du Procureur Général du Roi, il sera informé pardevant le Conseiller Rapporteur pour les témoins qui se trouveront à Paris, & pardevant les Lieutenans Criminels des Bailliages & Sénéchaussées pour les témoins qui sont hors de Paris, de la composition & distribution dudit Imprimé ; pour les informations faites, rapportées & communiquées au Procureur Général du Roi, être par lui requis, & par la Cour ordonné ce qu'il appartiendra. Ordonne à cet effet qu'un exemplaire dudit Imprimé sera déposé au Greffe de la Cour, pour servir à l'instruction du procès. Ordonne que le présent Arrêt sera imprimé, publié & affiché par-tout où besoin sera, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du Ressort, pour y être lu, publié & enregistré : enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roi esdits Sièges d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans le mois. Fait en Parlement, toutes les Chambres assemblées, les Pairs y séant, le vingt-sept Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit. Collationné LUTTON. Signé DUFRANC.

Et ledit jour ving-sept Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à la levée de la Cour, ledit Imprimé, ci-dessus énoncé, intitulé : Annales Politiques, Civiles & Littéraires, a été lacéré & brûlé par l'Exécuteur de la Haute-Justice, au pied du grand escalier du Palais, en présence de moi François-Louis Dufranc, Ecuyer, l'un des Greffiers de la Grand'Chambre, assisté de deux Huissiers de la Cour. Signé DUFRANC.

*ARRÊTÉ de la Cour des Aides de Paris, du
5 Mai 1788.*

LA Cour, avertie par la consternation publique & les alarmes de tous les ordres de Citoyens, des dangers dont la constitution Française est menacée.

Affligée des efforts des ennemis de l'Etat, pour diminuer, s'il étoit possible, l'attachement & le respect de la nation envers son Souverain, que lui rendent si cher & ses vertus personnelles, & l'amour qu'il porte à ses sujets.

Considérant que le courage des Magistrats doit s'accroître avec les dangers de la patrie ;

Que, chargés de défendre les droits du peuple, ils doivent jusqu'au dernier soupir, lui consacrer leur voix & leurs forces ; & que leur silence, dans ce moment, seroit un véritable crime de leze-majesté royale & nationale ;

Que les essais réitérés du pouvoir arbitraire renversent les loix fondamentales ; & qu'en les renversant, *ils ébranlent*, suivant l'expression de Bossuet, *les fondemens de la terre*, après quoi, *il ne reste plus que la chute des Empires* ;

Que les Cours seules défendent la cause de la monarchie, qui est celle du seigneur Roi ;

Que, si elles ne peuvent pas être rigoureusement considérées comme les représentans de la nation, elles en sont au moins les organes nécessaires, puisque seules depuis la cessation des Etats-Généraux, elles se sont conservées dans la prérogative de porter la vérité aux pieds du trône ;

Que l'administration du Royaume étant trop compliquée, pour que le Souverain puisse toujours connoître la vérité par lui-même, ce seroit agir en ennemi public, de chercher à le priver des lumières qui résultent de la variété même des opinions des différentes Cours ;

Que tout Tribunal qu'on tenteroit de créer, pour échapper à la loi protectrice de l'enregistrement dans les Cours, ou pour en changer la forme, quelque nom qu'il portât, de quelques Membres qu'il fût composé, seroit illégal & anti-constitutionnel, tant qu'il n'auroit pas reçu son existence de la Nation assemblée ;

Que la monarchie étant le Gouvernement où la loi commande, la France cesseroit d'être une monarchie, si la volonté d'un seul dispoit arbitrairement des états, des propriétés & des personnes ;

Que ce principe, consacré par les loix, a été reconnu par tous nos Souverains ; que Louis X écrivoit : *Ce Royaume est le Royaume des Franks, & la chose en vérité doit être accordante au nom ;* que Louis XI lui-même dans ses instructions à Charles VIII son fils, disoit : *Quand les Princes ne ont regard à la loi ; en ce faisant, ils font leur peuple serf, & perdent le nom de Roi ;*

Que c'est pour les Cours un devoir sacré de conserver intact le dépôt des loix constitutives qui leur fut confié ;

Que les Magistrats doivent au Roi, à la Patrie, à leur honneur d'empêcher autant qu'il est en eux, même au péril de leur vie, ce dépôt inviolable de passer en des mains étrangères.

La Cour se rappelant plus que jamais qu'elle

doit sa premiere existence aux Etats-Généraux ; pour répondre à la confiance du seigneur Roi & à celle de la Nation ;

A arrêté unanimement que , dans le cas où il seroit proposé quelque opération , autre que de simple administration , quelque acte de législation tendant à étouffer la voix des Cours , ou qui pût , en quoi que ce soit , porter atteinte aux loix constitutives , & qui n'auroit pas été consenti par la Nation légalement assemblée en Etats-Généraux ; elle ne peut , ne doit , ni n'entend participer en rien à de pareils actes , ni remplir , soit en corps , soit par individus , aucunes fonctions qui pourroient en être la suite , en quelque tems , dans quelque lieu , & avec quelque personne que ce puisse être ; & que , dans le cas où la force l'empêcheroit de protester de nullité , & de remplir ses devoirs dans toute leur intégrité ; elle remet dès-à-présent ses droits , tels qu'ils lui furent confiés , entre les mains du Roi & de la Nation.

DISCOURS prononcé à la Séance de la Cour des Aides , tenue à Versailles le 8 Mai 1788.

(J'obéis à l'ordre exprès du Roi mon Seigneur & maitre).

MONSEIGNEUR ,

Le lieu qui nous rassemble hors de notre tribunal ordinaire , l'état passif où la nature de cette séance réduit des Magistrats , quoique réunis en corps de Cour ; tout annonce des formes & des

opérations illégales : la conscience , la religion du serment , la fidélité aux loix fondamentales , l'attachement le plus vrai & le plus pur à la personne sacrée & à la gloire du Prince , ainsi qu'aux intérêts de la Nation , nous impose la loi rigoureuse de protester contre tout ce qui va se passer contre la faculté qui nous est interdite , soit de délibérer , soit de donner nos suffrages.

Des projets vastes ont été préparés dans le secret ; ce secret , & tout ce qui l'a accompagné , jette dans les esprits l'alarme & la consternation.

Notre origine , Monseigneur , remonte aux Etats-Généraux , & l'époque des impôts a été celle de notre naissance.

La compétence des Cours des Aides embrasse l'universalité de toutes les impositions ; aussi , l'examen , la vérification & la publication de toutes les loix leur appartiennent essentiellement. Les leur enlever , ou seulement en éluder la forme , deviendrait la subversion de tous les principes , la transgression de toutes les Ordonnances , & à cet égard , le renversement de la constitution Française.

De pareils pouvoirs ne pourroient être transmis à une Cour étrangère à l'impôt , à une Cour inconnue dans nos fastes , à une Cour , en un mot , dont les fondemens seroient élevés sur les débris de la magistrature.

Non , Monseigneur , envain présenteroit-on des innovations consacrées par le seul effet du pouvoir absolu , comme des actes de bienfaisance , comme offrant aux peuples de grands avantages. Si tels en étoient les caractères

distinctifs , pourquoi les annoncer avec un éclat imposant , au lieu de les montrer comme une lumière douce & salutaire , qui flatte autant qu'elle éclaire ? Pourquoi soustraire de pareils actes à l'œil austère , à la discussion approfondie , au zèle éclairé du Magistrat , à qui l'honneur & la conscience répondent qu'ils n'ont pas cessé d'être dignes de la confiance du Roi & de l'estime publique ? Si un examen réfléchi de toutes ces loix nous étoit permis , si vous pouviez , Monseigneur , entendre & peser nos opinions , sur chacune d'elles ; transmises par vous à Sa Majesté , avec cette franchise qui vous est si naturelle , elles parviendroient à l'éclairer , soit sur l'utilité , soit sur l'inconvénient de ces mêmes loix ; & ce Prince apprendroit par vous que chacun des Membres de cette Cour n'est jamais guidé dans son avis que par son amour pour son Roi , & un attachement sans bornes aux droits de la puissance monarchique , toujours inséparable de l'intérêt de la Nation.

Nous imposer un silence douloureux , c'est priver un Prince , ami de la vérité , & jaloux du bonheur de ses peuples , des lumières qu'il a droit d'attendre du zèle & du courage des Magistrats ; c'est exposer l'autorité royale à ne pouvoir plus se défendre des surprises qui trop souvent investissent le trône ; c'est enfin préparer à la Nation un avenir effrayant.

Organe fidelle du sentiment de ma compagnie , je suis expressément chargé par elle de vous représenter que son silence deviendrait un crime , si elle ne vous supplioit avec instance de por-

ter aux pieds du trône les expressions de sa vive douleur & de sa consternation profonde.

Par une entreprise que nos descendants ne liront qu'avec effroi dans les fastes de la France, le temple de la Justice, ce séjour de paix & de liberté, au milieu de la nuit s'est trouvé tout-à-coup transformé en une place assiégée.

Les Ministres de la loi ont été investis de nombreux bataillons, & accompagnés de soldats au moindre déplacement le plus indifférent en lui-même.

Quel nom donner à cette violation inouïe, nous devons le dire, à cette profanation publique du sanctuaire de la Justice ? Deux Magistrats, tristes victimes de leur devoir, en ont été militairement arrachés au milieu des larmes de leurs confrères.

Que n'avez-vous été, Monseigneur, témoin de cette scène vraiment attendrissante ! Votre ame sensible & généreuse en eût été affectée, & l'émotion publique se fût répétée dans votre cœur. Daignez mettre ce tableau exact sous les yeux de Sa Majesté, lui peindre avec intérêt le détail de tout ce qui s'est passé, & réclamer sa bonté, ou plutôt sa justice en faveur de deux Magistrats frappés d'ordres rigoureux, sans aucun délit connu, & qui, s'ils étoient coupables, ne pourroient être punis que par les formes judiciaires.

Apprenez à Sa Majesté que cet appareil militaire a suspendu le cours de la Justice dans tous les Tribunaux de l'enceinte du Palais ; l'accès en étoit interdit par des gens à hautes armes : & malgré nos instances réitérées, nous avons

été repouffés des lieux où notre devoir nous appelloit.

Journée désastreuse, dont le souvenir pourroit affoiblir la fermeté des Magistrats, si leur courage, leur zele & leur vertu, n'étoient supérieurs à tous les revers !

ARRÊTÉ de la Chambre des Comptes, du 6 Mai 1788.

Ce jour, la Chambre extraordinairement assemblée, (les Députés des Conseillers, Correcteurs & Auditeurs présens, en leurs places ordinaires) à l'occasion des refus faits aux différens Membres qui la composent, de l'entrée du Sanctuaire de la Justice ; prévenue par le cri public, que cet obstacle est la suite de la détention de deux Magistrats arrachés à leurs fonctions, pour avoir écouté le zele qui les animoit, & leur attachement aux intérêts du Roi & de l'Etat ;

Considérant que l'enlèvement de ces Magistrats est aussi contraire à l'esprit des Ordonnances qu'aux sentimens de justice de Sa Majesté ;

Que la vérité, trop souvent éloignée du Trône, ne peut y parvenir que par l'organe des Cours ;

Que l'intérêt dudit Seigneur Roi comme celui de la Nation, est si essentiellement lié à la conservation des Loix, qu'il n'est point de vrai Magistrat qui puisse laisser altérer l'intégralité

de ses fonctions, puisqu'elles sont la base de la tranquillité publique, de la gloire & du bonheur dudit Seigneur Roi.

A arrêté qu'il sera très-humblement représenté audit Seigneur Roi, qu'il est préjudiciable au bien de son service de rendre périlleuse la liberté des suffrages, & de supplier Sa Majesté de faire cesser les alarmes de la Nation, & de rendre aux Magistrats qui ont eu le malheur de lui déplaire la bienveillance que mérite la pureté de leur zèle & de leur fidélité.

SUPPLICATIONS de la Chambre des Comptes au Roi, relativement à la détention de deux Officiers du Parlement, & aux bruits répandus contre la Magistrature.

SIRE,

Votre Chambre des Comptes devoit être, dans cette triste circonstance, l'interprete de la douleur publique ; ce devoir l'amène au pied du Trône, pour y faire entendre la vérité, pour réclamer auprès du Législateur suprême le libre cours de la Justice & la liberté de ses Dépositaires. Vous trouverez, SIRE, au fond de votre cœur comme dans les Loix du Royaume, que la propriété la plus sacrée, celle qui doit être la plus inviolable, c'est la liberté. Quelle seroit donc, SIRE, la condition des Magistrats ? Organes de la Justice du Souverain, & les garans de la soumission des Peuples, pourquoi seroient-ils punis par la privation du premier de tous les biens, pour n'avoir point

adouci les expressions de leur zele , pour n'avoir point , dans les circonstances critiques , affoibli des paroles dont la courageuse énergie pouvoit fixer l'attention de Votre Majesté sur des objets de la plus grande importance ?

Ah ! Sire , écoutez les mouvemens de votre cœur ; rendez vos bontés aux deux Magistrats de votre Parlement ; rendez à la Nation des jours sereins & tranquilles , à cette Nation libre & généreuse , & toujours accoutumée à chérir ses Souverains.

Votre Chambre des Comptes , SIRE , vient aussi vous dénoncer les alarmes générales sur le sort qui paroît menacer la Magistrature ; vous en fûtes le Restaurateur , vous ne détruirez point votre ouvrage. Votre Chambre des Comptes , inébranlable dans ses principes , même au milieu des orages , vient déposer aux pieds de son Souverain le serment qui lui assure l'estime de Votre Majesté & la confiance de la Nation. Quels que soient les événemens qui se préparent , elle n'écouterà que la voix de la conscience & de l'honneur.

Ce font, SIRE, les très-humbles, &c.

MONSIEUR, Frere du Roi , étant venu tenir la Séance à Versailles , le 8 Mai 1788, M. le Premier Président de la Chambre des Comptes , lui a dit :

MONSIEUR,

(J'obéis à l'ordre du Roi mon souverain Seigneur & maître.)

Le voile impénétrable dont on se plaît à cou-

vrir, depuis si long-temps, la destinée de la Magistrature; la consternation qui s'étend du centre aux extrémités du Royaume; le silence d'abattement qui regne dans cette enceinte, parlent plus éloquemment que des paroles; ils peignent les sentimens de nos cœurs. Puisse cette assemblée où va se déployer toute la puissance de l'autorité royale, ne point devenir l'époque tristement mémorable, de la décadence ou de la subversion des Loix!

Les François, Monseigneur, obéissent à leur Souverain & à l'honneur; les Magistrats en donnent les premiers l'exemple. Heureux accord du sentiment & des devoirs, conservez-vous toujours!

Ne pouvant rien prévoir, ignorant tout, n'osant également espérer ni craindre, je ne chercherai point, par de vains discours, à suspendre les événemens de cette grande journée.

Dans des temps plus heureux, Monseigneur, il m'eût été bien doux de faire votre éloge. Organe de la vérité, j'aurois acquitté la reconnaissance publique; mais mon ame opprimée a perdu toutes ses facultés; elle est anéantie par la douleur. Je ranime à peine mes accents, pour vous conjurer d'être, auprès du Roi, notre Dieu tutélaire, & de faire entendre, au pied du Trône, le serment de notre fidélité & de notre courage.

Nous n'écouterons que le cri de la conscience, & nous serons toujours jaloux de l'estime de nos Concitoyens & du Jugement de la postérité.

ARRÊTÉ du Châtelet de Paris, du 18 Mai 1788.

Ce jour, &c. La Compagnie voyant avec la plus vive douleur les actes d'autorité multipliés contre les différentes Cours du Royaume, le Temple de la Justice investi par des Gardes armés, la liberté des suffrages violée par l'enlèvement de Magistrats qui ne peuvent être personnellement responsables de délibérations essentiellement secrètes, le cours de la Justice interrompu, la Magistrature avilie, l'ordre ancien interverti sous un Monarque, qui a déclaré ne vouloir régner que par les Loix, & dont les intentions bienfaisantes sont le gage du bonheur de ses Sujets ;

Considérant que les Ordonnances, Edits & Déclarations apportés par le Procureur du Roi, n'ont point été délibérés par le Parlement, auquel il reste le droit certain & reconnu par Sa Majesté même, de lui adresser ses Remontrances ; droit dont il ne peut en ce moment user par la suspension forcée de ses fonctions, a arrêté unanimement, qu'elle ne peut ni ne doit procéder à la lecture, publication & enregistrement desdits Edits, Déclarations & Ordonnances.

Et à l'instant les Gens du Roi ayant été mandés, M. le Lieutenant Civil leur a donné connoissance du présent Arrêté, & ils ont déclaré qu'ils y adhéroient unanimement, ce dont il leur a été donné acte.

Fait les jour & an que dessus.

*DÉCLARATION faite à M. de Fourqueux,
Commissaire du Roi, lors de l'enregistrement forcé
des nouvelles Loix, par M. ANGRAN, Lieutenant
Civil.*

MONSIEUR,

La Compagnie me charge de vous déclarer qu'elle proteste unanimement contre tout ce qui pourroit être fait dans cette Séance de contraire à ses droits, usages & Arrêtés, & notamment à celui du 16 de ce mois, dans lequel elle persiste.

L'enregistrement fait à l'audience, Messieurs se retirèrent en la chambre du Conseil, où ils prirent l'Arrêté suivant.

La Compagnie, persévérant dans les protestations de ce jourd'hui par elle faites & notifiées au Commissaire du Roi, tant en la Chambre du Conseil qu'en l'Audience du Parc Civil, proteste de nouveau contre la transcription faite de l'express commandement de Sa Majesté sur ses registres en la Chambre du Conseil, & pareillement contre la lecture & publication faite à l'Audience, & transcription faite es registres des Bannieres, ne se croyant liée par aucuns desdits actes, s'en référant à son Arrêté du 16 Mai présent mois, & y persistant unanimement.

Et à l'instant les Gens du Roi, &c. &c. ils ont déclaré qu'ils y adhéroient unanimement, ce dont il leur a été donné acte.

l
e
-
-
A
s
s
i
s
,